

Ruben Vega Garcia

Historien, Directeur de la Fondation Juan Muniz Zapico

(P16)

**LES COMMISSIONS OUVRIERES DES ASTURIES
DANS LA TRANSITION ET LA DEMOCRATIE**

GLOSSAIRE DES SIGLES UTILISES

ABI	Accord inter confédéral de base
ACPA	Association des conducteurs professionnels des Asturies
AHM	Hauts fourneaux de la Méditerranée
AHV	Hauts fourneaux de Biscaye
AMI	Accord cadre inter confédéral
ANE	Accord national sur l' emploi
ANPE	Association Nationale du Professorat d' Etat
ARPA	Association Régionale des Pensionnés des Asturies
AST	Action Syndicale des Travailleurs
ATA	Association des Travailleurs des Asturies
BOE	Bulletin Officiel de l' Etat
CC	Comité Central
CC.OO	Commissions Ouvrières
CEE	Communauté Economique Européenne
CEOE	Confédération Espagnole des Organisations Patronales
CESM	Confédération Espagnole des Syndicats de Médecins
CNS	Centrale Syndicale Nationale
CNT	Confédération Nationale du Travail
CNT (CV)	Confédération Nationale du Travail (Congrès de Valence)
CNT-AIT	Confédération Nationale du Travail – Association Internationale du Travail
COS	Coordination des Organisations Syndicales
CPM	Commission Provinciale de la Mine
CSI	Courant Syndical de Gauche
CSIF	Confédération des Syndicats Indépendants de Fonctionnaires
CSUT	Confédération des Syndicats Unitaires des Travailleurs
C.S. CC.OO	Confédération Syndicale des Commissions Ouvrières
ELA-STV	Solidarité des Travailleurs Basques
FEM	Fédération Nationale des Mines
FETE	Fédération Nationale des Travailleurs de l' Enseignement
FLP	Front Populaire de Libération
FSA	Fédération Socialiste des Asturies
FUSOA	Fond Unitaire de Solidarité Ouvrière des Asturies
HOAC	Fraternité Ouvrière de l' Action Catholique
IFR	Institut de Développement Régional
IMAC	Institut de Médiation, Arbitrage et Conciliation
INI	Institut National de l' Industrie
IPC	Indice des prix à la Consommation
IU	Gauche Unie
JOC	Jeunesse Ouvrière Catholique
LAB	Commissions Ouvrières Patriotiques (Pays Basque)
LC	Ligue Communiste
LCR	Ligue Communiste Révolutionnaire
LCR-ETA-VI	Ligue Communiste Révolutionnaire- ETA VI Assemblée
MC	Mouvement Communiste

MCA	Mouvement Communiste des Asturies
MIR	Médecin Interne Résident
OCE(BR)	Organisation Communiste d' Espagne (Drapeau Rouge)
OIC	Organisation de la Gauche Communiste
OPI	Opposition de Gauche
ORT	Organisation Révolutionnaire des Travailleurs
OSE	Organisation Syndicale Espagnole
OSO	Opposition Syndicale Ouvrière
OTAN	Organisation du Traité de l' Atlantique Nord
PAUR	Plan d' Action Urgentes
PCA	Parti Communiste des Asturies
PCE	Parti Communiste d' Espagne
PCE(VIII-IX C)	Parti Communiste d' Espagne (8 ^{ème} et 9 ^{ème} Congrès)
PCE(i)	Parti Communiste d' Espagne (International)
PCE(m-l)	Parti Communiste d' Espagne (Marxiste-léniniste)
PCEU	Parti Communiste Unifié d' Espagne
PCF	Parti Communiste Français
PCOE	Parti Communiste Ouvrier Espagnol
PCPE	Parti Communiste des Peuples d' Espagne
PCT	Parti Communiste des Travailleurs
PCTA	Parti Communiste des Travailleurs des Asturies
PEN	Plan National de l' Energie
PNN	Professeur non Titulaire
PP	Parti Populaire
PRUC	Parti de la Reconstruction et de l' Unification Communiste
PSOE	Parti Socialiste Ouvrier Espagnol
PST	Parti Socialiste des Travailleurs
PTE	Parti du Travail d' Espagne
PTE-UC	Parti du Travail d' Espagne- Unité Communiste
SADEI	Société Asturienne d' Etudes Economiques et Industrielles
SATSE	Syndicat des Aides Techniques Sanitaires
SIA	Société Industrielle Asturienne
SLMM	Syndicat Libre de la Marine Marchande
SODECO	Société de Développement des zones Minières
SOMA	Syndicat des Ouvriers Mineurs des Asturies (UGT)
SRM	Syndicat Régional de la Mine
STEC	Syndicats Confédérés des Travailleurs de l' Enseignement
SU	Syndicat Unitaire
SUATEA	Syndicat Unitaire Autonome des Travailleurs de l' Enseignement des Asturies
UCD	Union du Centre Démocratique
UCSTE	Union Confédérale des Syndicats des Travailleurs de l' Enseignement
UGT	Union Générale des Travailleurs
USO	Union Syndicale Ouvrière
ZUR	Zone de Ré industrialisation Urgente

Notes de traduction

Lorsque la Confédération proposa au Comité Régional de Lorraine un jumelage avec les Commissions Ouvrières des Asturies, nous acceptâmes sans hésiter. C'est le 24 septembre 1998 que l'accord est signé à Metz par Denis Fave et Alberto Rubio, les secrétaires régionaux des deux organisations. Pour tout dire, nous n' étions auparavant que quelques uns à situer les Asturies et moins encore à pouvoir en parler en connaissance de cause. Cependant, pour certains, ce n'était pas l'inconnu, car l'histoire encore récente de l' Espagne résonne de faits, de mots et de symboles qui nous ont marqués: le franquisme, les luttes, La Camocha, la mort de Franco, la démocratie, les espoirs déçus, les luttes... Mineurs, sidérurgistes, métallos : comme la Lorraine, les Asturies portent l'empreinte des industries de base et des luttes qui jalonnent leur passé récent, ainsi que des cicatrices qui défigurent pareillement nos deux régions. En effet, sur cette terre de contrastes, entre mer et montagne, véritable « paradis naturel », les asturiens rencontrent aussi les problèmes contemporains de ces régions d' Europe confrontées à de profondes restructurations synonymes de friches industrielles, de désertification, de dépopulation et de chômage, mais également de réindustrialisation, et de précarisation. Dans le même temps ils ont su marquer le cours de leur existence par leur capacité hors du commun à se mobiliser pour la sauvegarde de l'avenir des Asturies. Pour tout dire, c'est essentiellement au crédit des Commissions Ouvrières qu'il faut porter cette dynamique, elles qui viennent seulement de fêter leur vingt cinquième anniversaire.

Cette histoire des CC.OO des Asturies est l'objet du livre de Ruben Vega Garcia, historien, directeur de la Fondation Juan Muniz Zapico qui, comme vous pourrez le constater, a voulu centrer son étude sur la période qui va de la transition à la démocratie. Il nous a semblé enrichissant de permettre à tout un chacun de découvrir ce parcours qui, bien que singulier, ne manquera pas de nous rappeler le nôtre. D'autant plus que dorénavant notre coopération devrait connaître de nouveaux développements.

Il n'est pas inutile de préciser que le traducteur n'a rien d'un professionnel, et qu'il ne faudrait donc pas lui tenir rigueur de probables imperfections.

Jean François Lassagne

PROLOGUE

Ce livre rassemble quelques caractéristiques peu communes dans l'actualité d'une société toujours plus « télécommunicante » et superficielle, où souvent l'image a plus d'importance que le contenu. Félicitons tout d'abord les Commissions Ouvrières des Asturies pour l'intérêt qu'elles portent à leur histoire. Que cet intérêt soit réel et non pas de façade, cela est démontré dans ce livre qui n'est pas une histoire glorifiée, mais marqué par la rigueur scientifique de son auteur. Il s'agit d'une réflexion critique de l'évolution des Commissions Ouvrières dans la Principauté, depuis ses origines dans la lutte anti-franquiste, jusqu'aux problèmes actuels dans le contexte d'une grave crise industrielle qui menace les conquêtes historiques du mouvement ouvrier de ce pays. Son fond empirique est basé sur de longues entrevues avec les syndicalistes qui ont vécu cette expérience d'une énorme richesse, de la lutte syndicale de ces trente dernières années et qui, avec l'aide de l'auteur, apportent un impressionnant effort de réflexion et de mémoire. Ce travail est complété par des études de documents et de la presse régionale durant toute la période considérée.

Expérience nouvelle et innovante dans l'histoire syndicale du mouvement ouvrier européen, les Commissions Ouvrières pesèrent d'un poids décisif au sein de l'opposition démocratique à la dictature, et naquirent aux Asturies avec les premières grèves des mineurs des années 50 et 60. Les conditions extrêmement dures du travail du fond et la camaraderie quasi naturelle entre les mineurs, permirent autrefois au mouvement ouvrier espagnol soumis à la dure répression franquiste de relever la tête. Le mythe des mineurs, si souvent cité, n'est pas usurpé ou vide, c'est l'expérience réelle « d'une lutte saine et honnête »

Dans la dernière étape de la dictature, alors que les bassins miniers souffraient d'une nouvelle et brutale répression, de nouveaux foyers de lutte syndicale surgirent, apportant d'autres groupes de militants aux Commissions Ouvrières, lesquelles à ce moment-là faisaient déjà partie de la réalité sociale du pays, et avaient même gagné un certain prestige bien au delà des Pyrénées. Les métallurgistes et les ouvriers des chantiers navals de Gijon prirent la tête de la mobilisation sociale à cette époque qui vit la création de UNINSA, ultérieurement intégrée à ENSIDESA. Les différences entre Gijon, Aviles et les bassins miniers demeurent une constante dans l'évolution syndicale de la région que retraduit bien l'ouvrage de Ruben Vega. Menant une activité syndicale de grande importance dans les années 60 et 70, les Retraités, « le troisième moteur de l'action revendicative des Commissions

Ouvrières » avec la Mine et la Métallurgie, n'échappent pas à la rigoureuse investigation de l'auteur.

A la suite de la mort biologique du dictateur qui déboucha sur celle de cette dictature à bout de souffle, la sortie de la clandestinité changea profondément le cadre d'intervention des organisations ouvrières. Les luttes internes pour le modèle syndical démocratique se développèrent dans un contexte de concurrence syndicale croissante qui menaça la position hégémonique des CC.OO, indiscutable jusqu'alors. Le syndicalisme socialiste, où l'UGT gagna la bataille sur l'USO avec l'aide appuyée des syndicats socio-démocrates européens, parvint à des sommets spectaculaires, profitant de la mémoire historique et des succès électoraux du PSOE aux Asturies. Ainsi apparut l'actuel bi-syndicalisme avec les périodes de fortes confrontations des deux syndicats jusqu'à l'unité d'action établie de nos jours.

Les luttes internes aux CC.OO, très affectées par la crise du PCE à cette époque, laissèrent des plaies ouvertes, au point de provoquer une scission (création du CSI, Courant Syndical de Gauche) ; elles sont retraduites de manière détaillée dans le présent ouvrage. Nombre d'interviewés profitèrent de l'occasion de collaborer à ce livre pour engager une réflexion critique sur cette phase cruciale du syndicalisme asturien, phase marquée par une hyperactivité syndicale, tant du point de vue du niveau des grèves que des débats internes. Parfois les conflits de personnes l'emportèrent sur les débats stratégiques et, comme le dit à juste titre l'auteur : « la richesse du débat théorique contraste avec le caractère appauvrissant découlant de la forme de discussion partisane adoptée. »

Une fois passées les convulsions de la transition et de la transformation d'un mouvement socio-politique clandestin en un syndicat démocratique de classe, les CC.OO des Asturies se consolidèrent pour devenir un des syndicats les plus forts et les plus combatifs d'Espagne. Ce sont toujours les mineurs et les métallurgistes qui portent la plus grande part de l'activité syndicale, mais s'y joignent d'autres secteurs comme la construction et dans une moindre mesure la banque, l'enseignement et le commerce entre autres. Dans les années 80 culminent les mobilisations contre les reconversions industrielles qui affectent le gros de l'économie régionale. Fermetures de chantiers navals et de puits, réduction de la sidérurgie, quasi disparition de l'industrie textile, etc..., laissent à peine respirer les militants syndicaux qui organisent la lutte pour la défense de dignes conditions de vie pour la classe ouvrière. Les espoirs dans le nouveau gouvernement socialiste se dissipèrent rapidement sous les effets d'une politique néo-libérale et d'une désindustrialisation préoccupante.

La gravité des problèmes régionaux provoqua non seulement un rapprochement des deux syndicats majoritaires dans la région, mais aussi une plus forte intervention syndicale dans la politique régionale. Les mobilisations de ces dernières années portaient principalement sur la préoccupation de l'avenir de la région (voir le chapitre sur la grève générale d'octobre 1991), et tentèrent de faire pression sur les responsables politiques pour la recherche d'alternatives viables face au déclin économique. Il fallait à la fois obtenir des conditions favorables pour les préretraités et les pensionnés, organiser des reclassements et intervenir dans de nombreux conflits particuliers comme ceux de Duro Felguera, Santa Barbara, etc....

Les Asturies demeurèrent durant toute cette période le fer de lance du mouvement ouvrier espagnol, avec le meilleur taux de syndicalisation et

d'activité syndicale. C'est au travail permanent et parfois même émouvant des militants des CC.OO, que l'on doit en grande partie le fort enracinement d'une culture syndicale dans cette région, où les politiques et les patrons se voient contraints d'écouter et de respecter la volonté des travailleurs, même si ce n'est pas toujours au niveau souhaité. Des mobilisations spectaculaires comme l'occupation du puits Barredo à Noël 1991 et la Marche du Fer à l'automne 1992, attirèrent l'attention de tout le pays sur les problèmes de la Principauté. Beaucoup disent à juste titre que les Asturies se sauvent de l'oubli d'une région marginalisée grâce à la force de ses syndicats.

Maintenir et renouveler cette force syndicale face à la seconde transition que vit la région constitue le grand défi des CC.OO des Asturies et du syndicalisme en général. La première transition consista à conquérir les libertés démocratiques et syndicales. La seconde affronte le changement structurel économique et social dans une région caractérisée comme nulle autre par le poids des secteurs industriels traditionnels et les grandes entreprises d'Etat. Sortir la tête haute de cette seconde transition exige un processus d'apprentissage, autocritique et efficace de la part des syndicats et le présent ouvrage peut y aider, par son apport important au niveau des faits et des idées.

L'ouvrage de Ruben Vega présente une histoire détaillée et assez complète des CC.OO en Asturies sans prétendre être définitif. A partir de là s'ouvrent de nombreux champs d'études et de recherche, ainsi que des champs de réflexion quant au futur du syndicalisme dans cette région. Compléter la vision de la sphère militante avec celles des adhérents de base et des non syndiqués ; distinguer les grandes et moyennes entreprises industrielles à forte présence syndicale des petites unités et des entreprises de services ; rechercher les possibilités d'une meilleure organisation syndicale de jeunes, de femmes et de chômeurs...tels sont quelques uns des multiples problèmes dont doivent se soucier les syndicats. La culture du travail est en train de changer dans les entreprises multinationales, ce qui affectera sous peu toute l'économie. Jusqu'à présent les syndicats manquent d'une attitude claire et y compris d'une conscience des effets sur eux-mêmes, malgré des exemples tangibles aux Asturies également. L'avenir du syndicalisme passe par une meilleure coopération interrégionale et internationale, dès lors que le capitalisme moderne franchit à grande vitesse les frontières régionales et nationales. Tout en conservant leur identité et leurs liens régionaux, les syndicats ne peuvent rester figés face à cette mobilité du capital.

En somme, il reste de nombreuses raisons de poursuivre le travail et la recherche avec la même rigueur et dans le même intérêt que ce livre.

HOLM-DETLEV KÖHLER
Institut pour la Recherche
Sur le Mouvement Ouvrier Européen
Université de la Ruhr. Bochum

INTRODUCTION

Dans le contexte de l'Europe Occidentale, les Commissions Ouvrières constituent un cas atypique parmi les grandes centrales syndicales, tant du point de vue de leur jeunesse, que de la particularité de leurs origines comme mouvement. Structurées en syndicat en 1977, leurs racines remontent au développement, à partir de la fin des années 50, et du début des années 60, d'une forme de lutte : les commissions d'ouvriers, qui se doteront graduellement d'une certaine continuité et coordination.

Le point de départ proviendrait d'une phase initiale caractérisée par la spontanéité de la formation de commissions de travailleurs, nées au feu d'une demande concrète et dissoutes sitôt cette dernière satisfaite, sans autre perspective que celle, immédiate, de se procurer un cadre qui n'existe pas dans les institutions légales, démarche à caractère nettement pré-syndical. A partir de cette initiative répétée en divers endroits, se produisit, parmi les éléments les plus avancés, une prise de conscience de ses possibilités, débouchant, selon l'expression de Sartorius, sur une phase de « spontanéité provoquée » (N.Sartorius, *El sindicalismo de nuevo tipo*), dans laquelle des militants communistes et catholiques, essentiellement, développent la création de commissions ouvrières. Progressivement, quelques commissions vont acquérir une certaine stabilité. A mesure que s'établissent des formes de coordination, on peut parler d'une phase nouvelle de « mouvement organisé », qui s'étendra jusqu'à la période de la Transition Démocratique, quand se produit la transformation du mouvement en organisation syndicale.

Aux Asturies, selon la périodisation indiquée on pourrait bâtir la chronologie suivante : phase spontanée (années 50), « spontanéité provoquée » (1962-64), mouvement organisé (de 1964-66 à 1976), organisation syndicale (à partir de 1977).

Le présent ouvrage traite, par choix, de la trajectoire suivie par les CC.OO des Asturies depuis le milieu des années 70. En référence à la période de la dictature franquiste, les premiers chapitres ont ainsi un caractère introductif distinct de l'objet de la recherche. En conséquence, leur contenu provient en grande partie de la maigre bibliographie disponible, dont on a tenté de remplir les vides actuels par la réalisation d'un nombre limité d'entretiens.

Bien qu'incluses par obligation, ces parties ne supposent rien de plus qu'une tentative d'approche, tant que ce thème ne sera pas abordé en profondeur par une historiographie, qui dans le cas asturien, paraît épuiser le champ d'attention de ses productions à hauteur des années 60.

Alors que ce livre se trouvait en phase de rédaction, est arrivée en librairie une œuvre qui vient couvrir ce qui constituait un vide criant dans la bibliographie relative à la période contemporaine du mouvement ouvrier en Espagne. Le travail collectif qui vit le jour, sous le titre « Histoire des Commissions Ouvrières (1958-1988) », centré délibérément sur la période de la clandestinité, démontre dans sa structuration même, la nécessité d'aborder l'étude du mouvement émergent des Commissions Ouvrières pendant le franquisme, en partant d'une base de recherches régionales, seule façon de saisir la diversité des processus, la richesse et l'originalité que recèlent les expériences diverses.

Bien que l'accession à la légalité et la structuration en syndicat ait pu atténuer les contrastes, aucune approche de l'histoire récente des CC.OO ne peut ignorer une donnée telle que l'existence de réalités régionales et / ou nationales différenciées, dans le contexte desquelles le syndicat présente des caractères spécifiques. Des facteurs tels que le développement d'une identité nationale et les formes dans lesquelles cette dernière trouve sa traduction sur le terrain politique et syndical ; la présence d'autres organisations, les relations nouées avec elles et leurs rapports de force ; les structures sociales et économiques et les différents contextes socio-politiques qui caractérisent les diverses communautés autonomes ; la composition de la classe ouvrière dans chaque cas et le poids des trajectoires historiques parcourues, ne peuvent pas ne pas influencer sur la configuration acquise par le syndicat dans des cadres territoriaux aussi divers.

Dans le cas concret des Asturies, il s'avère impossible de considérer le mouvement syndical le plus récent en faisant abstraction de questions telles que la problématique persistante du déclin industriel qui affecte la région depuis des décennies ; la faiblesse d'une bourgeoisie régionale jamais très puissante et pratiquement disparue dans la seconde moitié du siècle ; la prédominance, dans les structures socioéconomiques, des entreprises publiques et des industries de base ; le poids des traditions historiques parmi les différents secteurs de la classe ouvrière, qui se manifeste avec une intensité particulière dans le cas des mineurs ; le rôle de subordination au gouvernement central joué par les gouvernements autonomes successifs, ou la crise de représentation politique, qui a conduit les syndicats asturiens à remplir un rôle d'acteurs permanents, débordant largement du domaine d'action qui leur est propre.

L'absence d'ouvrage portant sur notre histoire la plus récente s'aggrave jusqu'à devenir un véritable désert, si l'on considère la période démocratique, y compris les phases de transition vers cette dernière. Il eût été utile, par conséquent, d'inclure dans cet ouvrage de plus larges références au cadre socioéconomique et politique asturien, afin de définir le contexte approprié. (Question qui fait partie de l'objet d'autres recherches en cours de l'auteur, mais qu'il n'a pu intégrer à ce travail). Etant donné que tout reste à faire dans ce domaine, nous avons, au contraire, réalisé un effort sur le narratif, dans la relation des faits, comme point de départ nécessaire pour de futurs projets plus ambitieux qui pourraient venir couvrir les lacunes de celui-ci.

Les sources ayant servi de base à la réalisation de cet ouvrage, proviennent d'un travail de recherche qui a tenté de s'appuyer sur la plus grande partie de la presse régionale depuis 1975 jusqu'à nos jours, de l'examen minutieux des archives disponibles, ainsi que d'un programme étendu d'entretiens personnels très poussés, avec des acteurs de la période. Pour ce qui concerne les archives, nous avons consulté autant celles qui appartiennent à l'organisation même (essentiellement l'Union Régionale et les Fédérations Régionales des Métaux et des Mines, mais également celle de l'Enseignement et l'Union Comarcal d'Oviedo), que des archives personnelles (Juan Martinez Morala, Ana Garcia Carpintero, José Uria Rios), qui offraient un intérêt pour leur caractère complémentaire, à côté de documents plus isolés cédés par d'autres personnes (Octavio Monserrat, Artemio Garcia, Francisco Prado Alberdi, Emilio Martinez Morala, Victor Luis Alvarez...au risque de n'être pas exhaustif). Dans le cas de l'Union Régionale, nous avons fait la distinction, dans les références, entre les archives historiques (AHUR) dont les documents sont répertoriés, et le restant des matériaux (AUR), classés de façon élémentaire mais non répertoriés.

Les entretiens individuels ont été réalisés durant les années 1993 et 1994, et, dans tous les cas, il en existe une copie qui fait partie des archives personnelles de l'auteur. Exceptionnellement, plusieurs ont été incorporées, qui avaient été effectuées dans le cadre d'autres recherches: il s'agit de celles de Manuel Alonso (ex-secrétaire général de l'USO des Asturies et de l'Union Comarcal des CC.OO de Gijon, entrevue de Février 1989), d'Alejandro Rodriguez Mazuelas (ex-secrétaire de la section syndicale des CC.OO de ENSIDESA, et président de la commission de gestion qui dirigea l'Union Comarcal de Gijon en 1981, entrevue d'octobre 1990), de José Maria Carballido (ex-secrétaire régional de la Métallurgie de CC.OO, entrevue d'avril 1989), de Guillermo Rendueles (psychiatre, participant actif aux origines du mouvement syndical Asturien de la Santé, entrevue de février 1993), d'Higinio Canga et de Mario Huerta (dirigeants clandestins du PCE en Asturies durant les années 50, entretiens respectivement de décembre et septembre 1993), de Joaquin Fernandez Espina (dirigeant mineur du puits de la Camocha, entrevue de mars 1993) et de José Rey Arias (travailleur de la Camocha jusqu'en 1958, et militant de HOAC, entrevue de novembre 1994). Nous avons joint à la suite une liste de tous ceux qui ont participé à une entrevue, avec référence à leur niveau de responsabilités ou aux événements auxquels ils ont participé, et qui ont motivé l'entrevue. En aucun cas, nous ne prétendons à travers elle, réaliser une description exhaustive de leur trajectoire syndicale sous forme de curriculum, mais simplement justifier leur présence sur une liste, dans laquelle, de toute évidence, il manque de nombreux noms susceptibles d'y figurer.

Afin de faciliter la lecture et de pallier quelques carences du texte, nous avons ajouté un index des sigles et abréviations utilisés, ainsi qu'une chronologie de la période. Il paraît également utile, pour qui n'est pas familiarisé avec le fonctionnement interne des organisations syndicales, d'ajouter une remarque à propos de la nomenclature : on rencontrera de façon récurrente les termes « Union » et « Syndicat », suivis de la relation à leur champ, « comarcal » ou régional. Ils font référence à des structures d'organisations à caractère respectivement territorial et sectoriel, selon les organigrammes en vigueur durant la majeure partie de la période considérée,

même si actuellement les syndicats de branche ont évolué vers la dénomination « Fédération » à tous leurs niveaux.

L'auteur a toujours considéré les chapitres consacrés aux remerciements, habituellement inclus dans les livres, comme une formule obligée (qui peut facilement tourner au vice). J'ai par conséquent choisi de transmettre personnellement ma gratitude à ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont contribué à la réalisation de cet ouvrage, préférant pour cela l'envoi d'une lettre.

Rubèn Vega,

Gijon, novembre 1994

LA DICTATURE

DES PREMIERES COMMISSIONS D'OUVRIERS AU MOUVEMENT ORGANISE : 1956-1966

Après avoir été l'un des plus solides bastions du mouvement ouvrier espagnol jusqu'à la Guerre Civile, les Asturies prirent part avec retard, cependant, à la reconstruction des mobilisations développées sous le régime dictatorial du général Franco. Tout au long de quasiment deux décennies, c'est à peine si l'on y connaît des conflits collectifs, avec de très rares exceptions, mais en rien comparables avec ce qui se passe au Pays Basque ou en Catalogne. La répression particulièrement forte exercée sur une région aux antécédents révolutionnaires tels que ceux des Asturies, le régime de discipline militaire du travail imposé dans le secteur des mines de charbon et la persistance de la lutte armée, qui absorbe les énergies des organisations clandestines et « justifie », de la part du régime, la poursuite de méthodes propres aux forces d'occupation, toutes ces raisons ont été avancées pour expliquer le repli prolongé du mouvement ouvrier asturien d'après-guerre.

Si, jusqu'au seuil des années 50, la résistance antifranquiste se manifeste par la poursuite de la lutte armée, la reconstruction du mouvement ouvrier ne connaîtra ses premiers résultats qu'en 1957-58, quand les mines des Asturies vécurent un processus de grèves qui sera le prélude à celui de 1962. Cette première phase de conflits porte déjà en germe les nouvelles formes d'organisation qui se développeront la décennie suivante. La consolidation croissante, vers un mouvement stable, des timides formules essayées durant ces années là -les commissions d'ouvriers, créées à l'origine dans le feu d'une revendication et dissoutes par la suite - fournira une riposte adaptée aux conditions d'adversité dans lesquelles se développe la lutte sous la dictature, et permettra de dépasser les limites manifestées, dans ce contexte, par les centrales syndicales historiques. Dans le cadre de ce « nouveau mouvement ouvrier » qui fait puissamment irruption dans les années 60, les Asturies vont en devenir l'un des principaux foyers, acteurs d'une intense mobilisation de masse, et par là même, référence incontournable de l'opposition au régime.

Toute histoire des Commissions Ouvrières des Asturies doit impérativement partir de l'année 1957 et de la déjà mythique commission de **La Camocha**, où fréquemment a été situé le « berceau des CC.OO ». Bien qu'il s'agisse là d'une version très courante, d'autres foyers de naissance possibles sont apparus, au fur et à mesure d'une meilleure connaissance de la période des années 50 : **la Naval** de Sestao en 1956, le chantier naval de **Euskalduna** en 1953, le **Marco de Jerez** autour des mêmes dates...Au delà d'une polémique stérile pour élucider à qui revient l'honneur d'avoir été les pionniers, le débat révèle la difficulté d'établir de façon concluante un point de départ précis à ce qui constitue simplement une riposte spontanée adaptée à des conditions de lutte données, nous invitant ainsi à réfléchir à des origines

multiples. En ce sens, **La Camocha** constitue l'une des premières manifestations de ce mouvement, dont l'importance particulière provient du fait d'avoir à la fois initié une expérience de grève à l'issue victorieuse, et donné lieu à la construction d'un mythe fondateur reconnu.

A La Camocha, un puits d'exploitation récente qui a cependant connu quelques conflits antérieurs, diverses revendications sont successivement avancées durant l'année 1956, telles que les compensations pour ceux qui travaillent en galeries dans l'eau, des postes compatibles pour les silicosés, la répartition de la prime de production, le paiement de points et, finalement, une hausse des salaires, avant de déboucher sur une grève de neuf jours en janvier 1957. La commission qui négocie la solution du conflit présente une composition hétérogène, incluant, à côté de plusieurs communistes, des travailleurs dépourvus de toute attache organisationnelle et y compris un ancien membre de la Division Azul. Jusque là les réclamations se faisaient par les voies légales (collecte de signatures, entrevues avec la direction de l'entreprise, la CNS¹ locale, la Délégation du Travail d'Oviedo et le Ministère du Travail) et se référaient en partie à des questions cadrées par la législation en vigueur. La grève eut pour résultats l'obtention d'améliorations économiques et la destitution d'un délégué syndical, qui sera remplacé par le communiste Casimiro Bayon.

Mais La Camocha ne constitue pas à cette époque un cas isolé. Au même moment diverses exploitations minières de la vallée du Nalon (Fondon, Maria Luisa, Carbones Asturianos, Carbones de la Nueva), voient la naissance de commissions d'ouvriers. A la fin de 1956 on a recours, au Fondon, à la constitution de commissions pour obtenir la pose de vitres aux fenêtres des toilettes, et à Maria Luisa on dépose au Syndicat Vertical des questions relatives à des primes et aux salaires. Dans ce climat survint, en mars 1957, l'extension d'un mouvement de grève qui affecte plusieurs puits du bassin du Nalon, mettant à nouveau en œuvre une commission représentant les travailleurs qui occupent le puits Maria Luisa.

Bien que les démarches de ces premières commissions aillent de préférence vers la CNS, celles-ci ne comptent pas de délégués syndicaux parmi leurs composantes, en raison de l'absence quasi totale de militants d'opposition au sein des structures du Vertical aux Asturies antérieurement à 1957. Cette réalité sera sensiblement modifiée à la suite des élections syndicales de l'automne de la même année, auxquelles les communistes décidèrent de présenter des candidatures dans tous les lieux de travail où ils pouvaient compter sur une organisation, appliquant pour la première fois de façon effective la tactique « d'entrisme » expérimentée à d'autres endroits du pays. Les résultats favorables obtenus fournirent une meilleure couverture légale pour l'action des diverses commissions, souvent emmenées par des délégués fraîchement élus. Cependant, parvenue à une amplitude bien supérieure à celle de l'année précédente, l'extension de la grève de mars 1958 fut suivie d'une riposte répressive radicale, qui se traduisit par la déclaration de l'Etat d'Exception, avec de nombreux licenciements, arrestations, déportations, 32 condamnations à la prison et la destitution des délégués ayant participé au mouvement. Il en résulte le démantèlement d'une bonne partie de l'organisation du PCE, et la remise en cause des progrès réalisés dans l'infiltration du Syndicat Vertical. Après la secousse répressive de 1958, les

¹ Centrale Nationale Syndicale franquiste

commissions ouvrières recommencèrent à agir aux Asturies, dans diverses circonstances, en marge de la CNS jusqu'aux élections syndicales de 1966.

Si la période 1959-61 connaît un reflux considérable des conflits, limités à des cas isolés et de moindre importance, le climat de malaise croissant parmi les mineurs asturiens donnera lieu à la création de quelques commissions durant l'année 1961. Mais ce ne sera qu'au printemps 1962 que les tensions accumulées éclateront en un mouvement de grande ampleur aux répercussions considérables. La grève générale menée en avril et mai, dans toute la Mine et certains centres de la Métallurgie multipliera les commissions, comme outil de la représentation unitaire. En leur sein, militants communistes et chrétiens appartenant aux PCE, USO, JOC, HOAC et FLP prennent l'initiative. Jusque là les commissions d'ouvriers avaient limité leur action au domaine du puits ou de l'usine, sans coordination au delà de ce niveau. La grève créera les conditions de la formation d'une commission, exprimant les revendications des mineurs dans la négociation avec le gouvernement. Court-circuitant totalement le Syndicat Vertical, le ministre José Solís se déplace à Oviedo et accepte le dialogue, décidé à mettre fin à la grève. Il ne s'agit d'aucune manière d'une structure de direction, ni de coordination (étant donné que nous nous trouvons toujours dans une phase semi-spontanée), mais le mouvement des commissions ouvrières émergent a fait la démonstration de sa représentativité au point d'être reconnu comme interlocuteur par le régime lui-même; étendant son influence à l'ensemble de la mine asturienne, il se met en capacité de gérer la représentation improvisée de dizaines de milliers de travailleurs en grève.

Comme le disait un slogan de l'opposition antifranquiste, à nouveau « les Asturies montrent la voie ». La grève entreprise par les mineurs asturiens en avril 1962, ouvrira la voie au déclenchement d'un vaste mouvement revendicatif qui atteint une dimension inconnue jusqu'alors, et au cours duquel se répand le phénomène des commissions ouvrières. Les conflits vont toucher une bonne partie du territoire national, avec une force particulière dans les concentrations industrielles Basques, Catalanes et Madrilènes.

A la suite de l'expérience victorieuse du printemps, la mise en œuvre des acquis arrachés par la grève continuera d'alimenter une tension latente qui donne naissance à l'intervention de diverses commissions, pour déboucher sur un nouveau conflit généralisé à la suite du licenciement d'un mineur de **Duro-Felguera**. La récurrence gréviste d'août- septembre 1962 se soldera par une dure répression dont l'aspect le plus marquant est la déportation de plusieurs centaines de travailleurs dispersés géographiquement dans toute l'Espagne.

Durant plusieurs années et par divers procédés, le régime tentera d'étouffer la combativité des mineurs asturiens. Les déportations de l'automne 1962, les tortures brutales de 1963, les licenciements massifs de la même année comme ceux de l'année suivante et, finalement, l'élaboration de listes noires avec, y compris, la réapparition de « bandes » para-policières chargées d'exécuter des opérations d'intimidation à l'encontre des militants ouvriers...accompagneront les méthodes traditionnelles jamais abandonnées, de la détention et de l'emprisonnement. Malgré tout, la vigueur de la répression ne sera pas en mesure d'empêcher les conflits miniers de se reproduire, lesquels deviennent une constante à partir de 1962. Plus encore, par la suite, provoquant l'effet contraire, la solidarité avec les victimes des repréailles sera inscrite de manière systématique parmi les revendications formulées.

Le retour des exilés sera l'exigence centrale des conflits de 1963, constituant la cause de l'abstention massive aux élections syndicales, et de la grève entreprise au mois de juillet, cependant que la réintégration des licenciés restera durant des années l'une des motivations des conflits. Ce sera précisément ce problème qui donnera lieu à la première grande manifestation de masse aux Asturies depuis la Guerre Civile, avec pour scène Mieres, où le 12 mars 1965 un rassemblement populaire de plusieurs milliers de personnes se lance à l'assaut des bâtiments du Syndicat Vertical et du commissariat de police.

La répression elle-même contribuera à entretenir une certaine continuité des formes embryonnaires des organisations existantes (les commissions d'ouvriers), d'où vont naître les premières structures stables du mouvement. Sur les lieux de travail, au-delà des périodes de conflits ouverts, la collecte de fonds d'aide aux prisonniers, déportés et licenciés, ainsi que les démarches entreprises en leur soutien, offrent, pour une part, une base à l'activité des commissions. Certaines d'entre elles finiront de se consolider de manière définitive, comme dans le cas des **Carbones La Nueva** à partir de 1961-1962, ou de **La Camocha** à partir de janvier 1964. Dans le même temps, les victimes de la répression se doteront elles-mêmes de voies de représentation dans le but de poser leur problème. Concentrés au bout d'un certain temps en Leon, les bannis de 1962 négocient leur retour avec les autorités, par le biais d'une commission créée à cet effet. A leur tour en 1964, confrontés à l'apparition des listes noires, les 400 licenciés, et plus, des années en cours et antérieures formeront une commission, dans laquelle se retrouveront nombre de dirigeants des grandes grèves des deux années précédentes, et qui peut être considérée comme le premier pas vers le dépassement d'une phase de semi-spontanéité et l'apparition d'une certaine structure organisée. La « Commission des Licenciés » constituera le premier organisme stable des commissions ouvrières asturiennes, même si l'on ne peut la considérer, à proprement parler, comme la direction du mouvement.

L'initiative qui doit conduire à la réalisation d'une coordination des commissions existantes viendra du PCE, à la fin de l'année 1964. A la suite de la réunion à Paris au mois d'octobre d'un plénum du Comité Central élargi du PCE, un groupe restreint de militants communistes participent à Mieres à une réunion au cours de laquelle Manuel Garcia Gonzales « Otones » et Gerardo Iglesias (tous deux participants de la session de Paris) transmettent des instructions dans ce sens. Il s'agirait d'avancer dans la même direction que les commissions ouvrières au Pays Basque et à Madrid, cependant que le PCE définit sa stratégie par rapport à un mouvement qu'il a contribué à développer de façon décisive, ce qui l'amènera l'année suivante à abandonner définitivement le sigle de l'OSO (Opposition Syndicale Ouvrière, bras syndical du PCE jusqu'alors).

Les projets de coordination des commissions au niveau de la province avanceront cependant lentement avec, vers 1965-66, une période de reflux des luttes, conséquence de l'essoufflement qui a suivi les grandes grèves des trois années antérieures. Bien qu'on puisse déjà parler en 1965 d'une Commission Provinciale, son assise définitive ne date que du printemps de 1966, quand se constitue la Commission Provinciale Minière (désormais CPM). Aux Asturies, les causes des difficultés rencontrées pour aller au bout de ce processus proviendraient de la situation de forte clandestinité dans laquelle se développe

le mouvement, conséquence de l'intense répression des années 1962-64, et de la présence réduite de militants d'opposition au sein du Syndicat Vertical, par suite du boycott des élections de 1963 dans de nombreux lieux de travail.

Le cas asturien présentera ainsi une particularité criante. En dépit de la précocité des tentatives de nouvelles formes de luttes, de la généralisation rapide des commissions, et du climat conflictuel permanent à partir de 1962, les premières expériences de coordination stable partiront de collectifs de travailleurs qui, pour une raison ou une autre, ne sont plus en activité, alors que les commissions d'usines ou de puits rencontrent de grandes difficultés pour parvenir à ce stade. De telle sorte que des commissions d'exilés, de licenciés, de silicosés et de pensionnés joueront un rôle actif avant même la consolidation d'une structure de coordination issue des lieux de travail. Tant la Commission des Exilés constituée en 1964 que celle des Silicosés, dont le problème avait été à l'origine de la grève de la même année, ou que celle des Pensionnés, apparue l'année suivante, toutes déploieront une intense activité. De plus, leur action se caractérise par l'adoption de formes d'activités publiques, qui contrastent avec les précautions inhérentes aux lieux de travail, et par l'utilisation courante des locaux de la CNS, où elles se réunissent et tiennent des assemblées.

La trajectoire ascendante antérieure atteint finalement des sommets en 1966, par la conjugaison de la poussée du mouvement des commissions ouvrières avec un certain relâchement de l'activité répressive, donnant lieu à une période d'authentique apogée. Au sein du Régime, la confusion régnant à propos de la nature du mouvement des commissions ouvrières, permettra que l'emportent les positions intégrationnistes représentées par José Solis Ruiz, face à l'option purement répressive qui finira par s'imposer à partir de 1967, sur la base des propositions de Camilo Alonso Vega. La relative tolérance qui accompagne habituellement les périodes d'élections professionnelles, combinée à la timide libéralisation précédant le référendum de décembre 1966, offriront ainsi de nouvelles possibilités. Dans les mois précédant les élections syndicales, des progrès rapides sont réalisés dans l'installation et l'extension des commissions, pour parvenir à la mise en place d'une coordination au niveau de la province. Dans cette période, de nombreuses assemblées élisent des commissions qui commencent à agir publiquement en engageant la préparation du processus électoral et l'élaboration de plates-formes revendicatives. L'avant-garde du mouvement renforce les objectifs visant à provoquer la disparition des syndicats verticaux et à gagner l'élargissement du front des luttes, par des propositions de revendications sociales, en plus des revendications de travail : logement, enseignement, réseaux d'eau, impôts...

La volonté affirmée de conquérir des espaces pour une activité au grand jour, permettant de rompre avec les limites étroites de la clandestinité, se traduit alors par la création systématique de commissions d'usines ou de puits, et par l'utilisation fréquente des locaux de la CNS. Les assemblées d'entreprise ne constituent plus un fait d'exception, dans le même temps où des commissions plus larges, stables et représentatives vont forger, à travers des réunions répétées aux niveaux local et provincial, les conditions qui permettront leur coordination. Deux faits historiques jalonnent ce processus : l'assemblée massive réunie au parc de Sama le 5 juin, dans ce qui est considéré par Faustino Miguez comme l'acte fondateur des CC.OO des Asturies, par le dépassement de l'instabilité propre jusqu'alors aux commissions d'ouvriers, et

la réunion tenue le 7 août par une vingtaine de délégués, sur les hauts de Santo Emiliano, où sera constituée la Commission Provinciale Minière (CPM), véritable centre de direction du mouvement ouvrier minier durant les mois à venir. Avant même la tenue des élections syndicales, des locaux du Syndicat Vertical sont « pris » par des commissions dépourvues d'un mandat légalement reconnu, mais qui imposent leur présence de fait. Les candidatures sont publiquement présentées comme appartenant aux Commissions Ouvrières, alors que la CPM, lancée depuis sa naissance dans une activité frénétique discrédite la CNS en s'auto proclamant authentique représentation des mineurs, et élabore une plate forme revendicative constituant tout un programme dans lequel, à côté des exigences liées au travail, est adoptée une position face aux problèmes généraux du secteur (critique de l'intervention de l'Etat dans le domaine minier au travers de l'Action Concertée et de la restructuration engagée) et sont réclamés les droits de grève, de réunion et d'expression. Comme elle le fera pour toutes ses actions, la CPM accompagne ce manifeste de la signature de 27 de ses membres.

La proximité des élections syndicales de 1966 offrira aux Asturies, comme ailleurs, les conditions d'une extension notable et d'un renforcement des commissions ouvrières, leur permettant de s'installer dans de nouveaux secteurs de production et aires géographiques où elles étaient extrêmement faibles voire quasiment inexistantes. Jusqu'en 1966, le mouvement était limité aux bassins miniers et à quelques noyaux isolés à Gijon, et manquait de présence réelle, en dehors de la Mine et de quelques entreprises de la métallurgie. Autour du processus électoral, une coordination est créée, non seulement dans le secteur des Mines avec la CPM, mais aussi dans la Métallurgie, où, à partir de la présence à la **Fabrica de Mieres** et à **Aguinaco** (dans le Caudal), à la **Fabrica de Moreda** (Gijon), à **Duro-Felguera** (Langreo) et à ENSIDESA (Avilés), des réunions se tiennent et décident d'utiliser les moyens du Syndicat Vertical. En outre, les résultats électoraux apporteront un début de représentation dans des secteurs comme la Banque, le Bois et la Construction. A Avilés, les organisations précaires existantes à ENSIDESA et **Entrecanales y Tavora** sont renforcées, cependant que Gijon connaît une hausse considérable de l'influence dans une avancée qualitative qui se traduira rapidement par l'apparition d'une coordination locale.

Le succès complet obtenu aux élections du mois de septembre renforcera la position des Commissions Ouvrières, dotées maintenant pour la première fois depuis la chute de 1958, d'une couverture grâce aux structures du Vertical. Disposer d'une assise légale est un objectif fondamental, car en plus d'offrir une certaine protection à l'avant-garde face à la répression, elle devenait décisive également pour vaincre la peur de l'ensemble des travailleurs et assurer leur participation. Une fois passé le processus électoral, la CPM décide immédiatement d'avancer sur son programme revendicatif et, à cette fin, organise en décembre et janvier des assemblées successives de délégués et de représentants syndicaux, transmet les exigences aux directions d'entreprises, et finalement, pour le 1er février 1967 décide d'appeler en pleine lumière, avec noms et prénoms, à une grève générale dont les principales exigences tournent autour de la réintégration de tous les licenciés de la Mine et de la Métallurgie, la hausse des pensions, la prise en compte des problèmes des silicosés et le rejet de l'Action Concertée.

Mais « le printemps » de 1966 se trouvera brusquement interrompu le 27 janvier 1967, quand, la veille de la date prévue pour la grève, la majorité des membres de la CPM sont emprisonnés. En riposte, une grève commence le jour suivant et durera une semaine, touchant à ses plus forts moments une grande partie de la Mine et des entreprises de la Métallurgie. Accusés au départ du délit de sédition, les prévenus seront finalement condamnés par le « Tribunal de Orden Publico » (Tribunal de l' Ordre public) à des peines de 2 à 5 ans pour association illicite, dès lors que le Tribunal Supremo s'est prononcé sur l'illégalité des Commissions Ouvrières. Manifestement décapité, le mouvement se voit privé de plusieurs de ses meneurs prestigieux (Manuel « Otones », Gerardo Iglesias, Celestino Gonzales « Tino el del Alto », Manuel Garcia Fernandez « el Condin », Martin Fraga Tasende, Jaouquin Fernandez Espina...), situation aggravée quelques mois plus tard, lorsque une partie de la direction réorganisée est arrêtée en raison de l'appel à la journée de lutte du 27 octobre.

REPRESSION , CRISE ET REORGANISATION 1967-1975

Le revirement répressif qui se produit en 1967 représente la fin d'une période de relative tolérance, provoquant un recul considérable de l'organisation et donnant lieu à un repli vers des formes d'actions clandestines. La quasi disparition des assemblées, le retour à des commissions plus informelles avec des difficultés pour vérifier leur représentativité, l'affaiblissement des structures de coordination et l'aggravation des divergences avec les militants de l'USO, définitivement séparés des commissions ouvrières, voilà ce qui va caractériser les années à venir dans la Mine. Bien que nombreux, les conflits sont fortement marqués par la spontanéité, perdant le caractère organisé qui était le leur. Ils prennent fréquemment une forme isolée et manquent d'une direction capable de décider du début et du terme des grèves.

Du fait de l'incarcération du gros de la CPM en janvier 1967, un groupe de militants parmi lesquels Juan Muniz Zapico, Alberto Muniz « Berto Loreda », Marino Artos et Ignacio Peon Fonfria, entreprendront rapidement la réorganisation des bassins miniers. Cette tâche se verra cependant contrariée par des « chutes » successives comme celles causées au motif de l'appel à la journée de lutte du 27 octobre de la même année, ou les multiples arrestations effectuées la veille du 1er mai de l'année suivante, à quoi il faudrait ajouter les licenciements par lesquels HUNOSA répond systématiquement aux conflits de 1968, 1969, 1970 et 1971. De plus, durant cette période, le mouvement manque de présence dans les structures du Syndicat Vertical, ce qui accentue le caractère clandestin dans lequel il s'est trouvé plongé.

Au contraire, à Gijon, où les arrestations de 1967 ont eu un moindre impact, et où, malgré la perte de quelques mandats de délégués et d'élus au « jury d'entreprise² », la présence perdure au sein du Vertical³, le fonctionnement d'une coordination locale inter branches se renforce, dynamisée à cette époque par Luis Redondo, Pedro Sanjurjo, Ramiro Diaz Medina, Jose Antonio Garcia Casal « Piti » et Mario Huerta, entre autres. Une nouvelle génération paraît prendre la relève de militants historiques tels que Joaquin Fernandez Espina (emprisonné à la chute de la CPM), Juan Fernandez Alvarez « Juanin el rusu », Silverio Bernardo « el mineru » ou Valentin Gonzales Cuervo « el de Monteana », qui ont joué un rôle fondamental auparavant.

Relativement à la disparité des situations d'organisation qui caractérise la Mine et Gijon, un déplacement va se produire dans le poids de la représentation des Asturies au sein des réunions générales des Commissions Ouvrières, d'une prédominance initiale des bassins miniers en 1967, jusqu'à la totale prépondérance de Gijon les années suivantes. La Première Assemblée Nationale verra la participation des asturiens Juan Muniz Zapico (métallurgiste du Caudal), « Berto Loreda (mineur du Caudal), Marino Artos (mineur du Nalon) et « Jaunin el rusu » (métallurgiste de Gijon). Au début des années 70

² Institution d'entreprise du temps du franquisme.

³ Organisation syndicale franquiste.

ce sont les membres de la coordination locale de Gijon qui participeront le plus régulièrement. Parallèlement, le maintien d'un dispositif de propagande, les relations avec d'autres forces et l'initiative des contacts au niveau régional reviendront en premier lieu au noyau plus actif des militants de Gijon.

La crise organisationnelle de la fin des années 60 touchera principalement la Mine, indéniable centre névralgique du mouvement ouvrier jusqu'alors. Comme le signale F. Miguelez, il s'agit moins d'un repli, la combativité se maintenant à un niveau élevé, qu'un affaiblissement des instances de direction, se traduisant par une perte d'homogénéité et par la dispersion des conflits. Entre 1968 et 1971 des questions telles que le travail au rendement, les conditions de sécurité, les aides mineurs, les revendications des silicosés, les retraites, les grèves en signe de deuil et la riposte au régime disciplinaire imposé par HUNOSA depuis sa création, seront au cœur des luttes minières, provoquant des arrêts de travail à répétition qui posent les revendications de façon récurrente. Lorsque ces dernières atteignent un caractère généralisé, les grèves s'étendent, davantage cependant comme une contagion par soutien et en réponse aux sanctions patronales que comme résultat d'une préparation préalable, et encore moins d'un appel tel que celui réalisé par la CPM. Le poids de l'organisation et des luttes s'est déplacé récemment vers les commissions de puits, souvent très réduites en effectifs, fortement identifiées par le militantisme du PCE et plongées dans des formes d'actions strictement clandestines d'où ont disparu la pratique des assemblées et le recours aux moyens légaux. Au niveau supérieur, les tentatives de recomposition d'une structure de coordination se heurteront à des difficultés considérables, affectées de surcroît par de nouveaux licenciements et arrestations. Quand en juin 1971 se tiennent de nouvelles élections syndicales, les résultats paraissent avoir été clairement en deçà de ceux de 1966. Cependant, cette présence dans le Syndicat Vertical et l'entrée de quelques nouveaux cadres, signe de l'activité déployée par Manuel Nevado Madrid, serviront de base pour une laborieuse réorganisation.

Pour ce qui est des conflits sociaux, la baisse de la capacité de mobilisation vient succéder à la crise organique. Dans la première moitié des années 70 le mouvement a subi un net recul par rapport à la décennie antérieure, démontrant une faiblesse qui ne sera surmontée qu'à partir de 1975-76. Bien que les Commissions Ouvrières initient les luttes menées en 1971 et 1973 (dont les développements ultérieurs échapperont à leur contrôle), les années 1972, 1974 et 1975 se connaissent pas de grèves comparables en puissance à celles de la précédente décennie. Le témoin de la combativité minière est maintenu par quelques puits qui disposent d'un noyau d'avant-garde suffisamment solide pour engager des revendications rarement généralisées: Samuno, Fondon, Maria Luisa, Polio, Nicolasa... Les efforts de coordination manquent de la consistance nécessaire pour faire converger l'ensemble du secteur, et demeurent réduits, tout au plus, au contexte isolé de chaque bassin.

En dehors de la Mine, les Commissions Ouvrières connaissent une lente progression de leur implantation, dans les années suivant leur mise en illégalité en 1967. Ces progrès se traduiront dans les élections syndicales de 1971 où se manifestent des avancées à Gijon, cependant que la représentation se renforce à ENSIDESA-Aviles, et que les premiers fruits sont recueillis à Oviedo et Grado. Côté organisation, pendant que la Métallurgie maintient la fragile

coordination engagée en 1966, et qu'à Gijon se consolide le fonctionnement d'une coordination locale qui, durant des années, constituera un organisme très large et stable réussissant à rassembler les commissions existantes et les militants isolés de diverses entreprises, le mouvement gagne sa présence pour la première fois à Oviedo (quelques militants de la Banque), et , à partir de 1969, à Grado.

Mis à part les deux piliers constitués par les bassins miniers et Gijon, la présence des Commissions Ouvrières se réduira jusqu'à l'aube de la Transition à ces trois noyaux de moindre importance qu'étaient Aviles, Oviedo et Grado. Le restant de la région demeure complètement en marge du mouvement. A Aviles, l'implantation se limite à ENSIDESA et quelques unes de ses entreprises auxiliaires jusqu'au terme de la dictature, où l'on parvient à pénétrer, de façon limitée, dans plusieurs entreprises. Le plus souvent il s'agira uniquement de contacts individuels, jusqu'à ce qu'en 1976 commencent à se développer de véritables commissions de base. En janvier 1971, au moment de l'Etat d'Exception, se produit la chute de ce qui était devenu le noyau de direction, avec les arrestations de Jose Manuel Diaz Martinez, Federico Rodriguez Galeote et Atanasio Marquez Rodriguez. Leur absence sera temporairement compensée par Saul Fernandez et Victor Luis Alvarez, le temps de réussir à placer six candidats aux élections syndicales. La réorganisation ne sera complète que lorsque le PCE aura affecté Manuel Sanchez à Aviles, « Manolin el de Grao », qui se chargera du travail syndical entre 1973 et 1975. Son arrivée donnera lieu à une certaine revitalisation, avec la création d'une coordination locale à laquelle accède pour la première fois un membre n'appartenant pas à ENSIDESA ou à son entourage, comme cela sera le cas avec Jose Fernandez « Pepe el de la Construcción », Jose Maria Fernandez et, plus tard, Jose Antonio Argüelles (de l'**Asturiana de Zinc**).

A Oviedo, l'embryon d'origine des Commissions Ouvrières provient d'un groupe de militants de la Banque à la fin des années 60 (Jose Troteaga, Manuel Luis Rodriguez « Luisma », Ramon Iglesias). Jusqu'à l'entrée, durant la Transition, d'un groupe nombreux de travailleurs issus de la **Fabrica de Metales SIA** de Lugones, où s'était mise à fonctionner une commission d'entreprise sans aucun lien organique avec les CC.OO, l'influence ne s'était étendue qu'à **Metalmecanica** et à la **Fabrica de Armas**.

A Grado, seul endroit de la frange urbaine et industrielle à avoir été investi en pleine dictature, la présence remonte à 1969, date à laquelle a lieu l'arrivée de Manuel Sanchez, issu de l'émigration. Son travail d'organisation permettra de pénétrer dans les mines de kaolin et dans le secteur de la construction. De telle sorte que, dans les années 70, Grado commencera à être représenté dans les réunions de niveau régional, par Manuel Sanchez « Manolin el de Grao » lui-même, dans un premier temps, puis par des militants comme Eulogio Villamarzo ou Alfonso Laredo.

Au dessus de ces réalités locales et sectorielles, subsiste une coordination régionale précaire réorganisée à la suite des « chutes » de janvier et octobre 1967. Avec le poids prépondérant pour Gijon et la maigre représentation de la Mine, elle ne peut être considérée, à vrai dire, comme un organisme de direction. Ses fonctions correspondent davantage à celles d'un lieu de rencontre dont les réunions se tiennent de façon irrégulière, sans atteindre un degré de permanence et de stabilité permettant d'exercer une coordination effective à un niveau régional. Etant donné le fort recul touchant

les formes d'action, conséquence de la répression, on se heurte à des difficultés considérables pour élargir la représentativité, et l'accès aux réunions de coordination se pratique par cooptation.

Bien que dans les premières années de la décennie 70 cette coordination régionale acquiert une meilleure cohérence, la Mine demeurera son point faible. L'emprisonnement de Juan Muniz Zapico en juin 1972 et la dissolution ultérieure de la cellule ouvrière du PCE, par suite de tensions internes qui conduiront au déplacement de Luis Redondo et à l'exclusion de Mario Huerta (deux de ceux qui avaient soutenu la coordination), finiront par la plonger dans une crise dont elle ne sortira que par une profonde restructuration autour d'un nouveau noyau de direction qui, dans les années 1974-75, est constitué de Gerardo Iglesias, Francisco Prado Alberdi, Francisco Javier Suarez, Manuel Nevado... parmi lesquels seul le premier peut être considéré comme un militant « historique » des Commissions Ouvrières. La consolidation définitive d'une Coordination Provinciale étoffée, stable et représentative, capable d'exercer un rôle de direction, n'aura lieu qu'en 1975, au moment où la Mine s'y trouve représentée à un meilleur niveau, par suite de l'élan d'organisation résultant du succès des journées de lutte des 3 et 4 février.

A partir de la fin des années 60, le poids de Gijon augmentera progressivement. Avec la croissance démographique de la ville, des facteurs tels que la construction de l'usine sidérurgique de UNINSA, l'expansion du secteur naval, le transfert d'un nombre important de travailleurs en provenance des bassins miniers, et y compris l'installation à demeure de quelques uns des plus hauts dirigeants (Juan Muniz Zapico, Gerardo Iglesias, « Tino el del Alto », Jesus Carrion...), contribuent à un déplacement du centre de gravité. Alors que la crise frappe l'organisation de la Mine, l'implantation de Commissions Ouvrières à Gijon se trouve renforcée et acquiert une plus grande solidité. Cette tendance s'accentuera entre 1973 et 1975 avec l'irruption des travailleurs des chantiers navals, secteur d'avant garde extrêmement combatif.

Comme la présence acquise dans d'autres localités ne permet pas encore le développement de conflits ouverts, la relative atonie de la Mine trouve son unique compensation dans la poussée croissante manifestée par le mouvement ouvrier de Gijon, et en particulier les métallurgistes. Aux bastions déjà traditionnels que représentent **La Camocha** et **la Fabrica de Moreda**, vont s'ajouter à compter de la fin des années 60 de nouveaux foyers développant une activité ascendante, et centrés principalement sur les chantiers navals, la nouvelle usine de UNINSA et les nombreuses entreprises auxiliaires et de montage gravitant dans son environnement. A ce sujet, la question du travail temporaire, posée initialement contre 17 sous-traitant de Talleres de Moreda et des chantiers navals en 1971, finira par dominer les revendications des salariés d'une foule de compagnies auxiliaires du secteur naval pour déclencher, en 1975, un conflit généralisé revendiquant leur intégration dans les effectifs des chantiers navals.

Par rapport à la Mine, les luttes développées par les métallurgistes de Gijon se distinguent par une action moins clandestine, une meilleure utilisation de la présence au Syndicat Vertical, le fréquent recours aux assemblées qui élisent leurs commissions, le lien entre revendications et négociation collective ainsi que la question du travail temporaire, et un caractère plus contrôlé, moins spontané des conflits.

Contrastant avec le repliement de la Mine et sa tendance à se refermer sur elle-même avec de grandes difficultés à répondre aux appels extérieurs, Gijon sera l'unique lieu où des mots d'ordres à caractère général rencontreront quelque écho, dans un contexte de participation très limitée aux Asturies. Il en sera ainsi avec les manifestations organisées les veilles de 1er mai, dont le plus éclatant succès se produira en 1968, et avec les mobilisations survenues à la suite du procès de Burgos, fin 70, qui donnera lieu à quelques débrayages de portée limitée, ou en riposte à la mort de trois ouvriers de la construction par les FOP⁴ à Grenade, qui occasionnera de brèves manifestations. Les événements d'El Ferrol en 1972 n'auront de répercussion qu'aux chantiers navals et limitée à une diffusion de tracts sans donner lieu à débrayages. Il en sera de même lors des événements de Vigo ou de Sant Adria del Besos. La situation de faiblesse et de relatif isolement des Commissions Ouvrières asturiennes dans cette période pourrait aussi expliquer l'échec des tentatives de création de commissions ouvrières de jeunes et de quartiers, expériences importées de Madrid et Barcelone qui ne parviennent pas à se concrétiser aux Asturies, malgré l'envoi de militants porteurs de cette démarche.

Sur le terrain des conflits du travail proprement dits, l'initiative de la lutte sera assumée à la fin des années 60 par **Talleres de Moreda**, récemment détachée de **Fabrica de Moreda**, et poursuivie par les chantiers navals dans les années 70. **La Camocha** maintient l'organisation de façon continue, bien que la confrontation y montre la récurrence du cycle grève –licenciements–réorganisation, jusqu'à ce qu'émergent, d'une lente recomposition, plusieurs dirigeants de puits, permettant le retour à la lutte. Ainsi, après les séquelles répressives de 1967, elle ne soutiendra plus de conflit prolongé avant 1970, traversant une nouvelle « impasse » jusqu'à la négociation de l'accord de 1974. A UNINSA les conflits qui accompagnent la phase de construction cèderont le pas à une certaine passivité par suite de licenciements comme celui de Francisco Prado Alberdi, et il faudra attendre 1974-75 pour voir la configuration d'une commission stable et étoffée, dynamisée par le leadership de Francisco Javier Suarez, militant récent aux CC.OO et au PCE. Le groupe de travailleurs provenant de **Fabrica de Mieres** qui ont été mutés à Gijon constituera le solide noyau moteur de cette revitalisation.

Pour leur part, les chantiers navals vont se doter de commissions toujours plus actives qui parviendront progressivement à une certaine coordination. C'est de leur sein que proviendra une bonne part des entrant qui vont renouveler la composition de la Coordination Locale. Recueillant les préoccupations des travailleurs du secteur, un bulletin d'information est édité aux environs de 1972, et la propagande clandestine circule déjà abondamment. Dans cette période on compte des commissions dans toutes les fabriques et un nombre réduit de militants assurent un lien toujours fragile exposé à la rupture en cas de charge répressive (Luis Redondo, Jose Ramon Fernandez « el roxu », Artemio Garcia, Santos Torollo, Jesus Montes, Agustin Plaza, Oscar Tunon, Leonardo Diaz, Candido Gonzales...). Les conflits sont également dispersés, touchant des entreprises auxiliaires sans parvenir à la généralisation, mais dans une tendance plus sensible à l'homogénéisation des revendications, qui finira par permettre l'unité d'action et la coordination de la totalité des commissions du secteur. L'activité se caractérise par la forte poussée d'un mouvement basé sur les assemblées, un relâchement des

⁴ Forces de police

précautions liées à la clandestinité et l'utilisation de la présence dans le Vertical. Tout au long des années 70, une bonne partie des dirigeants les plus en vue et futurs cadres de direction, développent leur activité militante au sein des chantiers navals (Luis Redondo, Francisco Prado Alberdi, Jesus Montes Estrada « Churruca », Manuel Alonso, Juan Martinez Morala...), où se forge un large groupe d'avant garde.

La faiblesse des Commissions Ouvrières asturiennes, à partir de 1967, contraste avec la persistance d'un haut niveau de combativité, situant la province parmi celles qui présentent le plus grand nombre de grèves. Les caractères particuliers du comportement des mineurs permettront de maintenir une combativité élevée avec un minimum d'organisation, de telle sorte que la Mine concentre, entre 1967 et 1972, plus de 80% des actions de grève de la région. La précarité de l'organisation se fait sentir plus particulièrement par une perte de contrôle sur les conflits, tant pour leur déclenchement que leur conclusion, par une plus grande dispersion de ces derniers et une énorme difficulté pour parvenir à répondre à des mots d'ordre extérieurs (mobilisations à des dates fixes ou en solidarité avec d'autres secteurs). Le caractère défensif des luttes des mineurs dans cette période accentuera ces traits. Au contraire, le développement de la combativité chez les travailleurs de la métallurgie montrera une relation directe avec les progrès de l'organisation.

Avec la Mine et la Métallurgie, les Retraités constituent le troisième moteur de l'action revendicative des Commissions Ouvrières jusqu'au milieu des années 70, organisant des mobilisations aux répercussions considérables, comme les occupations en septembre 1971 de diverses églises de Gijon, Mieres et Sama, et celle de l'archevêché d'Oviedo en novembre 1974. Depuis sa création, en 1965, la Commission des Retraités et Pensionnés des Asturies a mené une activité permanente, par laquelle elle s'engage à la fois dans des actions interdites comme les occupations et les rassemblements, tout en essayant d'épuiser les possibilités légales pour éviter à tout moment de se voir réduite à la clandestinité. Ainsi, recueillera-t-elle des milliers de signatures sur des pétitions destinées à divers organismes et autorités, de même réussira-t-elle à obtenir des entrevues avec les gouverneurs civils successifs de la province, les délégués du Travail, le directeur de l'Institut National de Prévision, les deux derniers archevêques d'Oviedo et y compris avec les ministres du Travail, Romeo Gorria (octobre 1966) et Licinio de la Fuente (mai 1970), et parviendra-t-elle à s'adresser au Président du Gouvernement, au Président des Cortes, et même au Prince d'Espagne, dans le but d'exposer les problèmes. Parallèlement, la Commission développe dans l'ensemble du tissu social un travail de diffusion de ses aspirations, et de celles de l'ensemble du mouvement ouvrier, à travers de fréquents colloques et rencontres avec des médecins, des avocats, des étudiants...qui ont pour cadre habituel les facultés d'universités et les organisations culturelles.

Rompant avec l'identification traditionnelle des manifestations de la combativité sociale aux seuls ouvriers de l'industrie, deux nouveaux secteurs viennent s'intégrer à la lutte aux Asturies dès le début des années 70. Venant d'une Université où le mouvement étudiant génère une politisation croissante, il s'agit de nouvelles promotions de travailleurs de la Santé et de l'Enseignement confrontés à un marché du travail qui leur impose des conditions de forte instabilité, ainsi qu'à une hiérarchie d'Etat rigide. Dans la Santé, le point de départ trouve son origine dans un conflit qui eut d'extraordinaires répercussions

en Espagne : celui de l'**Hôpital Psychiatrique d'Oviedo**, déclenché en avril 1971 et précédant immédiatement le mouvement des MIR (Médecins Internes Résidents), généralisé cette même année. La lutte terminée dans la Psychiatrie par suite de mesures répressives, le témoin sera repris par les travailleurs de la santé de l'**Hôpital Général** et de la **Résidence Sanitaire**. Pour leur part, parmi les enseignants, la revendication est lancée par les PNN (Professeurs non Titulaires). Dans les deux cas, le mouvement se développe en marge du syndicalisme de classe et, jusqu'à la Transition, ses liens avec lui se feront essentiellement au travers du militantisme de ses membres les plus actifs dans des partis clandestins, des invitations adressées à des dirigeants ouvriers significatifs et de la relation nouée avec le Fond Unitaire de Solidarité Ouvrière des Asturies (FUSOA), qui fournit des aides au moment des conflits, générant par la suite un courant de collecte de moyens financiers à destination de ce fond. Aux environs de l'année 75 cependant, les relations entre les mouvements des PNN et des MIR et le mouvement ouvrier vont devenir plus claires. Les MIR obtiennent des manifestations de soutien parmi les délégués syndicaux de la Mine et les travailleurs des arsenaux recueillent la solidarité d'enseignants et d'hospitaliers vivant les mêmes problèmes de précarité. La situation se trouvera modifiée à l'aube de la Transition Démocratique, quand les mouvements unitaires et faiblement organisés qui avaient fonctionné jusque là, se transforment en organisations syndicales, donnant naissance aux Commissions de la Santé dans un cas, et au Syndicat Unitaire et Autonome des Travailleurs de l'Enseignement des Asturies (SUATEA) dans l'autre. En fonction de cette disparité des choix, l'implantation des CC.OO dans ces deux secteurs sera très inégale.

L'implantation et la structuration des Commissions Ouvrières asturiennes connaissent des progrès notables au moment où se produit une croissance constante de la capacité de mobilisation dans la période finale de la dictature franquiste. Indirectement, ces progrès finissent par se traduire dans l'élaboration de bulletins d'informations qui acquièrent une certaine continuité de parution à la Mine (**La Chispa**), à Gijon (**Unitad**) et à Aviles (**Unitad Obrera**). Les réunions de la Coordination Provinciale s'élargissent avec la représentation régulière de toutes les zones, et l'intégration de nouveaux secteurs productifs. Autour de 1975, la Mine semble surmonter partiellement la faiblesse d'organisation dont elle souffrait, et la Métallurgie engage un effort d'extension et de coordination. A Gijon, les chantiers naval se sont hissés à l'avant garde, alors qu'une Commission des Petites Entreprises des Métaux, créée à l'initiative de Luis Redondo, se consolide autour de José Pérez Miranda « Pichi ». Des entreprises comme **Crady** (à Gijon) ou la **Fabrica de Metales** de Lugones, comme certaines petites et moyennes industries de Langreo et Aviles s'intègrent à cette époque. Dans le même temps, la présence dans la Banque et la Construction, s'élargit aux Transports, Textile, Santé, Téléphonie, Verre et Céramique... Dans ces secteurs l'impact est fréquemment limité à des groupes réduits, voire à des personnes isolées, et il n'en résulte que très exceptionnellement un fonctionnement de commissions étoffées et stables, mais, dans le climat social et politique généré par la perspective de la fin proche de la dictature, cette présence minimale peut être suffisante pour déclencher un conflit, lequel à son tour, tend à favoriser l'arrivée de nouveaux militants.

Durant l'année 1975 trois faits historiques fondamentaux jalonnent la trajectoire suivie par les Commissions Ouvrières asturiennes : les journées de lutte des 3 et 4 février, les élections syndicales de juin et, finalement, l'amplification des conflits à la suite de la mort du dictateur survenue en novembre. L'année s'ouvre avec un conflit généralisé aux chantiers navals de Gijon, où les arrêts de travail engagés durant les derniers mois de 1974 dans diverses entreprises sous traitantes, rejaillissent avec force pour s'étendre à l'ensemble du secteur et toucher plus de 4000 travailleurs la quatrième semaine de janvier. Une participation massive aux assemblées finalement communes, l'élaboration d'une plate-forme revendicative unitaire, des commissions élues manifestant la représentation légalement établie et qui s'imposent face au Syndicat Vertical ou comme interlocuteur d'une entreprise, telles sont les caractéristiques de la grève.

Le climat engendré par le conflit des chantiers navals, auquel s'ajoute celui des PNN de l'Université, va créer les conditions des journées de lutte des 3 et 4 février, qui connaissent des résultats notables à Gijon et dans les bassins, principalement à la Mine et dans une bonne partie de la Métallurgie, touchant de plus des secteurs comme la Construction et l'Enseignement, alors que les Pensionnés organisent une brève occupation de l'Institut de la Silicose. A la Mine, l'arrêt de travail affecte diverses exploitations privées et la quasi totalité des puits de HUNOSA, où, suite aux sanctions, le conflit durera pratiquement tout le mois. En plusieurs endroits, la grève s'accompagnera d'assemblées et de manifestations exprimant des revendications de nature tant sociale que politique. Dans leur ensemble, et selon des estimations de la presse, les grèves pourraient avoir touché quelque 35 000 travailleurs le 4 février. La réalisation d'un succès de cette ampleur, à partir d'un appel à caractère régional et à date fixe, révèle une capacité de mobilisation qui représente un saut qualitatif, ce type d'appel ayant tendance auparavant à se solder par des échecs notoires. La portée de cette initiative est probablement la plus forte depuis la Guerre Civile, comparable seulement à celle qu'avait engagée la Commission Provinciale de la Mine en 1967. Ses conséquences les plus immédiates seront un renforcement des structures de coordination régionale avec l'incorporation définitive de la Mine, qui acquiert une représentation conforme à la puissance de sa base, ainsi qu'une croissance générale de l'implantation et de l'influence des Commissions Ouvrières.

Par ailleurs, l'appel avait été réalisé dans le cadre d'un débat interne au Comité Régional du PCE sur les méthodes de travail au sein du mouvement ouvrier. Le différent autour des questions d'organisation s'étend à l'opportunité d'une initiative, laquelle souffre d'un grand manque de confiance à la direction du parti. Finalement, devant le succès qui en résulte, ses promoteurs vont bénéficier d'une autorité considérable, les confirmant comme direction effective des Commissions Ouvrières, mais donnant naissance en même temps à des divisions internes entre un secteur de dirigeants ouvriers (Gerardo Iglesias, Francisco Prado Alberdi, Francisco Javier Suarez, Jesus Montes Estrada « Churruca », Manuel Nevado) et une composante majoritairement non ouvrière, emmenée par Vicente Alvarez Areces, principal responsable régional du PCE à cette époque, causant une fracture qui ne sera plus comblée.

Durant les mois qui suivent les journées des 3 et 4 février 1975, l'énergie des CC.OO se concentre sur la préparation des élections syndicales. En vue de la conquête d'un maximum de positions dans les structures

verticales comme moyen de renforcer la lutte et d'avancer vers la création d'un authentique syndicat unitaire et de classe, des assemblées ont lieu avec l'élection de commissions dans tous les lieux de travail, l'élaboration de plateformes revendicatives et l'organisation des candidatures. Dans un contexte de forte participation, les résultats obtenus au premier tour vont constituer un succès considérable des Candidatures unitaires et Démocratiques, au sein desquelles se retrouvent les hommes des CC.OO aux côtés de militants de l'USO et d'autres, non syndiqués. Dans les grandes entreprises métallurgiques de la région elles obtiennent une victoire généralisée : ainsi remportent-elles la majorité dans les différentes usines de ENSIDESA (60% à Aviles, 70% à Gijon et 96% à Mieres) et des triomphes tout aussi clairs à **Constructora Gijonesa, Crady, Talleres de Moreda , Avello, Metalmecanica...** A la Mine les résultats sont tout aussi favorables, bien qu' inégaux en fonction du niveau d'organisation des différents puits. Globalement, la balance sera plus favorable dans le Nalon- où les postes conquis permettront dans un second temps l'élection de Manuel Nevado comme président de l'Union des Travailleurs et Techniciens du Syndicat Local du Combustible – que dans le Caudal, où la structuration des CC.OO est moins solide. Bien que minoritaires au Jury d' Entreprise de HUNOSA, les représentants des CC.OO prendront la tête d'une coordination englobant toute l'entreprise et consolidant les résultats acquis des journées des 3 et 4 février. Au delà du secteur industriel, il faut souligner les succès obtenus dans la Banque, la Santé et l'Enseignement.

Après la première phase des élections, les préoccupations se concentrent sur les délégués nouvellement élus, pour qu'ils assurent une activité soumise à des normes strictes de comportement, afin d'éviter tout type de « contamination » par rapport à la « verticalité ». De cette manière sont fixés des critères sévères quant à l'utilisation de privilèges tels l'absence au travail, les voyages, repas et autres avantages, et on insiste sur la soumission permanente à l'assemblée, qui doit exercer son contrôle sur les représentants élus. Ceux ci sont considérés comme des porte-parole et en aucun cas comme des « cerveaux » : ils doivent rendre compte de leur gestion et accepter d'être démis de leur mandat quand les travailleurs le décident. La Coordination Régionale alerte aussi sur les risques de sombrer dans la bureaucratie et le légalisme, au moment où elle défend le retour au grand jour, afin de conquérir la légalité. Dans le même sens, elle pointe la nécessité de tenir des assemblées de délégués et de Jurés⁵, engageant les éléments indécis dans la défense d'un programme revendicatif et discréditant ceux qui ne se soumettent pas aux décisions démocratiquement adoptées, enfin elle propose une relation souple entre ces assemblées et celles propres aux CC.OO, essayant de préserver l'unité.

Les résultats favorables obtenus aux élections syndicales, portant à des postes de représentativité de nombreux candidats des CC.OO avec des militants de l'USO renaissante ainsi que des éléments indépendants, offrira une couverture quant aux possibilités d'agir qui se traduiront rapidement par une plus grande capacité de mobilisation. Très rapidement, les assemblées de délégués et de membres des Jury récemment élus engageront la discussion de vastes programmes devant servir de base pour les candidatures présentées aux élections de second niveau, et à la future gestion de leurs mandats. Avec les nécessaires adaptations aux conditions spécifiques de l'entreprise ou du

⁵ Elus au Jury d' Entreprise, institution créée par le franquisme.

secteur, ces plate-forme rassemblent les 19 points contenus dans le programme adopté la veille du processus électoral, et qui traitait des aspects liés à l'économie et au travail, des revendications sociales et des demandes en matière de droits et de libertés politiques. Dans ce climat d'activité croissante, le 20 novembre 1975, dans les mains de « l'équipe médicale habituelle », la mort du dictateur survient finalement, et sa disparition ouvre indubitablement une étape nouvelle.

LES TENDANCES INTERNES

Dès leur naissance, les Commissions Ouvrières ont présenté une composition interne hétérogène, rassemblant diverses tendances dont la coexistence constitue à la fois une source de richesse et l'origine de multiples tensions. En tout cas, cette diversité et la vivacité de nombreux débats démentent l'image de monolithisme et de simple courroie de transmission véhiculée fréquemment par ses détracteurs. Déjà dans la conception d'origine du mouvement visant à rassembler tous les courants idéologiques présents au sein de la classe ouvrière, son caractère unitaire apparaît essentiel. Bien que cet objectif se soit révélé irréalisable face au refus suscité dans les organisations historiques (UGT,CNT,ELA-STV) et à l'apparition ultérieure de fractures qui conduisirent au départ d'une partie des composantes initiales (essentiellement les militants de l'USO), la vocation unitaire ne sera jamais abandonnée.

L'identification des Commissions Ouvrières à la totalité du mouvement réel se révélera une prétention toujours moins fondée au fur et à mesure des années 60. Cela n'empêchera cependant pas la persistance d'aspirations unitaires qui prennent une force particulière aux alentours de la crise finale de la dictature, et qui seront déçues dans les premières phases de la Transition. En interne, cette stratégie comporte la nécessité d'intégrer le plus grand éventail possible, en adoptant des formules de fonctionnement souples. Dès son origine de mouvement organisé, l'histoire des Commissions Ouvrières sera marquée par les tensions générées entre cette conception plurielle et ouverte, et les luttes soutenues pour le contrôle des instances de direction. Quand l'accession à la légalité conduit à une plus grande rigidité dans les formes d'organisation et à une concentration du pouvoir dans les niveaux de direction, l'éventuelle imposition, par l'appareil, de mesures disciplinaires à l'encontre des secteurs critiques générera de fortes contradictions, rencontrant beaucoup de résistances. En fait, cet héritage pluraliste et intégrateur constituera une limite constante pour toute tentation autoritaire, les ruptures internes et les exclusions représentant un coût très supérieur à celui subi par d'autres organisations où le simple rappel à la discipline peut s'avérer suffisant. Les CC.OO offriront, dès leur structuration en syndicat, des moyens de participation et des garanties

d'expression pour les minorités, lesquels statutairement, se retrouvent dans les possibilités d'intervention lors des processus de congrès (défense d'amendements, présentation de candidatures...), ou dans la configuration des organes de direction conformément à un système proportionnel. Dans la pratique cependant, la coexistence ne sera pas toujours réalisable et les fréquentes tensions internes déboucheront, en différentes occasions, sur des ruptures traumatisantes.

Aux Asturies, les origines du mouvement des commissions ouvrières proviennent du militantisme déployé par deux tendances principales : des communistes appartenant au PCE et des chrétiens intégrés à des organisations confessionnelles comme la JOC et l'HOAC. En dehors de ces composantes, la présence de socialistes, d'anarcho-syndicalistes ou de phalangistes de gauche, visible en d'autres endroits, est ici insignifiante. Seul le FLP apportera un groupe réduit dans la vallée du Nalon, rassemblé autour de Nicolas Sartorius, et qui sera de courte durée. Le contraste marqué dans l'origine des militants chrétiens et communistes, avec de profondes différences quant à leur engagement idéologique et aux trajectoires historiques poursuivies, n'empêcheront pas l'établissement d'une large base de collaboration sur le terrain de la pratique revendicative, rendant possible leur convergence dans la gestion de nouvelles formes d'organisation et de lutte. Deux processus parallèles peuvent permettre d'expliquer ce paradoxe apparent : d'un côté l'orientation stratégique adoptée par le PCE à partir de la formulation de la politique de Réconciliation Nationale (1956), cherchant à dépasser les positionnements déterminés par la Guerre Civile, au nom de la réalisation d'alliances les plus larges possibles contre la dictature, et, d'un autre côté, la prise de conscience progressive d'une partie des chrétiens de la base en contact avec une réalité sociale qu'ils se proposent de transformer par l'action militante.

L'activité déployée par communistes et catholiques dans les grèves du printemps 1962 en fait les moteurs des commissions de puits ou d'usines, dans lesquelles ils jouent un rôle décisif. De la même manière, c'est par la présence de ces deux piliers que s'engage la phase primitive d'organisation des commissions en mouvement stable. Même si l'initiative tend à revenir au PCE, qui, en dernier ressort dirige le processus, un collectif respectable d'« indépendants » militant hors parti, provenant majoritairement de la JOC, et dans une moindre mesure de la HOAC, occupera des positions éminentes. Parallèlement, une bonne partie des cadres formés dans les rangs de l'apostolat ouvrier viendront grossir l'USO asturienne naissante, tout en participant à un mouvement unitaire qui les mène avec les communistes dans les commissions de licenciés, de silicosés et de pensionnés .

La constitution de l'USO, dans ses premières années, ne signifie pas rupture de l'unité du mouvement. Au contraire, l'étape de 1963 à 1965 connaîtra une étroite coopération dans les conflits et les plate formes d'organisation soutenus de concert. De telle sorte qu'avec des militants communistes, des dirigeants d'origine catholique intégrés à l'USO comme Severino Arias ou José Rodriguez « Marchena » contribueront de façon remarquable à dynamiser les revendications des licenciés et des silicosés. L'absence de membres de l'USO à la constitution de la Commission Provinciale Minière en 1966 marquera un début de cassure dans une collaboration qui n'avait jamais été exempte de problèmes. On pourrait, à grands traits, noter la

propension, de la part des communistes, à rechercher la politisation des conflits ce qui, pour le moins, suscitait des réticences parmi les catholiques. Cela paraît être à l'origine des tensions permanentes survenues dans des lieux comme **Fabrica de Mieres**, bastion du mouvement ouvrier asturien, où la puissance d'organisation des communistes et de l'USO, et leur participation conjointe aux fréquentes luttes menées tout au long des années 60, s'accompagneront de relations désastreuses y compris au plan personnel.

Les dissensions entre communistes et militants d'origine confessionnelle n'empêcheront pas le maintien d'une alliance stable sur le terrain de la lutte, au sein d'un mouvement unitaire qui ne sera pas rompu avant 1966-67. Il existe de la part du PCE une volonté permanente d'intégrer des éléments indépendants, d'obédience chrétienne particulièrement, comme partie d'une stratégie clairement définie. La présence de secteurs provenant des rangs de l'Eglise Catholique, institution ouvertement alignée sur le parti vainqueur de la Guerre Civile, valide la politique de Réconciliation Nationale, génère des contradictions au régime franquiste, renforce les possibilités de lutte et procure y compris une certaine couverture face à la répression. Cette dernière s'acharne spécialement avec force lorsqu'elle se déchaîne isolément à l'encontre des militants communistes, de sorte que la présence de secteurs extérieurs au parti se révèle précieuse, plus encore lorsque ceux ci comptent des appuis dans la hiérarchie ecclésiastique. L'ouverture du PCE en direction du champ catholique remonte aux années 50 et, aux Asturies, elle avait rencontré ses premiers résultats avec l'intégration isolée de quelques militants de cette obédience, parmi lesquels Manuel Alvarez Ferrera, « Lito el de la Rebollada », travailleur de la **Fabrica de Mieres** et dirigeant de la JOC, qui décide d'intégrer les rangs des communistes à la fin de la décennie. Mais les succès les plus remarquables de cette orientation du PCE viendront de la participation comme indépendants de nombreux militants chrétiens, avec lesquels s'établit une coopération fructueuse dans la naissance et le développement d'un mouvement unitaire tel que celui des commissions ouvrières. Ce phénomène gagnera une importance certaine dans la première moitié des années 60.

En 1966, les militants de l'USO participent avec les communistes et quelques indépendants au vaste mouvement des assemblées engagé les mois précédant et suivant les élections syndicales, mais seront cependant absents de la Commission Provinciale Minière, qui reste totalement dominée par le PCE, instigateur de sa création. A partir de 1967, les deux organisations vont se séparer, l'USO, pour sa part, abandonnant définitivement les Commissions Ouvrières. A leur tour, une bonne partie des éléments indépendants entrés dans le mouvement au moment des élections de 1966, se retireront ou gagneront le PCE, de telle sorte qu'il devient sinon encore la force hégémonique, du moins quasi exclusive des Commissions Ouvrières asturiennes qui se voient réduites à son domaine d'influence.

La contraction brutale du mouvement provoquée par le tournant répressif de 1967, avec le repli immédiat vers des formes d'actions plus clandestines, et l'éloignement des secteurs d'origine confessionnelle, conduiront à une période durant laquelle le pluralisme interne se trouvera considérablement réduit. Le PCE prend, dans ce contexte, une importance décisive dans le soutien aux commissions et dans leur coordination, qui reposent quasi exclusivement sur l'activité des militants communistes. Il

n'existe à ce moment là aux Asturies aucune présence significative d'autres formations politiques. Par conséquent les Commissions asturiennes resteront à l'écart des intenses débats qui se mènent ailleurs autour de questions comme : la priorité des actions de rues et les appels à caractère politique dans les usines, l'opportunité de l'action clandestine, la non participation aux élections syndicales ou la structuration sur des bases territoriales plutôt que de branches, ainsi que le proposent divers groupes gauchistes .

La fin de la décennie 60 correspond, dans la Mine asturienne, à une période de certaine combativité de l'USO, qui encourage les revendications des aides mineurs. Dans le même temps les désaccords s'accroissent avec les CC.OO, pour son soutien à des positions divergentes au sujet des processus de restructuration des Mines et de la Sidérurgie. Une fois de plus, **Fabrica de Mieres** sera le théâtre de fortes tensions entre les deux organisations, si bien que, pendant que l'USO cautionne les fermetures d'installations, acceptant des mutations de travailleurs à Gijon, le PCE et les CC.OO, résistant au démantèlement, combattent ces mesures.

La situation se trouvera sensiblement modifiée en 1971, alors que l'USO traverse une crise qui l'amène au bord de la disparition. La désintégration de l'USO signifiera momentanément l'éclatement d'un collectif de syndicalistes expérimentés, manquant d'un cadre organisationnel, mais qui n'en cesseront pas pour autant de maintenir une activité militante, laquelle les amènera, par la suite à opter pour leur adhésion aux CC.OO. Bien qu'il s'agisse de décisions individuelles et non de la conséquence d'une réflexion collective, la tendance est cependant généralisée. L'explication réside dans le fait que les CC.OO représentent à ce moment l'organisation la plus en prise avec le mouvement ouvrier asturien. D'autre part, la volonté d'intégration décidée par les communistes facilitera un regroupement exempt de tensions. Pour le PCE, le recrutement de cadres syndicaux indépendants représente un objectif en soi, car permettant de rompre avec une image d'identification excessive des CC.OO au Parti. L'origine confessionnelle d'une bonne partie de ces militants est un plus. Même si la majorité des nouveaux venus a rompu ses liens avec l'Eglise, et de manière unanime refuse de s'inscrire dans quelque type de courant à caractère confessionnel que ce soit, le PCE insistera pour présenter ce collectif comme « chrétien » malgré lui.

Parmi les militants de l'USO il y aura des adhésions significatives au PCE, comme celles de F. Javier Suarez ou Segundo G. Magdalena, mais la tendance à demeurer indépendant restera dominante (Paco Corte, Juanjo Garcia, Humberto Vallina, Eduardo Garduno...). Dans ce second cas, avec la Transition, apparaîtra manifestement une unité de vue généralisée autour de positions favorables au maintien de la formule de mouvement socio-politique, s'opposant à la transformation des CC.OO en syndicat.

LA TRANSITION

I- MOBILISATION SOCIALE ET CHANGEMENT DE REGIME (1976-1978)

CRISE DE LA DICTATURE ET CONFLITS SOCIAUX :

DES GRANDES MOBILISATIONS DE L'HIVER DE 1976 AU REFERENDUM DU 15 DECEMBRE

Dans les premiers mois de la monarchie restaurée, toute l'Espagne va connaître un développement extraordinaire des conflits sociaux. Une accumulation d'aspirations jusqu'alors insatisfaites semblent devenir d'actualité avec la disparition du dictateur, et des centaines de milliers de travailleurs partiront en lutte dans un mouvement revendicatif d'une puissance inégalée depuis 1936, mêlant questions sociales et appui grandissant aux exigences de transformation démocratique. Des interprétations postérieures, toujours dominantes dans les médias et dans l'historiographie de la période, ont consisté à réduire la Transition Démocratique à un jeu d'équilibre entre les élites politiques, attribuant le rôle principal à une évolution de l'intérieur même du régime et à l'action menée par l'institution monarchique, conférant aux classes populaires le simple rôle de figuration, se contentant de démontrer leur « maturité » en acceptant passivement les décisions prises par leurs gouvernants. Mais le processus engagé durant l'année 1976 peut difficilement être compris sans tenir compte de la force et de l'ampleur atteintes par la mobilisation des masses. Ce sera précisément ce facteur qui fera échouer l'alternative représentée par le gouvernement de Carlos Arias Navarro, ouvrant la voie à une nouvelle stratégie réformiste incarnée par Adolfo Suarez et fondée sur la négociation avec les forces de l'opposition. Si l'opposition démocratique ne fut pas en capacité d'imposer la rupture comme sortie du régime franquiste, du moins put-elle bloquer l'option de la continuité, imposant une solution intermédiaire. Le mouvement ouvrier demeure décisif à cet égard, car il constitue l'arme de pression la plus puissante sur laquelle comptent les forces démocratiques. Dans un contexte de crise économique profonde, les secteurs les plus conscients de la bourgeoisie comprendront, en outre, la nécessité de compter avec des interlocuteurs véritablement représentatifs dont l'autorité permette de séparer les conflits sociaux des problèmes politiques, et rende possible un accord social.

Ligne de conduite des CC.OO dès leurs origines, la lutte pour des objectifs démocratiques prend toute sa vigueur dans cette nouvelle conjoncture politique. Suivant sur ce terrain la ligne tracée par le PCE, les CC.OO ont intégré l'Union Démocratique d'Espagne au moment de sa création. A l'introduction habituelle de revendications concernant la reconnaissance de droits et de libertés, dans les conflits à caractère social, s'ajoute l'appui exprimé au programme formulé par cet organisme, en faveur duquel des campagnes spécifiques sont entreprises.

Aux Asturies, la première initiative prise par les CC.OO à la mort du dictateur consistera à s'adresser aux organismes unitaires de l'opposition,

Union Démocratique et Plate-Forme de Convergence Démocratique des Asturies, afin d'engager une « Action Démocratique Régionale » les 15 et 16 décembre, allant y compris jusqu'à montrer la volonté de réaliser l'appel en solitaire au cas où la proposition ne serait pas reprise. Le projet s'inscrit dans la stratégie de rupture et ses limites apparaissent clairement identifiées : « Les Commissions Ouvrières n'orienteront pas ces luttes au delà des objectifs démocratiques ». Les mots d'ordre exprimés dans le communiqué diffusé à la suite de la Réunion Générale tenue en début de mois seront : « Contre la Monarchie continuatrice du franquisme ; pour l'Amnistie ; pour les libertés politiques et syndicales ; contre le chômage ouvrier et le blocage des salaires, et pour les problèmes concrets de la province ». Les organes d'expression des CC.OO rajouteront une série de revendications sociales telles que la réintégration des licenciés, la semaine de 40 heures (35 dans les mines), la révision des conventions, l'actualisation des pensions, la protestation contre la cherté du coût de la vie, le rejet des démarches de contrôle de l'emploi, du travail temporaire et de la sous traitance entre autres .

La participation aux journées des 15 et 16 décembre peut être estimée à 15 000 travailleurs environ, répartis principalement entre Gijon et les bassins miniers, ce qui, pour un appel à caractère politique, peut être considéré comme un relatif succès, comparé aux expériences précédentes. Dans la mine la grève est totale sur 9 puits du bassin de Nalon, et partielle sur 8 autres puits répartis également sur les deux bassins. A Gijon la grève est totale aux **Talleres de Moreda** ainsi qu'à tous les chantiers navals excepté **Maritima del Musel**, où elle est partielle, tout comme à ENSIDESA, **Crady**, **Adaro**, **Trefileria**, La **Industria y Laviada** et d'autres entreprises métallurgiques. Des grèves se produisent dans la Construction à Gijon et Langreo, alors qu'à Aviles seuls des arrêts de travail sont réussis dans quelques ateliers de ENSIDESA. A Oviedo, l'Université et les centres de santé sont touchés, sans parvenir à la grève, mais avec des arrêts de travail et des manifestations. Dans diverses agences bancaires des démonstrations de soutien se tiennent, dans la capitale comme à Gijon, avec l'observation de 15 minutes de silence.

Tout au long du mois de décembre, les délégués et élus de plusieurs branches du Syndicat Vertical vont déployer une activité considérable, tenant des réunions et convoquant des assemblées qui se prononcent contre le décret de gel des salaires et réclament la réintégration des licenciés, la liberté syndicale, le droit de grève... Les conflits sociaux demeurent cependant à un niveau relativement bas, mis à part l'arrêt du haut fourneau et du train de ENSIDESA-Verina en raison des primes de production, les grèves des entreprises extérieures de **Constructora Gijonese** pour leur intégration aux chantiers navals, et celle des travailleurs des Banques pour la révision de leur convention. Dans tous les cas, l'exigence de réintégration des licenciés fait partie des revendications formulées.

L'éclosion des grèves va se produire avec l'arrivée de la nouvelle année, touchant simultanément quelques 50 000 travailleurs début février. Trois grands conflits marqueront l'hiver 1976 aux Asturies. Leur retentissement sera extraordinaire pour des raisons distinctes. A l'usine ENSIDESA d' Aviles, pour la première fois dans l'histoire d'une entreprise qui avait toujours offert des conditions particulièrement défavorables au développement du mouvement ouvrier, une grève paralyse complètement l'activité. A HUNOSA, après quelques années de relative « impasse », un conflit puissant et de longue

durée rompaient définitivement avec les limites héritées de la clandestinité et imposait la présence du syndicalisme de classe. De leur côté, les travailleurs de **Duro-Felguera** à Gijon soutiennent durant trois mois une grève solidaire, posant avant tout autre exigence la réintégration des licenciés. Dans les trois cas, de même que dans les arrêts qui se produisent simultanément à **La Camocha**, **Minas de Figaredo**, **Dermasa** ou **Talleres de Moreda** entre autres, les CC.OO jouent indubitablement un rôle essentiel, souvent seule organisation syndicale dont la présence est réelle. La mise en question des fondements du Syndicat Vertical durant le développement du conflit et l'élection de commissions nées d'un vigoureux mouvement d'assemblées, de même que la demande de réintégration des licenciés pour motifs politiques ou syndicaux constitueront d'autres traits communs parmi les plus remarquables.

A ENSIDESA-Aviles, la négociation de l'accord par la nouvelle représentation issue des récentes élections donnera lieu au développement d'un arrêt généralisé de onze jours, marqué quotidiennement par des assemblées, des rassemblements, des marches et des manifestations. L'occupation violente de la cité par la police, les charges menées à l'intérieur même de l'usine et les sanctions appliquées à quelques 8 000 travailleurs, ne parviendront pas à étouffer cette mobilisation d'une amplitude inconnue jusqu'alors. La participation massive et la disparition de la peur transforment les données. Parmi les conquêtes obtenues, citons une forte hausse des salaires et la réintégration de José Manuel Diaz, licencié depuis plusieurs années.

A HUNOSA, où la fin de l'année 1975 fut parsemée de petits conflits auxquels l'entreprise répondit systématiquement par des sanctions, l'arrêt de travail s'étend à tout le bassin du Caudal à la mi-janvier et se généralise aux deux bassins une semaine plus tard pour se prolonger durant plus de deux mois. La révision de l'accord, le dégel salarial, la levée des sanctions et la réintégration de tous les licenciés constituent les motivations initiales, auxquelles le développement du conflit et les discussions en assemblées vont ajouter des revendications à caractère politique : amnistie, rupture démocratique, libertés... Plutôt que de se limiter à paralyser la production, la grève adopte dès son origine, des formes novatrices à l'instar des précédentes : elle sera éminemment active, avec de constantes assemblées de puits, de zone et générales, tenues dans les locaux syndicaux, les parcs, les terrils, la montagne... Des commissions de travail se constituent, organisant des caisses de résistance, s'efforçant d'expliquer le problème, rédigeant des écrits, etc. Neutralisant les effets de la répression, une présence permanente s'impose dans la rue, avec des marches, des manifestations, des rassemblements et gagne la participation de secteurs populaires qui vont participer aux assemblées. Un vaste mouvement des femmes va exercer un rôle notable de soutien et de participation, tandis que les pensionnés prendront aussi des initiatives dans le même sens. Le soutien social acquis au conflit s'étend au petit commerce qui montre une solidarité active, et il rencontre des expressions de sympathie parmi le clergé des bassins.

Au plan de l'organisation, l'initiative revient à tout moment aux CC.OO qui, de plus, ressortent extraordinairement renforcées dans leur implantation et leur structuration. La présence du SOMA-UGT en phase de reconstruction se fera remarquer avec une certaine force dans le Nalon mais toujours à partir d'une position manifestement minoritaire. La grève attire vers les CC.OO de nombreux militants de fraîche date, qui grossissent leurs rangs à grande

vitesse, forgeant de nouveaux dirigeants et renforçant d'autres plus anciens. L'élection de commissions larges et représentatives (« commissions des quinze »), sur chaque lieu de travail représente un saut qualitatif dans l'organisation et la fin définitive des restrictions imposées par la clandestinité. Un noyau où figurent des leaders comme Manuel Nevado, Alberto Alvarez « Berto Barredo », Benigno Gonzales, Javier Carnicero, Segundo Magdalena, Juanjo Garcia ou Cordero, se pose publiquement comme direction des CC.OO de la Mine, alors que les phases ultimes du conflit voient l'intervention de figures régionales comme Gerardo Iglesias et Juan Muniz Zapico. Face aux limites de la structure organique antérieure, qui ne comptait pas même une coordination unique et suffisamment solide au niveau du secteur, la grève forge une vigoureuse coordination dans laquelle sont représentés la totalité des puits. La simultanéité avec les grèves de **Figaredo, Eskar, Lieres, Hullasa et La Camocha** renforcera cette réalité nouvelle, dépassant le domaine de HUNOSA, permettant au mois de mai la constitution d'un Secrétariat des Mineurs.

Le démarrage et la fin du conflit seront marqués par des tactiques divergentes auxquelles se superposent les différences internes aux CC.OO, avec un déphasage entre les deux bassins quant au rythme de la grève. L'initiative et la volonté majeure de lutte correspondront au bassin du Caudal, paradoxalement celui qui présentait antérieurement la plus grande faiblesse d'organisation. C'est là cependant que la grève commence et que sa poursuite y est poussée jusqu'au bout, contrairement aux tendances dominantes dans le Nalon, dont le penchant en faveur d'un retrait en bon ordre conduira à une reprise du travail momentanée le 1er mars, menaçant de rompre l'unité avec le bassin du Caudal, face à la radicalisation à l'œuvre dans cette zone. Des débats identiques se tiennent au sein des CC.OO, où des positions exprimées à l'origine consistaient à attendre le terme de l'accord en vigueur pour décider de la grève, et où, finalement, les opinions sur sa conclusion se partagent moitié-moitié. L'UGT intervient également dans cette ultime discussion, montrant son désaccord avec la reprise du travail.

Même si la grève se termine le 15 mars (à cause de l'affaiblissement de la capacité de résistance des mineurs confrontés, de plus, à la manœuvre du gouverneur civil qui décide de convoquer un référendum pendant que dans les assemblées se décide déjà la reprise du travail), et alors que les revendications restent en suspend, en fin de compte le résultat peut être considéré comme un succès sur bien des aspects. Bien que ce soit le Jury d'Entreprise qui signe l'accord, marginalisant la commission issue des assemblées, cet épisode sera l'acte de décès du Syndicat Vertical dans l'entreprise. Le mouvement ouvrier vient de franchir un bon spectaculaire. Tout au long de l'année les « commissions des quinze » continuent d'exercer un rôle dirigeant et l'espace pour l'action syndicale s'élargit constamment. Conséquence de la grève, une des aspirations les plus émouvantes pour les mineurs se trouvera comblée quand, anticipant d'une année l'amnistie sociale, la réintégration à HUNOSA de la multitude des licenciés est imposée, résultat de longues années de lutte. Parmi eux se trouvent quelques uns des dirigeants (passés ou à venir) les plus connus du mouvement ouvrier asturien.

Au chantier naval **Duro-Felguera** (Digue) de Gijon les luttes contre le travail temporaire ont forgé une commission ouvrière élargie et très active qui dirige les mobilisations d'un collectif hautement combatif. Après la dérouté

initiale subie aux débuts de 1975, le conflit pour l'intégration des compagnies auxiliaires se reproduit en mai, conduisant au terme de 45 jours de grève, à l'inscription de ces travailleurs à l'effectif, ce qui ouvre une voie qu' emprunteront ultérieurement **Constructora Gijonesa** et **Cantabrico y Riera**. A compter de ce moment, le Dique de **Duro Felguera** deviendra pour une dizaine d'années un noyau d'avant garde dont la volonté permanente de lutte se met immédiatement en évidence : les 28 et 29 août le chantier se met en grève totale pour un motif strictement politique (fait tout à fait exceptionnel dans le récent mouvement ouvrier asturien), comme l'est la protestation contre les ultimes condamnations à mort du franquisme. Malgré le sérieux échec de cette action, avec l'emprisonnement de quatre travailleurs et le licenciement de 132 autres dont 30 ne seront pas repris, la volonté de lutte demeurera intacte, comme le démontre la grève qu' ils engagent en janvier 1976 conjointement avec leurs camarades du « Talleron ».

Le déclenchement résulte de l'exigence de la révision des accords, mais la réintégration de la totalité des licenciés du dernier conflit et de tous les précédents est posée en permanence comme une exigence préalable à la négociation. Pendant trois mois, assemblées quotidiennes, manifestations et actions de popularisation des revendications, recherche active de solidarité par la création d'une caisse de résistance se succèdent sans interruption. Le 6 février, une journée de grève en soutien à leur lutte et à celle de **Dermasa** et **Intelsa** touchera quelques 8000 métallurgistes gijonais. L'unité du personnel permettra de résister aux fortes pressions patronales, boycottant massivement un référendum organisé par l'entreprise au bout de deux mois de grève, forçant à la démission une Junte syndicale sans représentativité et résistant à un ultimatum menaçant de fermer le chantier et de sous traiter le travail en suspend. Après 90 jours de grève, c'est à l' usure que surviendra la défaite, mais la reprise du travail se fait en bon ordre, et ne signifiera que la trêve : l'amnistie sociale sera obtenue l'année suivante et, par la suite, les fabriques de **Duro-Felguera** à Gijon constitueront un foyer permanent de lutte où seront posées les revendications les plus en pointe.

Jusqu'à ce que, fin 1976, un groupe de militants trotskistes décident de quitter les CC.OO pour aller à l'UGT, l'unique force syndicale présente à **Duro-Felguera** à Gijon sera les CC.OO, qui conserveront pendant des années une position largement majoritaire, prenant pour l'essentiel la tête des conflits cités comme des suivants. Composée majoritairement d'éléments de gauche de divers partis et « indépendants » de même orientation, la commission ouvrière du Dique-Talleron devient à partir de 1975-76 le meilleur représentant d'une pratique syndicale mobilisatrice et basée sur les assemblées, qui en fera un solide bastion du futur Courant de Gauche, organisant une dynamique, source de conflits internes aux CC.OO.

Le développement des trois grèves mentionnées s'inscrit dans un climat d'effervescence où convergent les conflits sociaux et les mobilisations en faveur de la démocratisation. Les principales entreprises de la Mine Privée, les enseignants non titulaires du Secondaire, un secteur des travailleurs de la Banque et quelques foyers de la Métallurgie engagent des arrêts de travail durant les trois premiers mois de 1976, alors que se produisent des manifestations en faveur de l'amnistie et des libertés démocratiques à l'initiative des organisations de l'opposition. Sur les deux fronts, la participation des CC.OO s'avère décisive car c'est la formation qui possède les plus grandes

capacités de mobilisation et la plus solide implantation, ce qui en fait la principale, sinon l'unique force dont la présence est effective dans de larges secteurs de la classe ouvrière asturienne. Gijón est le théâtre de la majorité des conflits sociaux et d'une grande part des mobilisations à objectifs politiques, distinction qui ne doit pas cacher le fait que, dans la quasi totalité des arrêts de travail sur des questions économiques ou sociales, les avant-gardes organisées introduisent systématiquement des revendications pour la démocratie qui rencontrent un appui croissant parmi l'ensemble des travailleurs .

Bien que l'intensité des mobilisations ait faibli à partir du mois de mars, le reste de l'année verra se succéder de nouvelles grèves parmi les travailleurs de la Construction et des Mines de kaolin (en avril), de la Métallurgie (juillet), des routiers (août) et des chantiers navals (octobre) en même temps que de vastes manifestations de pensionnés (juin), de métallurgistes (juillet) et de travailleurs du textile (septembre). Dans des secteurs comme le Transport et le Textile, dépourvus jusqu'alors d'organisation syndicale, l'entrée dans la lutte et l'implantation des CC.OO se font simultanément. Apparus brusquement dans le panorama des luttes asturiennes avec une grève accompagnée de fortes assemblées, les chauffeurs routiers orienteront leur organisation naissante vers les CC.OO, dont la direction, à travers Gerardo Iglesias, joue déjà un rôle dans la conduite de la grève d'août 1976. La récente Association des Conducteurs Professionnels des Asturies, d'où étaient issus les membres de la commission de négociation, décide en décembre de lancer un appel public à la syndicalisation aux CC.OO et, finalement, son équipe de direction (Roberto Carbajal, David Tejeiro, Oscar Baragano, Jose Ramon Espina, Luis Garcia...) se transformera de façon quasi automatique en Secrétariat du Syndicat Régional du Transport des CC.OO des Asturies, lorsque celui-ci sera constitué en août 1977.

La force acquise par le mouvement ouvrier dans la crise finale de la dictature a débordé complètement les structures du syndicalisme vertical, plongeant sa hiérarchie dans la confusion, comme l'exprime les observations de Noel Zapico : « Les Commission Ouvrières ont levé des troupes qui ne leur appartiennent pas et ces troupes nous aurions dû les lever nous mêmes (l'OSE), et pour d'autres raisons nous ne pûmes le faire »

Le changement gouvernemental opéré dans les premiers jours du mois de juillet, s'accompagnera d'une évolution substantielle de la stratégie réformiste menée jusqu'alors par le gouvernement, avec pour conséquence la récupération de l'initiative par ce dernier, qui réalisera rapidement des progrès évidents, plongeant dans l'immobilisme et intégrant progressivement des secteurs démocratiques. Même si, dans son discours, l'opposition maintenait formellement la rupture comme objectif, rapidement, dans la pratique c'est l'acceptation de la voie négociée ouverte par le pouvoir qui prend le dessus. Après l'évidente « impasse » à laquelle avait conduit l'équilibre des forces au premier semestre, le consensus réalisé autour de la volonté d'aller à un processus négocié, n'implique absolument pas la disparition des tensions. Au contraire, la seconde moitié de 1976 sera marquée par diverses épreuves de force destinées à conquérir des positions.

Inauguré par une semaine de mobilisations en faveur de l'amnistie pour laquelle l'opposition réussit à mettre dans la rue des centaines de milliers de manifestants (dont 20 000 sont rassemblés par la Coordination

Démocratique à Gijon le 11 juillet), le gouvernement d'Adolfo Suarez affronte, fin 1976, deux mouvements décisifs : l'appel à la journée de lutte du 12 novembre et la tenue du Référendum pour la Réforme Politique le 15 décembre. Le bilan de ces deux épreuves marquera le cours ultérieur de la Transition.

La promulgation, en octobre, d'un décret sur le gel des salaires, imposant de fortes restrictions à la négociation collective, en même temps qu'il facilitait le licenciement par la suppression de l'article 35 de la Loi des Relations Sociales, provoquera une riposte de poids des centrales regroupées dans la Coordination des Organisations Syndicales (COS), qui appellent à la grève générale pour le 12 novembre. Même si les raisons du mouvement se trouvent dans les mesures économiques prises par le gouvernement, son contenu politique reste évident. Il s'agit d'une démonstration tant du pouvoir de mobilisation et de son contrôle que des capacités d'organisation des centrales appelantes, dont les positions doivent se renforcer face au gouvernement, pour imposer une négociation en termes plus favorables. L'appel possède également une lecture codée interne au camp des forces d'opposition, cherchant à affaiblir le camp de ceux qui se rapprochent du programme réformiste proposé par le gouvernement et qui rejettent la mobilisation populaire. C'est ce qui ressort de l'analyse réalisée par le Secrétariat Régional des CC.OO des Asturies lors de sa réunion du 22 octobre, où on interprète le possible succès du 12 novembre comme une démonstration de ce que « sans les forces qui impulsèrent cette mobilisation (nous l'aurons démontré au gouvernement, mais également aux groupes hésitants de l'opposition), rien ne peut se faire de bien pour le pays. Nous aurons fait la preuve que nous sommes une force puissante et à son tour responsable »

De plus, une telle initiative organisée conjointement par les membres de la COS (USO, UGT et CC.OO) s'inscrit pour les CC.OO dans le cadre de sa stratégie d'unité syndicale et doit servir à impulser la création d'organismes unitaires à tous les niveaux (entreprise, branche, localité...), et à renforcer l'unité des travailleurs à l'avenir. Dans la préparation de la journée, toute la propagande sera réalisée en commun et le comité de grève se constitue sur une base de parité.

Menée jusqu'au bout dans un contexte de fortes entraves avec une intensification des mesures répressives, et bien qu'atteignant un niveau de participation considérable, la journée du 12 novembre ne parvient pas à paralyser le pays par la grève générale, et ne devient pas la grande action nationale susceptible de modifier le cours de la réforme. Entre les 500 000 grévistes des chiffres officiels et les 2 millions revendiqués par les organisateurs, les estimations les plus pondérées situent la participation au dessus du million de travailleurs. Aux Asturies, où l'appel s'accompagne de plus de 40 arrestations, dont celle de Juan Muniz Zapico, on retrouve les mêmes divergences autour des chiffres. Pour les sources verticales la grève aurait été suivie par 33 441 travailleurs, alors qu'à la COS on parle de 98 000. La participation sera élevée à Gijon et dans les bassins miniers, appréciable à Oviedo, Siero ou Grado et extrêmement faible à Aviles. Dans les secteurs elle affecte particulièrement la Mine, la Métallurgie et la Construction et touche la Santé, le Transport de marchandises et la Banque, enregistrant par rapport aux actions précédentes de nouvelles participations comme les Arts graphiques, des administratifs, des agents de maîtrise et des vigiles dans quelques puits de

HUNOSA. Les étudiants comme les retraités soutiendront la mobilisation, par des manifestations.

Après le 12 novembre, l'attention des centrales syndicales, comme celle de toute l'opposition démocratique, se tourne vers le référendum prévu le 15 décembre 1976. Les CC.OO participeront activement à la campagne en faveur de l'abstention avec les autres forces d'opposition. Les raisons qui justifient cette attitude ne sont pas différentes de celles avancées en général par la gauche dans son ensemble. Selon ses communiqués, l'approbation d'un référendum tenu en absence de libertés et sans garanties, revenait à appuyer la politique gouvernementale, en entrant dans un jeu antidémocratique. Partant d'un contexte d'inégalité flagrante, qui assurait pratiquement la victoire du OUI, la portée de la propagande abstentionniste s'avèrera très limitée. La consultation se solde par un succès du gouvernement qui en ressort considérablement renforcé, alors que l'abstention dépasse à peine les 22%. Aux Asturies le pourcentage de l'abstention se situera au dessus de la moyenne nationale, conséquence essentiellement de l'influence des organisations ouvrières dans les bassins miniers, en particulier celui du Nalon.

LE CHEMIN DE LA LEGALISATION : SEMI - CLANDESTINITE ET REPRESSION SELECTIVE

Si les Commissions Ouvrières s'étaient prononcées dès leur origine pour l'adoption d'une stratégie fondée sur la combinaison d'actions légales et illégales et sur la volonté d'éviter au maximum les restrictions dues à la clandestinité, la période qui s'ouvre à la mort de Franco sera marquée par l'intensification des efforts visant la légalité par la conquête d'espaces d'activité publique. Cela sera le sens de la publication, au début de 1976, du « Manifeste des 100 », accompagné des signatures de 101 dirigeants des CC .OO, parmi lesquels figurent les asturiens Jose Manuel Diaz, Gerardo Iglesias, Juan Muniz Zapico, Manuel Nevado, Francisco Prado Alberti et Francisco Javier Suarez. Dans le cadre d'un meeting commun, se tiendra à la même époque à Gijon, la première intervention publique dans une action de masse réalisée aux Asturies au nom des CC.OO, même s'il s'agit d'une initiative individuelle. Les contradictions dans lesquelles se voit plongée l'activité répressive d'un gouvernement supposé réformiste au sein d'un régime monarchique récemment instauré dont la légitimité ne peut simplement reposer sur son triomphe dans une guerre civile, ajoutées à la vertigineuse ascension des conflits sociaux et la mobilisation des masses, développeront des possibilités croissantes mises à profit par un mouvement ouvrier ascendant. Les CC.OO cependant seront en permanence soumises à un traitement discriminatoire qui nécessitera un effort supplémentaire. A ce sujet le contraste est éloquent entre les conditions de semi clandestinité dans lesquelles a dû être réalisée l'Assemblée de Barcelone, après le refus d'une célébration légale, alors

qu'Adolfo Suarez préside le gouvernement, et la tolérance affichée quelques mois auparavant par le gouvernement de Carlos Arias Navarro à l'occasion du XXXème congrès de l' UGT, tenu au grand jour, s'agissant alors d'une organisation illégale. La même inégalité de traitement persistera lors du 1er mai 1977, la légalisation à peine obtenue, quand le gouverneur civil accepte la demande faite par l' UGT alors qu'il refuse celle des CC.OO et de l'USO à Gijon, ce qui se traduira par de violentes charges policières.

Imposée progressivement par la poussée des mobilisations durant l'année 1976, la rupture avec les conditions de la clandestinité se fait à partir de situations de départ diverses. Alors qu'à Gijon une activité toujours moins clandestine s'est frayée la voie les dernières années, les précautions demeurent strictes à Aviles, à cause du reflux du mouvement ouvrier dans le secteur, comme dans les bassins miniers, où l'expérience particulièrement vive de la répression provoque un repli. Conjuguées aux perspectives de changement, les grandes mobilisations de l'hiver 1976 parviendront à imposer la présence publique des dirigeants ouvriers et de leurs organisations. Le mouvement gréviste s'accompagnera d'un accroissement des espaces d'activités, par des assemblées régulières, des manifestations, l'accès aux moyens de communication... et d'un renforcement de l'organisation qui connaît un bond considérable dans ces secteurs et entreprises où se sont produites les grèves, renforcement qui se traduit de façon générale par une extension rapide de la zone d'influence, avec une expansion vers de nouveaux secteurs qui n'avaient pas pu être investis jusqu'alors. Dans de nombreuses entreprises, démarrant parfois avec des embryons très réduits, les commissions de base se développent à grande vitesse au cours de l'année.

Basé sur des coordinations fréquemment instables dans leur composition et très flexibles dans leur conception, le fonctionnement qui s'était montré pertinent dans le contexte de la dictature, se révèle insuffisant dans les circonstances de la Transition. La période qui va des derniers mois de 1975 à l'accession à la légalité en avril 1977 connaîtra une permanente adaptation des structures d'organisation du mouvement aux nécessités imposées par une réalité nouvelle qui, de plus, évolue de façon extrêmement vive. La Coordination Régionale a acquis une force considérable qui lui donne un caractère plus représentatif et davantage pluriel mais qui, dans le même temps, doit rester opérationnelle. En son sein se constituera un Secrétariat sur lequel reposent les tâches plus permanentes, se transformant de cette façon en direction effective. Au début de 1976 il sera constitué par : Juan Muniz Zapico « Juanin », Francisco Prado Alberti, Manuel Nevado Madrid, Francisco Fernandez Corte « Paco Corte », Gerardo Iglesias Arguelles, Luis Felipe Capellin Corrada, Alberto Alvarez Menendez « Berto Barredo », Carlos Ponte Mittelbrun, Francisco Javier Suarez Suarez, Marino Artos Fernandez, Jose Manuel Diaz Martinez, Emilio Huerta Rodriguez « Triqui » et Manuel Luis Rodriguez Garcia « Luisma ». Il s'agit là d'une composition respectant divers équilibres dans le but de garantir la représentation des zones et des secteurs, tout en visant le pluralisme par l'entrée de militants de fraîche date issus de nouveaux secteurs et courants idéologiques. A l'origine ce Secrétariat compte cinq mineurs, cinq métallurgistes, un médecin, un employé de Banque et un employé de bureau, desquels cinq viennent de Gijon et autant du Nalon, deux d' Oviedo comme d' Aviles et un du Caudal, alors que Juan Muniz Zapico et Gerardo Iglesias, tous deux originaires des bassins miniers mais résidant alors

à Gijon où s'établit essentiellement la direction, peuvent être considérés comme des figures de dimension régionale, exerçant un indéniable leadership sur l'ensemble des CC.OO des Asturies. Politiquement nous trouvons dix militants du PCE, un du MC, et deux non affiliés qui appartiennent à un collectif indépendant, le Groupe Asturies.

Les principales branches (Mine et Métallurgie) connaissent un processus similaire, et durant l'année 1976 elles consolident des structures d'organisation de grande ampleur au sein desquelles vont se mettre en place des instances de direction qui dépassent la simple fonction d'organisme de coordination.

La transformation des structures d'organisation des CC.OO est marquée par un intense débat autour du modèle syndical à adopter, dont le point culminant se situe au moment de l'Assemblée Générale de Barcelone le 11 juillet 1976. Durant les jours précédents, la semaine du 22 au 28 juin, se déroule un vaste processus d'assemblées de zones, préparatoires à l'Assemblée Régionale et caractérisées par une forte participation. C'est au cours de cette dernière qui se déroule dans l'église de Roces (Gijon) en présence de 700 délégués, qu'est élue la délégation asturienne qui sera envoyée à Barcelone. Alors que les autres assemblées s'étaient déroulées sans incident, tolérées de fait quoique non autorisées, l'irruption de la police interrompant cette ultime réunion montre l'ambiguïté d'une répression qui se relâche dans sa vigueur, recherchant plutôt des formes d'obstruction, lesquelles en outre acquièrent un caractère contradictoire. La presse traduit cette situation au travers de l'expression « les Commission Ouvrières jusqu'à présent encore illégales », pour se référer à une activité qui se développe de manière toujours plus publique.

En octobre 1976, le Secrétariat de la Coordination Régionale effectue une présentation en règle, en convoquant une conférence de presse au cours de laquelle non seulement les participants se reconnaissent comme la direction des CC.OO des Asturies, mais proclament également leur activité politique, conformément à la tactique adoptée par le PCE, auquel ils appartiennent en majorité. Deux de leurs membres (Gerardo Iglesias et Juan Muniz Zapico) avaient déjà rendu publique leur appartenance au Comité Central du PCE. C'est dans la même trajectoire que s'inscrit alors l'organisation d'un meeting à El Entrego, annoncé publiquement par des affiches où figurent les photographies des orateurs. L'intervention brutale de la police empêchera cette fois sa tenue.

La concrétisation des décisions adoptées à l'Assemblée de Barcelone s'effectuera avec une certaine lenteur, due aux difficultés d'une bonne partie du corps militant à assimiler ainsi quelques unes des transformations en cours. Ainsi, l'ouverture du processus d'affiliation nécessitera-t-elle une étape intermédiaire comme celle de la vente de bons, destinés à créer un premier lien psychologique avec le syndicat sans encore impliquer l'adhésion. L'extraordinaire succès de la diffusion des bons –dont 35 000 ont été vendus au bout de deux mois, à partir d'octobre, - montrera d'autre part l'énorme augmentation de l'influence atteinte par les CC.OO dans la classe ouvrière. L'adhésion effective débute finalement en novembre avec le geste symbolique de la remise de leur carte à un groupe de 130 militants vétérans, en hommage à leur contribution à la cause ouvrière. A ce moment, les perspectives chiffrent autour de 30 000 les adhésions réalisables à brève échéance aux Asturies. La

clandestinité a été vaincue bien avant que soit reconnue la légalité, qui devra encore attendre six mois.

En marge des membres du « Courant Minoritaire » soutenu par l'ORT et le PTE, qui décident de faire scission par désaccord avec le processus engagé, expression des résistances suscitées par les transformations en cours, un groupe peu nombreux mais où figurent des cadres expérimentés adoptera une attitude témoignant du refus de l'adhésion une fois celle là engagée. C'est ce qui se produira avec les membres du Groupe Asturies, lesquels poursuivront durant une période relativement longue leur activité militante aux CC.OO sans se résoudre à y adhérer.

LA TRANSFORMATION DU MOUVEMENT SOCIO- POLITIQUE EN ORGANISATION SYNDICALE

Si à l'origine les premières commissions d'ouvriers naissent de façon spontanée, la prise de conscience des possibilités qu'elles recèlent amène des militants communistes et chrétiens à œuvrer à leur création, ouvrant la voie à une phase de « spontanéité provoquée ». L'apparition, entre 1963 et 1966 selon les endroits, de structures permanentes de coordination, constitue le dépassement d'un stade où les commissions sont réduites à un simple mouvement manquant d'organisation propre. A partir de ce moment, il s'agit d'un « mouvement organisé » au sein duquel coexistent les composantes organisées ou non, dans une synthèse originale qui ne répond à aucun modèle syndical préexistant, et dont l'unique référence extérieure provient des conseils d'usines nés durant l'automne chaud de 1969, et de leur répercussion sur le syndicalisme italien. Nicolas Sartorius, à qui revient le plus notable effort théorique dans la caractérisation du phénomène, exprimera cette singularité comme la combinaison d'une triple réalité : le mouvement (c'est à dire l'action des travailleurs, leurs assemblées...), la structure légale (mandats syndicaux « intègres »), et les organismes de coordination et de direction mêmes des Commissions Ouvrières. En définitive, « une convergence ou fusion du mouvement réel avec une structure organisée-élective biface qui en est une émanation, l'un légal et l'autre pas, qui interagissent dialectiquement entre eux

et avec l'ensemble pour former un corps unique, que nous nommons mouvement organisé des CC.OO. »

Les signes d'identité sur lesquels reposent une expérience de cette nature ne peuvent que se trouver dans la plus large participation des travailleurs, grâce à l'exercice constant d'une démocratie directe basée sur les assemblées, partant des lieux de travail, conservant pour tous les mandats de représentation et de direction le principe de l'éligibilité, et de leur révocabilité permanente ; ils doivent aussi résider dans le caractère unitaire et le pluralisme interne, avec de larges garanties pour les minorités. En principe, de tels critères devraient renforcer une orientation anticapitaliste, éviter la bureaucratisation et empêcher sa transformation en courroie de transmission, ce qui, s'agissant d'un mouvement, ne s'avèrerait pas viable.

La volonté de rupture avec le modèle syndical traditionnel et les aspirations à créer un syndicalisme unitaire capable d'intégrer les divers courants en évitant de souffrir des divisions historiques, se traduisent par une définition extrêmement souple des profils d'organisation. De ce point de vue, les CC.OO rejettent une distinction exclusive entre adhérents et non adhérents : « on n'appartient pas aux CC.OO, on n'y entre ni n'en sort (...) on participe aux CC.OO », de sorte que toute tentative de les réduire à une simple organisation d'adhérents « les priverait de toute leur originalité, (...) de toutes leurs capacités rénovatrices ». L'accession à un statut légal comportait le développement prévisible de formes d'organisations plus achevées, mais non la perte du caractère de mouvement, au point de concevoir les organismes de direction comme le produit d'un double système de représentation, élus tant par les adhérents que par les délégués ouvriers.

De l'apparition de leurs premiers documents écrits et jusqu'à la crise finale de la dictature, les Commissions Ouvrières conserveront inchangée leur définition de « mouvement socio-politique » dont les traits ont été décrits. Cependant, avec le début de la Transition Démocratique, un débat est ouvert autour des transformations nécessaires pour s'adapter aux circonstances nouvelles, débat qui va s'avérer étroitement lié à la question de l'unité syndicale. Si par le passé, sur cette question, certains groupes à la gauche du PCE, avaient défendu des positions prônant l'action clandestine des CC.OO, privilégiant leur caractère d'organisation au détriment de celui de mouvement, dans le nouveau contexte politique du milieu des années 70, c'est le PCE qui va modifier sa stratégie dans le but de créer les structures organisationnelles propres à une centrale syndicale, alors que les organisations situées à sa gauche défendront en général la continuité du modèle de mouvement socio-politique, rejetant la transformation en organisation syndicale au sens traditionnel.

La teneur du débat autour de la transformation des CC.OO de mouvement en syndicat ramène directement à des questions aussi décisives que la relation entre classe et organisation, la démocratie ouvrière, la bureaucratisation ou l'unité syndicale. Son développement, cependant, se heurtera à une grave carence : la richesse de la réflexion théorique contraste avec le caractère appauvrissant issu de la forme de discussion partisane adoptée. Il s'agit d'un débat politisé au mauvais sens du terme, dans lequel la question n'est pas soumise à la base tant que les directions respectives ne se sont pas prononcées, de telle sorte que les positions défendues obéissent d'abord à la discipline de parti plutôt qu'à la force des arguments. Le débat

gagnera en intensité tout au long de l'année 1976, bien que le sort en soit jeté à partir du moment où le Comité Central du PCE détermine sa position, étant donnée son hégémonie au sein des CC.OO et la cohésion sans faille montrée dans l'exécution des consignes. La bataille décisive sera livrée à l'Assemblée de Barcelone (Juillet 1976) et la lutte peut être considérée comme close avec la tenue des congrès constitutifs de 1977, où sont résolues les questions telles que les statuts, les incompatibilités, le rôle des assemblées... Entre temps l'adhésion et la construction du syndicat ont été entreprises, processus autour duquel se produit la scission du « Courant Minoritaire » et la gestation d'autres courants critiques.

Le passage à une structuration de centrale syndicale sera organisé de manière graduelle et avec d'infinies précautions, en insistant en permanence sur le caractère forcé des changements imposés par une réalité nouvelle. Les efforts pour minimiser la portée de ces transformations se traduisent dans la formule, si souvent répétée par Marcelino Camacho : « la Confédération Syndicale des CC.OO, ce sont les CC.OO plus la carte ». Pour Julian Ariza il s'agit d'un nécessaire perfectionnement organisationnel. Personne ne propose ouvertement de rompre avec ce que furent jusqu'alors les traits identitaires des CC.OO, optant sans plus pour un fonctionnement propre au syndicalisme classique. Au contraire, une formulation intermédiaire va apparaître, reprise dans la propre auto définition comme « syndicat de type nouveau ». Mais, bien qu'en théorie les traits essentiels du mouvement socio-politique soient maintenus, dans la pratique on impulse une évolution rapide vers une organisation syndicale de type traditionnel. Les non syndiqués exclus de la participation, les précautions introduites dans la définition et la pratique des assemblées, la centralisation organisationnelle, le choix d'un système de négociations collectives par les représentants des organisations syndicales en tant que telles, sans délégués directement élus par les travailleurs, la présentation de moins en moins rare de listes de candidatures fermées aux élections syndicales... constituent autant de pas supplémentaires vers l'abandon des pratiques initiales du mouvement socio-politique.

Les analyses rétrospectives du processus de transformation en organisation syndicale demeurent contradictoires au sein des CC.OO. Pour les uns, le mouvement socio-politique tel qu'il avait été formulé dans la clandestinité ne s'avérait plus pertinent dans un cadre démocratique où l'on opère légalement, et les discussions et hésitations qui jalonnèrent cette transition furent un obstacle à la structuration du syndicat, provoquant un retard préjudiciable dont profitèrent les autres centrales. Pour d'autres, au contraire, la frustration du projet de construction d'un nouveau modèle, sacrifié sur l'autel du pragmatisme, représente la perte d'une occasion unique de dépasser les limites historiques du syndicalisme sur le terrain de la participation démocratique, ainsi que les défauts liés au fonctionnement bureaucratique ou encore la relation aux partis politiques.

Aux Asturies, l'initiative de la mise en œuvre des changements à introduire dans le fonctionnement et l'organisation des CC.OO reviendra à Juan Muniz Zapico, le premier à défendre les questions nouvelles comme l'adhésion. Récemment sorti de prison avec l'ensemble du « groupe des accusés du 1001 » dont il faisait partie, en raison de la remise de peine accompagnant l'instauration de la Monarchie, il devient à son retour le porte parole des idées défendues par ce groupe de direction, idées amenées progressivement dans

le débat. Dans ce sens, son rôle se voit accru en sa qualité de responsable du rapport d'organisation présenté et approuvé à l'Assemblée de Barcelone.

Dans le corps militant du PCE asturien, l'évolution sera assumée sans faille. Nul débat n'y a lieu, aucune divergence n'y voit le jour. Au contraire, la contestation généralisée en provenance de milieux extérieurs au parti conduira rapidement à un resserrement des rangs, où les contenus spécifiques de la discussion perdent leur importance. Il est révélateur à ce sujet, combien, dans les témoignages actuels de dirigeants syndicaux communistes marquants de l'époque, le souvenir d'un débat d'une telle importance et intensité est extrêmement lacunaire et se réfère davantage à l'identification des opposants, qu'aux termes mêmes de ce débat.

Face au PCE, et partisans de conserver aux CC.OO leur caractère de mouvement socio-politique, se trouve une série de groupes inégalement implantés dans le mouvement ouvrier et en situation minoritaire. Parmi les plus actifs, dans le cas asturien on distingue, l'ORT, le MC, la LCR et l'OCE (BR). Après la scission de l'ORT, c'est essentiellement le MCA qui sera à l'initiative, renforcé par la présence de Carlos Ponte au secrétariat de la Coordination Régionale. Mais dans les débats et surtout dans la réflexion théorique, le premier rôle sera tenu autant par ces différentes formations politiques que par un collectif « d'indépendants » où se retrouvent des cadres syndicaux reconnus, d'origines diverses et sans engagement partisan à ce moment là : le « Groupe Asturies ». Si au plan de l'élaboration idéologique l'essentiel de la tâche repose sur la personne de José Pérez « Pichi Miranda », c'est davantage Luis Felipe Capellin qui assumera le rôle de porte parole de leurs positions dans les lieux où se mène la discussion (Coordination Régionale, assemblées de Rocés et d'Oviedo, 1^{er} Congrès Régional...). A ses côtés se trouvent des figures d'importance telles que José Antonio Garcia Casal « Piti » ou Francisco Fernandez Corte « Paco Corte ».

Dans l'ensemble du corps militant, le développement du débat s'avèrera peu clarificateur. Mené dans des conditions de semi clandestinité et dans un contexte d'intense activité gréviste qui absorbe une grande partie des énergies, la confrontation qu'il suscite entre les partis, tout cela contribuera à jeter la confusion sur les questions de fond. A l'assemblée régionale préparatoire de celle de Barcelone, tenue à Rocés (Gijón) le 2 juillet 1976, la discussion se réduit à une lutte pour les postes à pourvoir à l'élection des délégués, particulièrement autour du rajout de Luis Redondo et Claudio Hermosilla, dont les noms ne figuraient pas sur la liste initialement proposée. Provoquant la dispersion de la réunion, l'intervention de la police va empêcher d'aborder la discussion possible des rapports. La convocation immédiate de la 1^{ere} Assemblée Régionale des CC.OO, qui a lieu à Oviedo le 18 juillet, offre l'occasion d'aborder les aspects programmatiques, organisationnels et l'analyse de la situation socio-politique. Mais à nouveau la séance se déroule dans un climat de fortes tensions qui débouche sur l'impossibilité de renouveler le Secrétariat, provoquant l'ajournement de son élection, alors que des carences dans la préparation de l'assemblée et des retards dans la distribution des rapports, dénaturent la discussion et empêchent leur approbation. Les deux questions –élection d'un nouveau secrétariat et approbation des rapports – devront être renvoyées à plus tard.

L'épilogue des débats autour du modèle syndical en construction interviendra au 1^{er} Congrès Régional, célébré les 23 et 24 avril 1977 à Gijón,

congrès au cours duquel sont résolues des questions telles que le degré d'autonomie des organisations territoriales par rapport à la Confédération, le lien ou pas avec les décisions de l'assemblée des travailleurs, la reconnaissance de courants internes...Une fois de plus cependant, les conditions dans lesquelles se mène la discussion ne sont pas des plus favorables. Les amendements proposés aux rapports sont rarement le fruit d'une élaboration des commissions de base, mais issus majoritairement de propositions de parti (principalement le PCE et le MCA), et les interventions au congrès souffrent d'un manque de temps, ce qui ne permet pas d'approfondir les positions.

FORCES POLITIQUES ET COURANTS INTERNES

Si, depuis 1967, les Commissions Ouvrières asturiennes correspondaient au domaine d'influence du PCE qui dominait totalement les instances de coordination, la fin du franquisme apportera un changement radical à cette composition interne. Divers groupes et partis acquièrent une présence inégale mais appréciable dans son ensemble, introduisant une diversité croissante qui finit par dessiner la configuration de courants critiques relativement à la ligne officielle représentée par le PCE. Alors même que les militants d'origine chrétienne ou les « indépendants » sont accueillis dans un esprit d'intégration, l'apparition d'organisations à référence idéologique communiste sera perçue avec la plus grande méfiance, donnant lieu à de constantes frictions. Le sectarisme présidera souvent les relations entre les forces qui se disputent le même espace politique et qui trouvent aux CC.OO un terrain de masse où résoudre leurs conflits. Ainsi, alors que le PCE bloque leur entrée dans les coordinations, les formations minoritaires engagent la dénonciation du « réformisme » et du « révisionnisme » de ce dernier comme axe de leur discours. Dans quelques cas, l'exclusion dont ils sont l'objet, amènera ces partis à adopter une stratégie de création de commissions d'entreprise pour, sur cette base, tenter de forcer leur entrée dans les coordinations. Cependant leur faiblesse privera d'efficacité cette formule rarement couronnée de succès. Occasionnellement, ces commissions se développeront de façon parallèle, déconnectées du reste, comme cela se produit dans le cas des usines de **Duro-Felguera**, où les leaders sont des membres du PCE (VIII-IX Congrès). Ailleurs, la présence de militants des deux secteurs débouchera sur le fonctionnement simultanément de deux commissions distinctes, la représentation dans les coordinations revenant, dans un tel cas, à la plus proche du PCE. C'est ce qui arrivera au puits Samuno, où opère un

groupe de l'ORT, ou au chantier naval de **Duro-Felguera**, où la commission majoritaire est composée d'éléments de diverses tendances face à une minorité du PCE.

Cette situation évoluera sensiblement à la mort du dictateur. De façon générale, au début de 1976, les coordinations connaissent un élargissement au cours duquel sont intégrés des représentants de différents groupes. C'est ce qui va se produire dans les coordinations locales d'Avilés et de Gijón, dans celle de la Métallurgie et dans la coordination Régionale, conduisant à l'entrée de militants du MC, de l'ORT et des non syndiqués. Les témoignages de ceux qui se trouvaient en position minoritaire convergent pour souligner que l'arrivée de Juan Muniz Zapico –récemment sorti de prison - et son esprit d'ouverture furent un des facteurs ayant contribué à cette évolution vers un comportement plus souple de la part du PCE. Simultanément, l'ouverture de débats autour de la question de l'unité syndicale et de la transformation des CC.OO en organisation, va polariser les positions jusqu'à donner naissance à des courants internes qui, pour la première fois, s'expriment comme tels. Leur apparition aux Asturies sera la traduction des initiatives engagées directement au niveau national par quelques uns des partis qui agissent au sein des CC.OO. Il s'agit du « Courant Minoritaire » impulsé par l'ORT et le PTE, du « Courant Unitaire » initié par le MC et la LCR et du « Courant de Classe » soutenu par l'OCE (BR).

Les courants cités n'épuisent pas, cependant, l'éventail des forces présentes aux CC.OO des Asturies, au sein desquelles se trouvent d'autres organisations politiques, ainsi qu'un fort contingent de non adhérents. Dans ce sens, l'année 1976 est celle de la diversité maximale quant à leur composition interne. La présence la plus ancienne correspond à des formations issues de scissions du PCE : si le PCE (Marxiste-Léniniste) ne parvient pas à percer aux Asturies et si le PCE (International) compta de maigres effectifs ouvriers avant de disparaître par suite de la détention en 1972 d'un petit groupe d'Avilés, dans lequel figuraient Francesco Prado Alberti et Pedro Jiménez Torreblanca, les scissions « pro-soviétiques », conséquence de la condamnation par le PCE de l'invasion de la Tchécoslovaquie, auront une plus grande répercussion. Bien que le PCOE ne cessa jamais d'être un groupe réduit, manquant de cadres syndicaux de renom, il n'en sera pas de même avec le PCE (VIII-IX Congrès), qui compte aux Asturies le dirigeant communiste vétérinaire Higinio Canga, et qui parvient à entraîner dans la scission des groupes ouvriers d'une certaine importance dans le Nalon et à Gijón. Des syndicalistes connus rejoignent ses rangs tels J. Luis Fanjul Sion, de **Duro-Felguera** à Langreo, et Pedro Sanjurjo, très actif durant un temps dans la coordination de Gijón. Toutefois, son importance numérique ne correspond pas à un poids syndical comparable. Avec une activité confinée dans les entreprises où leur présence existe, ils semblent manquer d'une stratégie définie aux niveaux supérieurs, où ils tendent à reproduire les schémas du PCE malgré l'hostilité régnant entre les deux organisations. Ils se maintiendront en général en marge des divers processus de formation des courants critiques, qu'ils se limitent à rejoindre dans les votes et dans l'élaboration de listes de candidatures aux congrès. Enfin, l'Opposition de Gauche (OPI), apparue plus tardivement et réunie autour du dirigeant universitaire José Manuel Alvarez Pravia, compte des effectifs très faibles dans le mouvement ouvrier. Devenue le PCTA aux débuts de la Transition Démocratique, ses principaux cadres syndicaux se trouvent à

Oviedo (Julio Irazabal Juez, José Ramon Tejon), dans des secteurs non industriels. Partisans de la forme de mouvement socio-politique des CC.OO, ils rallieront tardivement les réunions du Courant de Gauche, dans lequel ils ne parviendront pas à s'intégrer pleinement.

La première moitié des années 70 verra l'apparition d'une série de partis nouvellement créés, ne provenant pas du PCE et appartenant à des branches hétérodoxes du communisme (maoïsme, trotskisme). A la différence des groupes provenant du tronc commun du PCE, caractérisés par leur pénurie théorique –mis à part le PCT-, ils partagent une intense préoccupation pour les aspects idéologiques, dont la discussion absorbe une bonne part de leur activité. En général il s'agit d'organisations dont les militants sont caractérisés par leur jeunesse et par l'importance de la composante étudiante et de travailleurs non manuels. Leur implantation dans les secteurs traditionnels du mouvement ouvrier constitue l'un des principaux défis auxquels ils ont à faire face, avec des résultats très inégaux. De ces formations naîtront, autour des débats menés en 1976 sur l'unité syndicale et la transformation des CC.OO en organisation, divers courants critiques qui se retrouvent dans leur opposition à la ligne majoritaire soutenue par le PCE.

C'est au PTE et à l'ORT que revient l'initiative d'élaborer une tendance critique qui semble déjà définie lors des débats abordés à l'Assemblée de Barcelone (juillet 1976). Leurs divergences avec la ligne majoritaire renvoie, en premier lieu, à la question de l'unité syndicale. A ce propos, les deux partis partagent l'idée de passer immédiatement à l'organisation d'une grande centrale syndicale, de façon que tout refus de l'intégrer soit sanctionné par la marginalisation. C'est pourquoi il s'agirait d'entreprendre, par des assemblées, la constitution d'organismes unitaires à tous les niveaux, pour anticiper le développement d'autres options. La présence du Courant Minoritaire, cependant, sera de courte durée au sein des CC.OO. En novembre de la même année l'ORT et le PTE ont déjà consommé une scission qui conduira à son tour à la division par la création de deux nouvelles centrales : le Syndicat Unitaire (SU), lié à l'ORT, et la Confédération des Syndicats Unitaires de Travailleurs (CSUT), attaché au PTE. La primauté des intérêts de partis apparaît particulièrement claire dans une initiative prétendument unitaire qui débouche finalement sur le fractionnement en deux nouvelles organisations. Le développement ultérieur des deux syndicats s'avèrera, en général, très limité, demeurant étroitement lié à l'implantation initiale des partis respectifs jusqu'à leur extinction, après que leur unification manquée ait fini par les conduire à leur disparition.

Aux Asturies, les répercussions de la scission affectent dans une moindre mesure les CC.OO, comme le montre la faiblesse des résultats obtenus par le SU et la CSUT aux élections syndicales qui ont lieu au début de 1978. Les effectifs qu'ils ont réussis à entraîner dans leur sillage correspondent strictement aux forces de l'ORT et du PTE, preuve d'une capacité minimale de rayonnement. C'est à peine si le PTE, réapparu tardivement sans suite avec le groupe prédécesseur du PCE (international) au début des années 70, parvient à pénétrer dans quelques entreprises métallurgiques de Gijón. L'incidence de l'ORT s'avère supérieure. Manquant de lien avec une AST née des Avant-Gardes Ouvrières, qui aux Asturies n'est jamais parvenue à exister, le parti sera créé, après le début des années 70, à partir d'un noyau constitué dans le Nalon autour de Francisco Roza Pontigo, son dirigeant politique et syndical le

plus connu. Sa présence s'étendra par la suite à Avilés, restant très faible à Gijon.

Des diverses organisations de la gauche radicale qui acquièrent une présence dans la première moitié des années 70, les trotskistes de la LCR sont les premiers qui parviennent à s'implanter dans le mouvement ouvrier asturien. Certains de ses militants ayant accédé aux réunions de la Coordination Locale de Gijon, en resteront par la suite exclus, tandis qu'ils connaissent, en 1973, une scission qui divise leurs forces pratiquement par deux. La majorité des cadres ouvriers opteront pour la Ligue Communiste (LC). Par contre, la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR-ETA VI Assemblée) sera à prédominance étudiante et salariés non manuels. Aux alentours de 1976, la LC, partisan de la construction d'un syndicat de type traditionnel, mais méfiante à l'égard de l'hégémonie du PCE, prendra la décision d'abandonner les CC.OO et de rejoindre l'UGT. Ainsi, renvoie-t-elle la question de l'unité syndicale après la conquête de la liberté, alors qu'elle exprime la crainte que les CC.OO puissent imposer un syndicat unique par la prise du Syndicat Vertical. Un groupe de militants, peu nombreux mais actifs et expérimentés, parmi lesquels il s'en trouve qui appartiennent aux chantiers naval de Gijon (Oscar Tuno, J.A Barrientos, José Rodriguez) vont aller grossir les rangs, jusqu'alors maigres, de l'UGT. De leur côté, les membres de la LCR-ETA VI demeurent aux CC.OO, où ils soutiennent toute impulsion de caractère unitaire, de quelque instance que ce soit, la démarche des assemblées et la construction d'un syndicalisme ouvert, sans programme préétabli, apte pour cela de rassembler toutes les tendances du mouvement ouvrier. Avec le MC, le Courant Unitaire va progresser. Ses bases les plus importantes dans le champ syndical se trouvent à Gijon et au Nalon, où ils comptent des cadres connus du Textile (Ana Garcia Carpintero) et de la Métallurgie (Juan Pedron, Javier Garcia Cellino). La réunification de la LC et de la LCR, qui aboutit en 1978, n'aura pas pour conséquence un regroupement des effectifs syndicaux du parti, dispersés dans diverses organisations : CC.OO, UGT, USO, SUATEA et y compris CNT dans quelques cas isolés.

Parmi les partis d'orientation maoïste, le MC va acquérir la meilleure implantation sur le terrain syndical. Bien que relativement tardivement, il parviendra en 1976 à être représenté dans les coordinations d'Avilés (Pedro Gimenez et Carmelo Alonso), de Gijon (Claudio Herмосilla), de la Mine (Javier Carnicero), et de la Métallurgie (à nouveau C. Herмосilla), ainsi qu'au Secrétariat de la Coordination Régionale (Carlos Ponte). Sa présence est remarquée dans la Santé, jusque dans le Textile de Gijon, la Mine du Caudal et de Cangas del Narcea, la commission de ENSIDESA-Avilés et la Construction où il grandit au feu de la grève de 1977, même s'il ne parvient pas à se consolider par la suite. Partisan de la formule du mouvement socio-politique, après l'Assemblée de Barcelone il acceptera l'ouverture du processus d'affiliation, contestant cependant, la façon dont il est mené à terme : décidé « par en haut » sans débat préalable à la base, et accompagné d'une structuration en centrale syndicale qui transforme les coordinations en organismes stables, et concentre les décisions au sein d'un groupe réduit de dirigeants. Les critiques s'étendent à ce qu'ils considèrent être des attitudes bureaucratiques et à la restriction des droits des minorités. Selon lui, l'alternative passerait par un renforcement des coordinations et la promotion de formes de représentation unitaire des travailleurs, y compris les non-syndiqués,

sur la base d'assemblées avec élection des délégués. Lorsqu'arrive le Premier Congrès Régional, le MC (qui soutient avec la LCR le Courant unitaire) y défendra des positions relatives à l'incompatibilité des mandats syndicaux et politiques, à la prééminence des décisions prises en assemblée de travailleurs et à la souveraineté des organismes régionaux dans le syndicat.

Au delà des processus de congrès et de campagnes concrètes comme celle menée contre les Accords de la Moncloa, l'activité du Courant Unitaire aux Asturies restera limitée pour l'essentiel à des discussions et des communiqués publics, sans parvenir à se structurer à la base. Son principal moyen d'expression résidera dans la presse des partis et les différences entre les organisations qui le soutiennent ne pourront être dépassées, de sorte que l'existence même du courant se dilue à leur profit. Durant les années 1977 et 1978 la gestation du courant de Gauche, qui constitue une coalition autrement plus large, donnera lieu à une période transitoire où, dans une certaine confusion terminologique, les deux se superposent. Finalement, l'Unitaire demeurera fondu dans le Courant de Gauche, à mesure que celui-ci va se consolider.

Bien que majoritairement composée d'étudiants et de professionnels, l'OCE (BR) est parvenue à gagner également une certaine présence dans les milieux ouvriers gijonais, où elle compte quelques cadres très actifs (Mauro Cuesta, Emilio Martinez Morala, Alonso Gallardo). Son action s'oriente, autour de 1976-77, vers la constitution d'une « Tendance de Classe » qui se fixe pour objectifs d'impulser la combativité des masses et les formes de démocratie directe telles qu'assemblées et délégués. Très vite, cependant, ce parti réalisera une autocritique sur le fonctionnement effectif de ce courant, qui ne parvient pas à se développer comme tel. Les amendements présentés au 1^{er} Congrès Régional constituent la plus notable publication du Courant de Classe durant sa courte existence aux Asturies. Dans son évolution ultérieure, et malgré sa participation au Courant de Gauche jusqu'à la scission de ce dernier, le tournant modéré opéré en 1979 conduira l'OCE (BR) à des positions très proches de celles du PCE.

Hormis la pléiade de partis qui agissent au sein des CC.OO des Asturies dans les années de la Transition, la période finale de la dictature a connu le développement d'un important groupe de cadres syndicaux sans appartenance politique, habituellement qualifiés (improprement) d'« indépendants ». Le non-engagement dans un parti n'implique nullement une absence de positionnement idéologique. Au contraire, bon nombre de ces militants, qui soutiennent des positions critiques par rapport à l'orientation marquée par le PCE, participeront activement aux débats ouverts en 1976, dans lesquels ils parviendront à tenir une place notable. Parmi eux on distingue le rôle joué par le Groupe Asturies, un forum de débat et de réflexion théorique, dans les rangs duquel figurent une centaine de syndicalistes et militants de l'opposition. Le prestige d'une bonne part de ses membres confère au groupe une importance bien supérieure à celle de ses effectifs numériques. Né en 1972 à l'initiative de José Perez Miranda « Pichi » (ex militant du PCE m-l), José Antonio Garcia Casal « Piti » (ex militant du FLP) et Francisco F. Corte « ex dirigeant de l'USO », il intègre dans un premier temps des syndicalistes expérimentés issus de la récente fracture de l'USO asturienne (Humberto Vallina, Heriberto Coto, Juan José Garcia...). C'est dans un deuxième temps que se produira l'entrée de nouveaux membres regroupés autour de Luis Felipe Capellin, parmi

lesquels figurent des éléments très actifs comme Ignacio Villa. Dans sa configuration définitive, le Groupe Asturies comptera des ouvriers et des techniciens syndicalement très expérimentés, ainsi qu'une composante universitaire et intellectuelle tel l'économiste José M. Agüera. C'est Gijon qui constitue son principal ancrage, avec un noyau plus réduit dans le Nalon, et des appuis isolés à Oviedo et Avilés

Syndicalement, le travail du Groupe Asturies se développe entièrement au sein des CC.OO. Il partage avec les partis minoritaires sa défiance à l'égard de l'hégémonie du PCE, bien que sa situation d'« indépendance » semble favoriser une attitude moins sectaire des deux côtés. Il consacrera ses efforts à la défense du statut de mouvement socio-politique dans le débat autour de la transformation des CC.OO en organisation syndicale, débat dans lequel il joue un rôle considérable. D'autre part, il s'agit d'un épisode qui redynamise l'activité du Groupe avant sa disparition définitive en 1977. Désormais ses membres demeureront aux CC.OO sans abandonner leur qualité d'« indépendants », les cas d'adhésion à un parti politique demeurant très exceptionnels de leur part. En général, ils maintiendront des positions critiques au sein du syndicat, grossissant, pour une partie d'entre eux, les rangs du Courant de Gauche. En dehors du Groupe Asturies, la figure de Juan Manuel Martínez Morala émerge parmi les « indépendants ». Récemment entré aux CC.OO, son autorité s'affirmera très rapidement dans la commission ouvrière combattive du Dique y Talleron de **Duro-Felguera** à Gijon, pour s'étendre par la suite aux chantiers navals et aux petites entreprises de la Métallurgie.

Entre 1975 et 1977, l'intense conflictualité sociale et les formes de luttes et d'organisation qui l'accompagnent, avec de grandes mobilisations de masse et de vastes processus d'assemblées, permettent à ces groupes minoritaires, récents dans le mouvement ouvrier, d'exercer un rôle dépassant largement celui qui correspondrait à leur présence en terme quantitatif. A partir d'une activité militante frénétique, les multiples opportunités d'accès à des rassemblements de masse leur ouvre fréquemment la possibilité de provoquer le débordement du PCE, dont la tactique de modération lui rend difficile le contrôle d'une dynamique extrêmement fluide. Dans ce contexte, l'implantation au sens strict perd de son importance devant le critère plus décisif de la capacité d'influence. Structuration du syndicat et reflux de la conflictualité, canalisée de surcroît dans des formes plus contrôlées, impliquent une rupture avec la situation décrite, rendant difficile le travail des minorités critiques de tendance gauchiste. Cela semble se traduire dans l'essoufflement dont souffrent les courants d'inspiration partisane opérant aux CC.OO durant ces années.

Tant le Courant Unitaire que la Tendance de Classe ont rencontré une limite insurmontable à leur développement, avec les espaces respectifs d'implantation des partis qui les animent, sans parvenir à rompre leur identification à ces derniers. Leur présence s'est concrétisée essentiellement dans les interventions de congrès et dans la propagande. En marge des organes de direction, leur capacité à impulser à partir des lieux de travail une alternative à la ligne syndicale majoritaire s'avère très limitée. D'autre part, la clarté de leur position théorique semble s'évanouir dans la pratique, où ils tombent dans de fréquentes contradictions.

Divers facteurs viennent cependant introduire aux Asturies des traits originaux qui se traduiront par un processus différencié relativement à

l'évolution générale des minorités critiques au sein des CC.OO : la présence, déjà citée, d'un collectif de cadres « indépendants » reconnus, la crise précoce du PCE dans la région avec ses répercussions dans le domaine syndical, et (en relation étroite avec ces deux faits), la présence d'une tendance comme le Courant de Gauche, qui, solidement installé dans les organismes de direction de l'Union Locale (Comarcal) de Gijon, parvient à rassembler dans un front commun les nombreux groupes dissidents dispersés, englobant en son sein les courants préexistants. Par rapport à eux, le Courant de Gauche donne à son travail une orientation et un contenu sensiblement différents. Sa plus grande précarité théorique, qui lui vaudra d'être tributaire d'élaborations extérieures, sera compensée par une implantation notable sur les lieux de travail, lui permettant d'impulser une pratique différenciée. Le prestige de nombre de ses cadres ainsi que l'exercice de responsabilités de direction, favoriseront sa propre cohésion, garantie de son maintien comme courant.

De même qu'avec les autres courants critiques constitués aux CC.OO pendant les premières phases de la Transition, le contenu des débats qui donnent naissance au Courant de Gauche est centré sur l'analyse de la situation politique et du rôle de la classe ouvrière dans ce contexte, d'une part, et sur la question des formes d'organisation, d'autre part. Pour une série de groupes dissidents liés essentiellement par leur opposition commune à la ligne imprimée par le PCE, mais qui se trouvent, jusque là, dispersés et sans aucune communication entre eux, les assemblées régionales de juin et juillet 1976 procurent la première opportunité de prise de contact, et de découverte de leurs points communs. A la veille de la légalisation, les premiers congrès confirmeront ces convergences, mettant en évidence la nécessité d'une coordination préalable, qui jusqu'alors n'existe pas. Dès lors, dans les procédures de congrès, la préparation de contributions et d'amendements alternatifs, ainsi que l'élaboration de listes de candidatures communes révéleront les intentions de structurer un courant organisé. En dehors des périodes de congrès, seules les campagnes déployées contre les Accords de la Moncloa resserreront les liens d'un front critique qui demeure très hétérogène et où, plutôt que la volonté d'harmoniser les positions, dominent les tendances à donner la priorité au travail partisan et à favoriser l'isolement des noyaux locaux. L'accès à la direction de l'Union Comarcal et du Syndicat de la Métallurgie de Gijon amènera, de ce point de vue, une meilleure cohésion à l'activité du Courant dans cette localité où se concentre le gros de ses effectifs. Par la suite, la solidité acquise à Gijon contrastera avec la faiblesse des contacts maintenus au niveau régional.

La diffusion à Gijon d'un tract signé par le Courant de la Gauche, en 1977, peut être considérée comme la première parution publique utilisant cette dénomination. La constitution effective du courant constitue cependant un processus relativement complexe et étalé dans le temps. Bien que les convergences entre une bonne partie de ceux qui doivent en être les composantes aient commencé à se profiler l'année précédente, les tentatives de coordination des divers groupes qui rejoignent la dissidence aux CC.OO des Asturies correspondent dans un premier temps à quelques uns des partis politiques qui opèrent en son sein et tentent de se regrouper à travers le Courant Unitaire. A Oviedo durant le premier semestre de 1977 a lieu, dans ce but, une réunion avec la participation du MCA, de la LCR, du PCTA et des indépendants. La rencontre va mettre en évidence l'existence de divergences :

alors que pour le MCA la priorité semble être la préparation du congrès et la réplique à y faire au PCE, la LCR et les indépendants, pour leur part, proposent de privilégier la création de fronts de lutte permettant d'éviter d'être absorbés par le travail dans les coordinations.

Tout au long de 1977, tant les tentatives de coordination qui suivirent les premiers congrès que le rapprochement provoqué par l'opposition commune aux Accords de la Moncloa, cèderont le pas à une tendance à la désagrégation. Quand en 1978 a lieu une nouvelle tentative de regrouper les forces des minorités critiques, le Courant aura acquis une physionomie et une dynamique nouvelles relativement aux expériences précédentes. D'une part, l'initiative est passée de façon définitive aux mains des « indépendants », reléguant les partis au second plan. D'autre part la coalition s'est élargie, en intégrant un collectif de syndicalistes gijonais issus des rangs du PCE mais gagnés à la dissidence à la suite de sa 3^{ème} Conférence Régionale. Rassemblés autour de la figure de Luis Redondo, leur évolution s'avèrera décisive dans le changement du rapport de force qui donnera au Courant de Gauche le contrôle des organismes de direction de l'Union Comarcal de Gijon, ce qui représente un facteur clé de sa consolidation.

Du groupe nombreux des « indépendants » présent à Gijon partira la proposition de réunions préparatoires au 2^{ème} Congrès Régional, à laquelle répondent la LCR, le MCA, l'OCE (BR) et le PCTA. La liste de candidatures minoritaire présentée finalement au congrès inclut des membres de ces organisations, avec des militants du PCE (VIII-IX C.), des dissidents du PCTA (Luis Redondo, José Troteaga...) ainsi que des figures non membres du Courant comme José Antonio G. Casal « Piti » ou Francisco F. Corte. L'obtention d'un tiers des votes reflètera le soutien atteint par les positions critiques au sein des CC.OO des Asturies, niveau qui demeure inchangé jusqu'à la scission de 1981. Le Courant de Gauche a acquis, à la suite du 2^{ème} Congrès, une force qui lui faisait défaut auparavant, même si l'objectif de sa coordination au niveau régional ne sera jamais atteint. A Gijon, son plus solide bastion, la préparation des congrès local (comarcal) et de la Métallurgie d'octobre 1978 donnera lieu à un renforcement des contacts, encouragés par les possibilités qu'offre le contrôle des deux organismes. Les réunions, comme l'élaboration de textes et la construction de listes de candidatures découlent de l'impulsion du groupe des « indépendants », lesquels, avec les dissidents du PCA, constituent sans doute le secteur le plus représentatif et le mieux implanté sur les lieux de travail. Leur initiative est soutenue par une décision de l'OCE (BR), alors que le MCA et la LCR semblent moins engagés, que l'OIC joue un rôle subsidiaire étant donnée sa faiblesse et que le PCTA et le PCE (VIII-IX C.) demeurent relativement à l'écart. Dans les deux congrès le Courant de Gauche parvient à imposer ses thèses, faisant approuver une appréciation négative des accords de la Moncloa et des propositions critiques en matière d'organisation et d'action syndicale.

Les processus successifs des congrès de 1978 ont favorisé à Gijon la consolidation du Courant de Gauche, dont le développement connaît un saut qualitatif, même si subsistent les problèmes de coordination avec les autres foyers de dissidence dans la région. Son accession à la direction d'une union comarcal et la solide base dont il dispose sur les lieux de travail lui permettront de dépasser la fonction de « conscience critique » à laquelle s'étaient vus

réduits les courants minoritaires, se situant en position d'impulser une pratique différente.

Face au conglomérat hétérogène des groupes composant la dissidence au sein des CC.OO des Asturies, la ligne majoritaire s'identifie à une seule formation politique, le PCE, soutenue seulement par des sympathisants non adhérents. Jusqu'au milieu des années 70 l'hégémonie du PCE est restée pratiquement indiscutée. Indépendamment de la rigidité qu'il avait imposée dans l'accès aux coordinations existantes, le contrôle strict qu'il exerce sur elles ne fait que refléter son implantation dans le mouvement ouvrier et la faiblesse de tous les autres groupes. A la fin de la dictature, cependant, la présence croissante d'autres forces ne manquera pas de susciter des tensions à l'intérieur même du parti, où se manifestent des résistances à l'heure de saisir cette réalité nouvelle. La souplesse avec laquelle se résout cette question aux débuts de la Transition, en intégrant des membres des tendances minoritaires dans les coordinations et les secrétariats, cèdera le pas à une évolution à partir du 1^{er} Congrès Régional où le resserrement des rangs va dominer.

Dans la stratégie adoptée par le PCE durant la Transition Démocratique, les CC.OO jouent un rôle fondamental. Sa capacité d'impulser et de contrôler les mouvements de masse, et plus spécialement le mouvement ouvrier, constitue le principal argument du parti au moment d'imposer sa présence sur la scène politique qui doit succéder à la dictature. A cet égard les CC.OO deviennent un élément clé. Leur structuration en syndicat selon le modèle finalement adopté s'inscrit dans les nécessités découlant de cette stratégie. Hormis l'analyse faite de la réalité sociale et politique, le passage à une organisation hiérarchisée et centralisée, de même que les précautions introduites face à la pratique des assemblées, répondent aux intérêts du PCE dans ses efforts pour contrôler les CC.OO. En conséquence, soumis à un interventionnisme permanent, le syndicat sera l'objet d'une subordination aux objectifs politiques fixés par le parti. Cette situation s'accroît, si tant est que cela soit possible, aux Asturies où, caractérisés traditionnellement par une étroite imbrication du militantisme syndical et politique avec une forte prépondérance du PCE, les bassins miniers renforcent cette tendance.

Le contrôle exercé par le PCE sur les CC.OO se manifestera tant par l'adoption d'un modèle organisationnel déterminé et la présence majoritaire de ses militants dans les organismes de direction, que par la définition d'une stratégie syndicale et la pratique quotidienne qui en découle. Systématiquement, les congrès des CC.OO donnent lieu à des réunions préalables des membres syndiqués du PCE où sont décidées les listes de candidatures et avalisées les positions qui y seront défendues. De la même manière, les conflits les plus importants ou des décisions déterminées de portée particulière sont traités dans des réunions de ce type. Durant les premières années de la Transition, la présence de dirigeants politiques y sera fréquente, alors que par la suite elles auront tendance à être présidées seulement par le responsable du secteur Mouvement Ouvrier du parti. Se superposant pour une part avec les sections syndicales des CC.OO, l'existence de groupements du PCE dans la majorité des puits de mines et dans diverses usines renforcera les interférences au sein même des lieux de travail. Les campagnes menées pour la défense des Pactes de la Moncloa et de la Constitution, ou contre le terrorisme, sont accompagnées d'assemblées dont

l'organisation peut apparaître pour le moins confuse aux yeux des travailleurs présents. La Transition inaugure dans les conflits du travail une habitude d'intervention du PCE, contraire à ce qui avait été la règle tout au long de la dictature. D'abord la crainte de se voir exclus du processus qui doit accoucher du nouveau régime, et les risques de déstabilisation de la démocratie par la suite, justifieront aux yeux de la direction communiste ses efforts répétés pour contenir la dynamique revendicative et modérer les conflits. La politique d'accords et de consensus constitue le cadre dans lequel s'inscrit cette pratique, qui assigne au mouvement de masse un rôle de subordination face à la prédominance des accords entre les élites, et du travail dans les institutions. Suivant une ligne inaugurée avec la démobilisation de l'extraordinaire mouvement de grève de janvier 1976 à Madrid, le PCE recourra de façon réitérée à son ascendant sur les CC.OO pour éviter les débordements et freiner toute tentative de radicalisation. Aux Asturies, cette intervention sera particulièrement manifeste dans les grèves de la Construction et des Transports de 1977 ou dans le conflit des **Mines de Figaredo**, au moment de la séquestration du patron, mais il s'agit d'une préoccupation permanente dans le comportement de ses dirigeants syndicaux.

Par ailleurs, les problèmes internes du syndicat font également l'objet d'un traitement dans le parti. La relation étroite existant entre les deux organisations rend inévitable le transfert des conflits de l'une à l'autre. C'est ce qui se passera, par exemple, avec la crise que traverse l'Union Locale (Comarcal) de Gijon en 1978. L'accession de Luis Redondo – toujours militant du PCE, mais dissident – amène les dirigeants locaux du PCA à offrir leur appui à un candidat alternatif : l'« indépendant » Luis Felipe Capellin, qui déclinera la proposition. Il s'agit là d'une des multiples répercussions de la crise du communisme asturien sur le terrain syndical, crise déclenchée à la 3^{ème} Conférence Régionale (Perlora, mars 1978). L'affaiblissement du PCA se traduit au plan syndical par la perte d'un groupe qualifié de cadres ouvriers, essentiellement de Gijon, et par l'abandon de leur activité syndicale par une partie des autres, appelés à prendre des responsabilités politiques pour tenter de suppléer les départs. Jusqu'alors secrétaire général des CC.OO des Asturies, le passage de Gerardo Iglesias au poste de secrétaire général du PCA ne constitue que l'indice majeur d'un courant plus vaste qui dégarnit le front du mouvement ouvrier, spécialement à Gijon. Avec ce transfert se confirme pour des années une tendance du PCA à alimenter sa direction à l'aide de cadres provenant du syndicat. Particulièrement accusé aux Asturies, ce phénomène, qui se produira rarement en sens contraire avec le retour de responsables politiques à des tâches syndicales, représentera pour les CC.OO une saignée permanente.

LE DIFFICILE PROCESSUS DE STRUCTURATION INTERNE

Les mois qui précèdent les élections générales du 15 juin 1977 se déroulent dans un climat hyper actif, dû non seulement au niveau élevé des luttes développées aux Asturies mais également aux efforts renouvelés pour accélérer la structuration organisationnelle du syndicat. Quand l'accèsion à la légalité est acquise (le 28 avril), les unions et les branches les plus importantes ont déjà été constituées et l'affiliation atteint 20 000 adhérents. Le 1^{er} Congrès Régional vient d'avoir lieu, après que se soient tenus les congrès locaux (comarcales) de Gijon, Oviedo, Caudal et Nalon, ainsi que les congrès régionaux de la Construction, de la Métallurgie et des Mines.

Les premiers pas dans l'adaptation à la situation mouvante issue de la crise finale de la dictature, remontent aux débuts de 1976, avec le remaniement du Secrétariat d'une Coordination Régionale qui a connu une croissance rapide, pour devenir un organisme considérablement élargi et représentatif. Tout au long de l'année et de manière toujours plus publique, ce Secrétariat s'érige en direction effective des CC.OO des Asturies. Le renforcement des instances de coordination et de direction fait également partie des objectifs qui président à la célébration de la 1^{ère} Assemblée Régionale, qui a lieu le 18 juillet. La préparation déficiente quant à la distribution préalable des textes et l'apparition de fortes tensions dans le cours des débats, empêcheront cependant, tant l'approbation des rapports que le renouvellement du Secrétariat, qui se retrouve ainsi ajourné. Avec la participation d'environ 700 militants, l'assemblée aborde la discussion de rapports sur la situation politique, économique et sociale, les tâches organisationnelles et l'unité syndicale, ainsi que sur les problèmes de diverses branches. L'analyse de la réalité régionale fera des CC.OO une des premières forces –la première, sans doute, dans le champ syndical- à assumer des revendications régionalistes jusqu'alors inédites dans le mouvement ouvrier asturien. Partant de la responsabilité du centralisme dans le recul subi durant les dernières années, on lie la solution des problèmes socio-économiques à la rupture politique comme voie pour entreprendre « un processus d'autonomie régionale, dans le cadre d'un état démocratique où les citoyens peuvent prendre en main la question politique et économique de leur région. » Au regard de la structure sociale particulière des Asturies, avec son fort taux de prolétarisation, et privée d'une bourgeoisie dotée d'un minimum de dynamisme, ce régionalisme ne peut avoir qu'une définition de classe, puisque « le contrôle démocratique ne peut être exercé que par la classe ouvrière. »

Les tensions du mois de juillet dans les assemblées de Roces et Oviedo ne sont que le reflet de celles qui existent au niveau national, telles qu'elles ont été mises en évidence au même moment à l'Assemblée de Barcelone. Le débat sur la transformation du mouvement socio politique en organisation et la question de l'unité syndicale polarisent une divergence qui débouchera quelques mois plus tard, au début du processus d'affiliation, sur la scission du « Corriente Minoritaria » (Courant Minoritaire), rejoint par des militants de l'ORT et du PTE. Aux Asturies, l'incidence de cette rupture demeure très limitée, en raison de la faiblesse de l'implantation des deux partis.

La construction de la prétendue centrale syndicale unitaire par les scissionnistes restera limitée aux domaines d'influence des deux partis. Fortement médiatisé par les stratégies respectives des partis, le processus débouche sur une nouvelle rupture, au bout de quelques mois, donnant lieu à la création du Sindicato Unitario (SU, syndicat unitaire) par une partie de l'ORT, et la Confederacion de Sindicatos Unitarios de Trabajadores (CSUT, Confédération des Syndicats Unitaires des Travailleurs) par le PTE. Aux CC.OO la réaction consistera à tenter d'isoler quelques organisations clairement minoritaires, lesquelles luttent pour gagner leur présence avec quelques opportunités dans des conflits aux dynamiques d'assemblée comme la « Huelgona » (La Grande Grève) de la Construction. La faiblesse des résultats obtenus aux élections de 1978 et la tendance à remplacer la pratique des assemblées par une représentation basée sur les implantations syndicales provoqueront leur marginalisation définitive. Leurs limites et l'existence de tensions internes en conduiront certaines, dans quelques cas, à réintégrer les CC.OO comme cela se produit au début de 1978 avec un groupe du Syndicat des Métaux de la CSUT de Gijón.

Une fois l'affiliation engagée fin novembre 1976, celle-ci avancera rapidement, étendant l'influence du syndicat de façon spectaculaire. Au bout de deux mois, les CC.OO comptent 6 000 syndiqués aux Asturies, et pour la célébration du 1^{er} Congrès Régional en avril 1977, toujours dans l'illégalité, ils ont atteint les 20 000. A la fin de l'été les 45 000 adhérents sont dépassés, et avant de terminer l'année, on atteint le chiffre de 70 000. La vertigineuse croissance de la syndicalisation déborde vite la précaire structure organisationnelle existante. Mis à part les Mines et la Métallurgie, qui concentrent 60% des adhésions et qui avaient déjà commencé à s'organiser, les autres branches se trouvent en phase de constitution. De plus, il manque aux CC.OO un modèle préalable sur lequel édifier un syndicat, et l'expérience de ses cadres de direction correspond exclusivement à un fonctionnement dans les conditions de la clandestinité, ce qui représente une difficulté supplémentaire. La division en branches est réalisée pour l'essentiel sur le schéma de feu le Syndicat Vertical, multipliant inutilement leur nombre. Dans la majorité des cas ce sont les unions territoriales qui devront pallier leurs insuffisances.

L'encadrement et la prise en compte des travailleurs qui accourent en masse au syndicat pour y chercher des solutions à un tas de revendications insatisfaites, montrent les carences qu'on tente de suppléer par l'effort militant. L'ouverture de locaux, l'équipement de quelques services juridiques, l'appel à des fonctionnaires, l'apparition des premiers « détachés » à temps complet au syndicalisme... constituent des pas effectués dans une improvisation considérable, comme des mesures imposées par une réalité en évolution extrêmement rapide. A l'origine, les nécessités administratives elles-mêmes apparaissent aux yeux de beaucoup comme un excès de bureaucratie.

Caractérisés par une activité ouverte en rupture avec les restrictions de la clandestinité, les mois qui précèdent l'accès à la légalité connaissent la tenue d'assemblées de congrès où ont lieu la constitution formelle de diverses branches et « unions comarcales » (locales). A un fonctionnement basé sur des coordinations de taille et de stabilité variables et au sein desquelles peuvent exister des secrétariats plus restreints, on en vient à substituer des

organismes de direction élus dans ces congrès constitutifs, ce qui induit une modification des méthodes de travail.

Les 23 et 24 avril 1977 a lieu dans les locaux de la Maison Syndicale à Gijon, avec la participation de plus de 300 délégués, le 1^{er} Congrès des CC.OO des Asturies, qui doit affronter comme premières tâches celles de l'organisation et du programme. Derrière l'ouverture assurée par J. Celestino Gonzalez « Tino el del Alto », le rapport socio politique présenté par Girardo Iglesias est centré sur la conjoncture politique et les objectifs de démocratisation, et aborde également les questions de l'unité syndicale et de la crise économique. L'axe des débats s'enracinera dans la discussion du Document d'Organisation – consacré à justifier la transformation en syndicat et la structure adoptée – ainsi que du Projet de Statuts. Dans ces derniers se trouvent rassemblés la définition et les objectifs du syndicat, la stratégie face à l'unité, le caractère autonome et les bases de fonctionnement démocratique de l'organisation. A ce sujet, on souligne le lien existant entre les décisions prises par les assemblées et la garantie d'expression et de participation des adhérents, y compris le droit de manifester publiquement des désaccords, le droit de présenter des candidatures réunissant un soutien de 5% minimum et la représentation proportionnelle. Sont au contraire repoussés les amendements présentés par des secteurs minoritaires et dans lesquels il est proposé que le non respect des décisions de l'assemblée devienne une cause d'exclusion, l'incompatibilité des mandats syndicaux et politiques, le caractère souverain des organismes régionaux ou des communautés autonomes dotés de statuts propres, la tenue d'un nouveau congrès régional à la suite du confédéral afin de permettre la participation des adhérents arrivés après l'accès à la légalité, et le droit pour les minorités de se constituer en courants organisés.

Le congrès dote les CC.OO des Asturies d'un vaste programme revendicatif abordant les questions du travail, salariales, syndicales, sociales, économiques, socio politiques...contenant, de surcroît, une alternative à la situation régionale incluant la demande d'un statut d'autonomie permettant d'intégrer des compétences relatives à la planification économique. Dans ce cadre, et pour leur caractère politique, des propositions sont repoussées, en provenance de groupes plus radicaux, car débordant les contenus propres à un programme syndical: gouvernement provisoire, préparation des conditions pour la grève générale politique, dissolution des forces répressives...Enfin, il est procédé à l'élection du secrétaire général, avec comme unique candidat Gerardo Iglesias –qui obtient 285 votes favorables, avec 30 abstentions et pas de voix contre – et à celle de 55 des 80 membres du Conseil, rassemblés sur une liste unitaire qui reçoit aussi un soutien largement majoritaire.

Les sessions du 1^{er} Congrès Régional se déroulèrent dans un climat de tension où apparurent les deux tendances qui se profilaient depuis les assemblées de juillet 1976. Face à la position majoritaire soutenue par le PCE, se trouve un collectif qui maintient des positions critiques, et d'où émerge l'activité déployée par les militants du MCA et quelques « indépendants » hors partis. Bien que les organes de direction issus du congrès procèdent d'un large accord sur l'élaboration des candidatures, l'hégémonie du PCE est indiscutable, malgré l'intégration au Secrétariat de trois représentants des minorités (Morala, « Piti » et C. Ponte). Les débats ne débouchent pas sur une synthèse et les heurts donnent même lieu à quelques démissions parmi lesquelles celle de Francisco F. Corte, qui renonce à ses responsabilités

syndicales, arguant de la mise en place d'un contrôle « de fer » par une partie du PCE, de la destruction des signes identitaires du mouvement socio politique et du syndicalisme de nouveau type proclamé, et exprimant son désaccord avec la forme dans laquelle a été abordée l'affiliation, entre autres raisons.

A la suite immédiate du 1^{er} Congrès Régional, vont se produire : la légalisation des centrales syndicales, la célébration du 1^{er} Mai avec le retour de la répression et la campagne pour les premières élections de la Transition, qui ont lieu le 15 juin. Aux Asturies, les votes donnent une victoire à la gauche, qui obtient 52% des suffrages, le PSOE obtenant une représentation parlementaire avec 38% et 4 sièges, ainsi que le PCE avec 10,4% et 1 siège. De façon générale, la campagne électorale absorbera l'attention de la majorité des dirigeants des CC.OO, impliqués dans une intense activité politique, ce qui, avec le niveau élevé de la conflictualité du moment, peut expliquer un certain retard dans l'application effective des lignes directrices approuvées par le congrès. La structuration d'unions et de branches avance avec lenteur et les méthodes de travail tardent à s'adapter aux nouvelles circonstances, conservant un fonctionnement propre aux coordinations. Dès le début se pose le problème de l'absentéisme dans les réunions des organismes à composition élargie. La formation syndicale des cadres montre de sévères carences. La prise en charge du raz de marée d'adhésions enregistrées révèle de considérables déficiences qui gênent non seulement la participation mais y compris l'information et le suivi syndical. Le contrôle de la collecte des cotisations est très irrégulier, avec un écart sensible entre le nombre d'adhérents et celui des cotisants réels.

Un an plus tard, les mêmes insuffisances perdurent auxquelles s'ajoute une détérioration de la situation financière, révélateur des difficultés posées par la construction du syndicat à partir d'une expérience basée sur une trajectoire de lutte mais méconnaissant les plus élémentaires notions de fonctionnement d'un appareil administratif et bureaucratique.

La victoire obtenue aux élections syndicales de janvier-février 1978, qui donnent un large avantage aux CC.OO, et permettent leur présence dans la majorité des comités d'entreprise, n'empêche pas la persistance de certaines faiblesses, notamment dans la consolidation des sections syndicales, le lien entre celles-ci et les structures territoriales et sectorielles, l'assise de syndicats de branche...

Après un temps de délai, au début de 1978 s'engage un processus généralisé d'élections syndicales qui a fini par faire l'objet d'un accord. Durant l'année 1977, dans les entreprises où la présence syndicale le permettait, le vide existant en matière de représentation avait été couvert au moyen de formules diverses, sans référence à des règles ni à un calendrier. Les CC.OO affrontent les élections de 1978 avec des thèmes basés sur la défense à la fois du comité d'entreprise comme unique représentant des travailleurs dans la négociation et l'action collective, et de l'assemblée comme organe souverain. Les critères relatifs aux candidatures reposent sur la présentation de listes unitaires chaque fois qu'un accord est possible avec d'autres syndicats, ou sur l'intégration de candidats indépendants, ainsi que la proposition d'un système de listes ouvertes et proportionnelles. Ce procédé est considéré comme le plus démocratique, dès lors qu'il permet la représentation des minorités et ne contraint pas à ne voter que pour des centrales.

Très instructive est à ce propos l'expérience alors récente de ENSIDESA – Avilés, où, après avoir opté pour une élection au système majoritaire, les CC.OO se retrouvent exclues du Comité d'Entreprise, battues par un écart minime de voix. Au regard de la différence de démarche avec l'UGT, il ne s'avéra pas possible de présenter des listes unitaires permettant aux travailleurs de voter pour des militants de plusieurs centrales. Les CC.OO optèrent pour des candidatures ouvertes, non bloquées, où l'élection n'est pas liée à l'ordre occupé sur la liste, mais au choix des travailleurs. Des cas se produiront, cependant, où la commission de base décidera de présenter des listes de candidatures fermées, comme ce sera le cas dans plusieurs puits de mine.

Dans un autre ordre d'idée, la position hégémonique du PCE au sein des CC.OO causera le transfert inévitable de ses problèmes internes dans le syndicat. Le 24 mars 1978 à Perlora se tient la 3^{ème} Conférence Régionale du PCE. Les tensions qui couvaient dans le parti depuis plusieurs années éclatent durant la séance d'ouverture, provoquant le départ de la salle d'un tiers des délégués. Des divergences politiques et idéologiques mêlées à des rivalités de personne au sein du Comité Régional déclencheront une crise qui se prolongera le reste de l'année. En gros, le secteur officiel qui en sort vainqueur s'appuie sur le militantisme ouvrier plus traditionnel, en particulier celui des bassins miniers, alors que les dissidents présentent une composition où dominent les couches salariées intermédiaires, travailleurs intellectuels et professionnels, dont les forces se situent essentiellement à Oviedo. L'exception viendrait de Gijon où une partie significative des éléments critiques appartient au mouvement ouvrier. La situation traversée par le PCA aura de fortes répercussions sur les CC.OO des Asturies. Même si la perte de cadres ouvriers s'avère limitée, les divergences politiques se verront inévitablement transférées dans le domaine syndical, engendrant des tensions, avec des conséquences considérables pour l'Union Locale (Comarcal) de Gijon, et dans une moindre mesure pour celle de Oviedo. En retour, les difficultés du Parti, qui perd un nombre important de militants, provoquent la réorientation vers des tâches politiques de certains militants syndicaux, réduisant ainsi directement leur présence dans le mouvement ouvrier.

Pour les CC.OO, la conséquence la plus immédiate de cette « crise de Perlora » est la démission du secrétaire régional, Gerardo Iglesias, qui s'en va occuper le poste de secrétaire général du PCA. De sorte que, le 12 avril 1978, le Conseil Régional procédera à l'élection d'un nouveau secrétaire général, charge qui va incomber à celui qui était jusqu'alors responsable du syndicat de la Métallurgie, Francisco Javier Suarez. Face à lui, qui obtient 29 voix, est présentée la candidature alternative de Luis Redondo, militant du PCA comme son prédécesseur, mais appartenant au secteur dissident, et qui obtient 19 voix. A son tour, le secrétariat régional de la Métallurgie sera occupé par José Maria Carballido, en remplacement de F. Javier Suarez.

A peine quelques semaines plus tard, les 27 et 28 mai, se tient le 2^{ème} Congrès Régional des CC.OO des Asturies, dont le principal objectif est de préparer le 1^{er} Congrès Confédéral. Son déroulement est marqué par la tension entre les courants majoritaire et minoritaire, aiguës par les carences organisationnelles et le manque de temps pour les interventions et la discussion des nombreux amendements déposés. La présence de deux secteurs qui s'affrontent clairement se manifeste de manière évidente,

marquant le temps des débats. Cependant les efforts déployés pour élaborer une liste de candidatures unitaire au Conseil vont aboutir, même si cela ne se reproduit pas pour le secrétariat général où se répètent les options entre F. Javier Suarez (qui est confirmé dans son mandat avec 292 voix), et Luis Redondo, appuyé par 167 voix.

En une année, entre le 1^{er} et le 2^{ème} congrès, l'Union Régionale va passer d'une structure organisée réduite à la zone centrale de la région et aux branches les plus fortes, à une structure comptant 12 unions comarcales et 24 syndicats régionaux, gardant ouverts 25 syndicats locaux. La création d'unions et l'ouverture de locaux atteint des zones aussi distinctes que Cerredo, Tormaleo, Salas ou Llanes, dans une politique d'expansion qui se révélera vite désordonnée et difficilement soutenable. Autour de 1979, une certaine rationalisation va s'imposer, même si la véritable restructuration n'est pas abordée avant 1983. Un rapport réalisé par le Secrétariat à l'Organisation en février 1979 distingue les syndicats qui ont des structures et un fonctionnement satisfaisants (Métaux, Mine, Construction et Pensionnés et Retraités), ceux qui présentent un niveau acceptable (Activités Diverses, Alimentation, Transports et Communications, Bois et Liège, Energie, Commerce, Hôtellerie, Textile et Chimie), et ceux qui restent caractérisés par une syndicalisation et une organisation faibles. Parmi les tâches les plus urgentes se posent la création des branches non encore constituées, la consolidation des sections syndicales, une meilleure fluidité dans la communication entre elles et le syndicat lui-même, la remise à plat de la politique du personnel et des locaux, l'élévation du nombre de cotisants et la remise en ordre des services juridiques et d'assistance.

TENSION SOCIALE ET STRATEGIES DE MODERATION

L'année 1977 s'ouvre, pour les CC.OO, par un événement tragique : la mort dans un accident d'automobile de l'un de ses dirigeants les plus prestigieux, Juan Muniz Zapico dit « Juanin », l'asturien du Procès des 1001. Les obsèques se transforment en une impressionnante manifestation de deuil, dont le caractère massif reflète l'énorme capacité de mobilisation acquise. Un mois de janvier spécialement tragique qui culmine quelques semaines plus tard avec le massacre d'un groupe d'avocats du travail liés aux CC.OO dans leur cabinet de la rue d'Atocha à Madrid. L'escalade de tension dans laquelle s'inscrit l'événement conduira les CC.OO à lancer un appel à la sérénité, évitant toute provocation au moment des mobilisations de protestation. Quelque 25 000 travailleurs asturiens répondront à l'appel, essentiellement au moyen d'assemblées et de débrayages d'une demi heure.

Si 1976 avait été une année de forte conflictualité, celle-ci atteint en 1977 des niveaux extraordinaires, en particulier dans la contrée (« comarca ») de Gijon, qui ne connaîtra pas un seul jour de travail normal tout au long des dix premiers mois. Durant le premier semestre, et parmi d'autres de moindre

importance, se produisent des grèves de longue durée à **Esmena** (56 jours), **La Camocha** (106 jours) et **Industrial Alonso** (plus de 5 mois), à côté d'autres plus courtes mais de grande intensité comme l'occupation d'un navire en construction (Lotila), par 168 travailleurs du secteur naval, et les deux grèves de **Duro-Felguera** pour la reconnaissance de la représentation élue en assemblée, et la négociation d'un accord dans lequel sont arrachées d'importantes conquêtes (amnistie au travail, retraite à 60 ans, forte hausse des salaires), et, par la suite, en solidarité avec les problèmes d'une filiale galicienne du groupe industriel (CENSA), question qui, trois ans plus tard, se reproduira avec une dureté accrue. En dehors du contexte de mobilisation permanente de Gijon, il faut souligner la solution du problème de **Hullasa**, à Teverga, dont l'exploitation se poursuivra après une lutte de plusieurs mois contre la menace de fermeture, ainsi que le dur conflit de **Perfrisa** à Langreo.

Mais la grève qui, par sa durée, son intensité et ses répercussions, marquera la région dans cette période, sera la « Huelgona » de la Construction (La Grande Grève), soutenue par la totalité des presque 30 000 travailleurs du secteur, entre les mois d'avril et juillet. Restée en marge des mouvements de grève qui, l'année précédente, avaient accompagné la négociation des accords dans de nombreuses provinces, la Construction surgit en 1977, déclenchant un conflit dans lequel dominant la forte dynamique des assemblées, la participation massive aux mobilisations, le haut degré des revendications et un climat de solidarité dans l'ensemble de la classe ouvrière asturienne.

Autant les centrales syndicales que l'organisation patronale du secteur se présentent à la veille de la grève dans une situation extrêmement précaire, ce qui probablement contribue à figer les positions respectives et à gêner la négociation, en raison de l'inexpérience des deux parties. Les CC.OO achèvent la constitution du syndicat de branche, alors que les organisations restantes sont encore plus faibles, affirmant leur présence précisément dans le feu de la gestation et du déroulement du conflit. De son côté, le patronat se trouve en voie de création et adopte une attitude intransigeante, avec un refus initial de négocier, puis une fermeté ultérieure dans ses positions qui obligera l'Administration à promulguer un « arbitrage d'exécution obligatoire ». Bien que source de tensions, le contenu de l'arbitrage reprendra une bonne partie des revendications des travailleurs, rendant effectifs l'exercice de droits jusqu'alors ignorés et reconnaissant les syndicats comme interlocuteurs, donnant lieu à un accord des plus favorables d'Espagne. De plus, la grève sera à l'origine d'une transformation radicale des relations de travail dans le secteur.

Le soutien social obtenu par les grévistes – des ouvriers qui avaient enduré des relations et des conditions de travail d'une dureté particulière – se traduit par une collecte de fond millionnaire destinée à la caisse de résistance, l'organisation d'une impressionnante manifestation de soutien avec des dizaines de milliers de personnes et la participation de quelque 30 000 travailleurs à une journée de lutte organisée à cet effet.

Le cours de la grève restera marqué par les divergences syndicales, initialement de l'UGT qui repousse la représentation élue par les assemblées (« Commission des Vingt »), et acceptée par tous les autres, et, plus tard, avec l'apparition de tensions internes aux CC.OO et de heurts entre la commission de négociation et les assemblées, dans lesquelles interviennent des membres de la CNT, de SU et de secteurs dissidents des CC.OO. La prolongation du conflit, sa radicalisation et la coïncidence avec la campagne électorale des

premières élections démocratiques, conditionneront fortement son cours. Pour une part, le gouverneur civil aura recours aux méthodes répressives traditionnelles, comme l'interdiction des assemblées, les mises en détention et les charges policières musclées, cependant que certaines forces politiques - spécialement le PCE - tentent de trouver une issue rapide, préoccupées par le climat de tension engendré et ses possibles répercussions destabilisatrices. L'intervention de la direction asturienne du PCE créera un grand malaise parmi ses propre cadres syndicaux aux CC.OO, lesquels se trouvent soumis à des pressions ouvertement contradictoires avec la réalité imposée par les assemblées et l'opinion clairement majoritaire de la base. Une première tentative de parvenir à la reprise du travail après acceptation de l'offre patronale se soldera par un désaveu de la « Commission des Vingt » par une partie des assemblées. A Oviedo, où le conflit prend des allures plus radicales, et où des membres de la Commission ont démissionné – il en reste 17 – le Syndicat Local de la Construction lui même émet des critiques publiques à l'encontre du Secrétariat Régional.

Après les élections générales, les Asturies connaîtront encore un climat social extrêmement tendu. La vallée du Nalon deux grèves générales ont lieu en soutien aux travailleurs de **Tornilleria del Nalon** (fabrique de vis), en lutte pour leurs postes de travail. Malgré les résistances de l' UGT, il s'agira d'appels unitaires soutenus par les CC.OO, UGT et CNT et qui rencontreront une réponse massive. De plus, en août, se déroulent deux grèves très dures. Pour la première fois dans l'hôtellerie s'engage un conflit marqué par le caractère expéditif des interventions policières, et une profusion de licenciements, alors que dans les transports routiers de marchandises, les revendications aussi contradictoires que celles des chefs de grandes entreprises, des petits patrons et des salariés se confondent dans une grève qui menace de bloquer l'activité économique de la Région, et où les piquets de grève agissent avec une violence particulière. La direction régionale des CC.OO s'efforcera sans grand succès de contrôler les méthodes utilisées, sachant qu'elle est l'unique syndicat de classe dont la présence, acquise lors du conflit de l'année passée, est réelle chez les chauffeurs routiers. Si en août 1976 il s'agissait d'une grève à l'initiative des salariés des Transports, en 1977 c' est l'oubli, par la commission des négociations, des intérêts des salariés, des salariés-patrons et des patrons des petites entreprises qui deviendra la principale critique des CC.OO, avec la dénonciation des effets destabilisateurs du conflit et la condamnation des « actes de vandalisme » commis.

Cette tendance à la conflictualité sociale aux Asturies devient à ce moment la préoccupation de la plupart des forces politiques et syndicales de la région, donnant lieu à deux communiqués signés par le PSOE et le PCE pour l'un , et par les CC.OO, l' UGT et l' USO pour l'autre. Avec la condamnation des excès commis par les transporteurs, figure dans les deux textes la crainte que des grèves ayant de telles répercussions sociales, comme celles de l' Hôtellerie et des Transports, puissent avoir des conséquences destabilisatrices.

Pour les CC.OO, la volonté de la direction de contenir les conflits à l'intérieur de limites considérées comme tolérables du point de vue de la stabilité politique, et les efforts pour introduire davantage de modération constituent une constante durant toute la Transition, laquelle à son tour devient source de tensions internes, du fait de l'existence d'une dynamique de base

fortement combative et de la présence d'un nombre significatif de militants qui ne partagent pas cette analyse.

Le souci obsessionnel de modération qui régit l'activité des instances de direction des CC.OO durant cette période, ne provient pas vraiment d'une attitude démobilisatrice mais se réfère aux limites imposées aux manifestations et au contrôle exercé sur les conflits, pour tenter à tout moment de freiner leur radicalisation et de tempérer les revendications. En même temps les efforts faits pour rassurer les Forces Armées et l'appareil policier, afin d'éviter tout incident, amèneront quelque prévention à l'encontre des actions de rue. Non sans désorienter une bonne partie des gens de la base, des manifestations seront organisées au cours desquelles les participants se retrouveront en train d'applaudir eux mêmes les auteurs des répressions de la veille. Y compris lorsqu'elles se produisent dans des contextes de situations désespérées comme ce fut le cas avec la séquestration du patron au siège des **Minas de Figaredo** en 1978, les vagues de violence feront l'objet d'une censure immédiate de la part de la direction du syndicat, et donneront même lieu à des réaction plus dures de certains dirigeants, allant jusqu'à proposer l'exclusion et la condamnation là où ces actes sont assimilés au terrorisme.

La ligne de modération répandue aux CC.OO durant ces années reste en relation directe avec la stratégie adoptée par la force politique dominante en son sein – le PCE – et plonge ses racines dans les phases finales de la dictature, bien que leurs conséquences ne se manifestent pas clairement jusqu'au début de la Transition. La conception même de la « Junte Démocratique » (Junta Democrática), que les CC.OO rejoignent immédiatement en juillet 1974, est fondée sur un projet d'alliance du mouvement ouvrier avec les secteurs les plus avancés de la bourgeoisie. La recherche d'un pacte inter-classe comme voie de sortie du régime franquiste ne peut s'établir qu'autour de l'édification d'une démocratie parlementaire, excluant toute tentative de transformation révolutionnaire conduisant à court terme à l'implantation du socialisme. Pour que la rupture démocratique conçue de cette manière devienne viable, les communistes doivent démontrer, entre autre, une force et une capacité de mobilisation qui fassent d'eux des interlocuteurs indispensables, rendant impossible toute tentative de marginalisation ; ils doivent dans le même temps offrir certaines garanties quant au contrôle qu'ils peuvent exercer sur le mouvement de masse, ainsi qu' à leur volonté de ne pas franchir les limites de l' accord, afin d'éviter de semer la panique parmi la bourgeoisie et de la jeter dans les bras de la réaction.

Dans la période où la dictature se maintient fermement, c'est le premier terme du binôme qui domine et les efforts se concentrent en vue de saper ses bases, par la construction d'une mobilisation de masse, la plus large possible, qui démontre l'impossibilité de tout statut quo. La perspective de la grève générale demeure présente, bien que tendant à s'inscrire dans le cadre plus large d'une « Grande Action Démocratique Nationale ». Mais, après la mort du dictateur et à mesure que s'ouvrent des perspectives de changement, c' est la préoccupation d'éviter une radicalisation excessive des luttes et d'offrir une image modérée et responsable qui prend une importance croissante. La pression des mobilisations doit être maintenue voire accrue pour permettre l'élargissement des possibilités d'action, tout en essayant d'empêcher les débordements. La première manifestation placée sous le signe de cette nouvelle attitude aura lieu à une date aussi précoce que janvier 1976, avec

l'explosion sociale de Madrid. Alors qu'une bonne partie de la ceinture industrielle (métallurgie, construction), et des secteurs aussi stratégiques que le Métro, la Poste, le Chemin de Fer, le Téléphone, la Santé et l'Enseignement, s'engagent dans en grève touchant jusqu'à 250 000 travailleurs et qu'à Madrid on vit un contexte proche de la grève générale, la partie des CC.OO liée au PCE opéra, non sans rencontrer de notables résistances, pour la recherche d'issues négociées et séparées à chaque conflit, afin d'éviter un accroissement de la tension qui s'est déjà traduite par la militarisation des transports et des communications. Démontrer la capacité de mobiliser, c'était aussi montrer celle de négocier. Par la suite, le PCE se préoccupera en priorité d'éviter tant un possible isolement, et pour cela il doit maintenir la pression, qu'un débordement par la base, où se développe une dynamique d'assemblées difficilement contrôlable.

Aux Asturies, les effets de cette stratégie se feront sentir avec un certain retard, sans affecter les conflits engagés durant l'hiver 1976. Cependant, à compter de la seconde moitié de l'année, les efforts de modération constitueront une constante qui se poursuivra durant toute la Transition. La direction régionale des CC.OO tentera, avec des fortunes diverses, d'appliquer une telle orientation dans un contexte d'intense mobilisation sociale et de fréquentes vagues de radicalisation. En octobre, le Secrétariat Régional confirmera le tournant opéré lorsqu'au cours d'une conférence de presse, il se prononce en faveur de grèves contrôlées de « 24 ou 48 heures tout au plus ». Selon une expression imagée de Juan Muniz Zapico, les CC.OO rejettent « le marchisme anarchisant » et prétendent éviter « que l'on nous mette sur le dos la dégradation de la situation économique. Nous pensons être en mesure de garantir ce contrôle, en l'absence de provocations telles qu'arrestations ou sanctions. »

Les événements emprunteront néanmoins d'autres chemins. L'explosion sociale de 1977 survient dans un contexte, celui de la légalisation et de la campagne électorale qui en découle, où le PCE adopte des positions sensiblement modérées, qui se trouvent inévitablement transposées sur le terrain syndical. L'appel à la journée d'actions du 15 avril sera réalisé avec l'instruction expresse d'éviter les mobilisations de rue, selon la consigne : « Tout dans les entreprises, rien au dehors ». Le mois suivant, conséquence de la répression policière, la mort de cinq personnes dans diverses manifestations donne lieu au Pays Basque à une journée de lutte qui reçoit l'appui de la totalité des organisations syndicales exceptées les CC.OO. La Coordination Générale fondera son opposition à « tout appel à une action générale » sur le risque de régression politique, et sur l'intérêt que les élections soient tenues et se déroulent en paix. Cette position suscitera une forte contestation interne, renforcée aux Asturies également par les réactions critiques de ceux qui accusent « les intérêts d'un parti déterminé » de l'attitude adoptée et considèrent que « les opinions de la Coordination sont en contradiction ouverte avec l'expérience, avec l'activité des CC.OO pendant de nombreuses années et avec les statuts des CC.OO. »

C'est dans ce contexte qu'apparaît avec force un argument utilisé avec profusion par la suite et qui deviendra « l'ultime recours » des efforts de modération déployés dans mains conflits : l'existence de « bruits de bottes », la menace d'un coup d'état, et la nécessité de soumettre mobilisations et revendications ouvrières à ce que l'on considère être les conditions de stabilité

du système démocratique précaire en construction. Il s'agit d'une analyse utilisée très intensément parmi les cadres et les dirigeants syndicaux soumis à la pression de la base. Selon Gerardo Iglesias, alors secrétaire général des CC.OO des Asturies, on cesse brusquement d'impulser la mobilisation de masse pour, au contraire, « éteindre les feux » du mouvement social. Le virage opéré causera en interne un malaise notable dans le corps militant qui ne partage pas cette nouvelle stratégie. En conséquence, la direction régionale du syndicat intervient fréquemment pour tenter d'enrayer la dynamique des assemblées et la radicalisation qui caractérisent des grèves comme celle de la Construction, du Nettoyage ou de **Duro-Felguera**, en plus de celle des Transports déjà citée.

Le climat de malaise interne causé par la ligne de la direction prendra une ampleur nouvelle avec la position adoptée face aux Accords de la Moncloa (Pactos de la Moncloa). Les résistances rencontrées dans une partie significative du corps militant se manifestent rapidement au cours du meeting organisé par les CC.OO ce même mois d'octobre 1977, au stade de El Molinon (Gijon), où sont déployées de nombreuses pancartes opposées à l'accord. De plus, ce rassemblement fait la démonstration de la capacité de mobilisation du syndicat qui réussit à réunir plus de 15 000 personnes, de même qu'il montre l'existence d'un désaccord entre l' Union Régionale et la Confédération sur l'attitude adoptée face aux Accords. Ainsi la défense enflammée qu'en fait Marcelino Camacho, alors que Gerardo Iglesias affiche un appui mitigé non dénué de critiques, après avoir émis des réserves par voie de presse.

Durant une longue période qui conduit un an plus tard à la tenue de plusieurs congrès, les Accords de la Moncloa feront l'objet d'un intense débat interne. Cependant il a lieu à posteriori et, comme cela s'était produit avec le débat sur la transformation en syndicat, il prend la tournure d'une lutte partisane au détriment du contenu, aggravant les divisions antérieures et créant une situation d'affrontements de blocs. La participation active des CC.OO aux campagnes en faveur de la Constitution et contre le terrorisme se heurtera également à une contestation interne venant de secteurs minoritaires, due à la coexistence en leur sein de forces politiques aux desseins contradictoires.

LA CONFRONTATION DES MODELES SYNDICAUX

Le climat de mobilisation intense de la première moitié de l'année 1977 coïncide avec une détérioration progressive des relations entre les CC.OO et l' UGT. Les désaccords autour de la rupture de l'unité d'action représentée par la crise de la Coordination des Organisations Syndicales, le modèle d'action syndicale défendu et la confrontation des stratégies dans le développement des conflits concrets, déboucheront sur un affrontement ouvert où se croiseront des accusations et des qualificatifs très durs. La rupture de la COS, survenue en mars 1977, ne représente que le terme d'un processus où les aspirations à l'unité syndicale échouent définitivement. Aux Asturies, les répercussions sont à peine notables du fait de l'absence de contenu effectif présentée par la COS dès le départ. Mis à part l'appel à la journée du 12 novembre 1976, son incidence sur l'activité syndicale dans la région peut être considérée comme

anecdotique. Après un accord initial d'unité d'action et une plate forme revendicative sur des thèmes asturiens, plate forme négociée mais jamais approuvée, l'exigence de la part de l' UGT de la démission des délégués du Vertical empêchera que la COS puisse se constituer formellement et toute son existence semble se réduire aux contacts maintenus entre les directions des CC.OO, de l' UGT et de l' USO, sans parvenir à des accords concrets susceptibles d'être traduits dans la pratique.

Les divergences avec l' UGT provoqueront un rapprochement avec l' USO, dont les CC.OO partagent l'analyse sur la rupture de la COS, et avec laquelle elles se retrouvent dans une large mesure à propos des formes de représentation, de l'action syndicale et des objectifs de plusieurs conflits. Pour protester contre les mesures du gouvernement, la collaboration avec l' USO se traduit par un appel conjoint à la journée de grèves et d'assemblées du 15 avril, à laquelle s'opposent l' UGT et la CNT, et qui rencontrera aux Asturies le niveau de participation le plus élevé de toute l' Espagne.

Avec les rivalités issues de la lutte pour l'hégémonie et les liens politiques des deux centrales, les affrontements entre les CC.OO et l' UGT renvoient immédiatement à la défense de conceptions syndicales opposées. Globalement, les CC.OO défendent un syndicalisme participatif, mobilisateur et d'assemblées qui s'oppose aux objectifs plus modérés, bureaucratiques et gestionnaires incarnés par l' UGT. La lutte pour les modèles respectifs restera d'actualité jusqu'à ce que le Statut des Travailleurs (Estatuto de los Trabajadores) ne fixe définitivement le cadre légal du développement de l'action syndicale. Fondamentalement, les désaccords initialement centrés sur la question de l'unité d'action, se reporteront, par la suite, sur les aspects liés aux formes de représentation, à l'action syndicale sur les lieux de travail et aux objectifs face à la négociation collective. Aux Asturies, ces différents se retrouveront dans une grande partie des conflits menés en 1977 et 1978, avec une force particulière à HUNOSA, où la confrontation se prolonge plus longtemps et acquiert une plus grande dureté.

Ayant milité pour la constitution d'une centrale syndicale unitaire, jusqu'à ce que le pluralisme syndical et la division s'imposent comme une donnée irréversible, les CC.OO continuent de défendre toutes les plate formes pouvant permettre l' unité d'action et favoriser un futur processus d' unification organique. Le maintien de cet objectif stratégique entre clairement en contradiction avec la démarche de l' UGT qui, durant toute la Transition, compte parmi ses préoccupations premières celle d' apparaître comme une option différenciée, et montre de fortes réticences face à toute initiative unitaire. Ayant toujours repoussé la perspective d' intégrer une centrale unique, l' UGT provoquera la crise de la COS, dont la rupture découle officiellement de son exigence de la démission des délégués et élus que les CC.OO et l' USO maintiennent dans un Syndicat Vertical à l'agonie. Quant aux expériences unitaires vécues dans certains secteurs comme l' Enseignement et la Marine Marchande, l' UGT en exprimera le rejet, procédant immédiatement à la création de ses propres fédérations. Contrairement aux CC.OO qui tout d'abord défendent la poursuite de ce qui, dans ces secteurs, pouvait devenir l' embryon de l'unité syndicale et, qui, cette possibilité écartée, maintiennent leur appui au Syndicat Libre de la Marine Marchande (SLMM), alors qu'elles hésitent dans le cas de l' Enseignement, pour finalement prendre la décision de constituer leur propre syndicat, non sans difficultés ni résistances.

L' échec de l'unité organique et la lutte pour l'hégémonie qui en découle font des entreprises les lieux de confrontation de pratiques syndicales clairement différenciées. Les fonctions des organismes unitaires, les attributions du comité d'entreprise et de la section syndicale, le rôle correspondant à l'assemblée des travailleurs et, en général, la relation à établir entre les organisations de classe et leurs représentants seront la cause de tensions permanentes dans une querelle où les CC.OO se découvrent plus d'affinités avec les positions de l' USO, alors que la CNT tend à rejoindre l' UGT. Les CC.OO partent d'une démarche qui reconnaît le rôle souverain de l'assemblée d'où découle toute légitimité de représentation et qui est le point de départ de toute action syndicale. Contrairement à l' UGT qui rejette l'hypothèse d' assemblées décideuses et fait reposer la capacité de décision sur les organisations syndicales. Les CC.OO défendent également les comités d'entreprises comme organismes unitaires et démocratiques représentant tous les travailleurs sans exclusion, plutôt que de se limiter aux syndiqués, et soutiennent la création de comités inter établissements permettant de coordonner l'action syndicale dans les entreprises comptant plus d'un établissement. De son côté l' UGT s'oppose à la constitution de comités inter établissements et conçoit l' action syndicale à partir des sections syndicales au détriment des comités.

Le vide laissé par la décomposition du Syndicat Vertical sera rempli grâce au recours à diverses formules jusqu' à la conclusion d'un accord pour l' organisation d'élections syndicales qui auront lieu en janvier-février 1978, instaurant les comités d' entreprises comme forme de représentation au sein des entreprises. Là où elles sont suffisamment fortes, les CC.OO tendent à adopter des initiatives d'élections par la base d'une représentation unitaire qui reçoit des appellations différentes selon les cas. C'est dans ce courant que s'inséreraient « les commissions des quinze » créées à HUNOSA en 1976, transformées dans le cours de l'action syndicale de l'entreprise jusqu'à ce que le renforcement du SOMA-UGT ne vienne imposer la présence d'interlocuteurs représentant les organisations comme telles et non plus l'assemblée des travailleurs. Tant que cette réalité perdure les CC.OO considéreront l'expérience de HUNOSA comme un embryon d'unité syndicale à la base. Dans les Mines, **La Camocha** connaît une autre tentative de même nature (la proportion initiale de syndiqués y est de 5 à 1 en faveur des CC.OO). Dans la préparation du conflit de 1977, un processus d'élection de délégués par catégorie professionnelle est entrepris, donnant lieu à la création d'une « Commission de Gestion de l' Assemblée des Travailleurs », constituée majoritairement de militants des CC.OO, avec quelques ugetistes et des non syndiqués. Bien qu' il s'agisse en principe d'un organisme conçu provisoirement, la durée de la grève lui confèrera une certaine stabilité, prolongeant son existence bien au delà de sa conclusion, par choix de l'assemblée, aux décisions de laquelle elle est soumise en permanence.

A l'usine de ENSIDESA-Verina (Gijón), où le Conseil Syndical issu des ultimes élections du Vertical a impulsé un développement extraordinaire de l'activité syndicale à l'origine d'un renforcement rapide des syndicats de classe, les CC.OO s'engagent dans la création d'organismes unitaires au milieu de 1977. A travers ces derniers s'établit une large représentation par atelier (comités d'atelier), au dessus de laquelle se trouve un conseil d'usine, le temps de procéder à l'élection du comité d'entreprise. Ce dernier comptera 8

membres des CC.OO, 5 de l' USO et 2 de l' UGT. Au dessus de lui, comme organisme supérieur de décision, se trouve l'assemblée générale de l'usine. Considéré par les CC.OO comme une expérience pilote dont l'extension pourrait tenir lieu d'alternative à la liquidation du Syndicat Vertical, le processus parviendra, avec retard cependant, dans les autres usines d' ENSIDESA, et seuls les comités d'atelier parviendront à se consolider réellement à Gijon, reflet évident du déphasage existant entre l'usine de Verina et le reste de l'entreprise. L'inégale répartition des forces dans les différentes usines empêchera également la création d'un comité inter établissements comme le voudraient les CC.OO, qui détiennent la majorité à Verina mais pas à Aviles ni à La Felguera. L'initiative de création des organismes unitaires s'appuie au départ sur l'accord de l' USO, alors que la présence réduite de l' UGT permet de passer outre ses réticences. Leur fonctionnement finira cependant par rencontrer l'opposition de ces deux centrales, conséquence de l'affaiblissement des CC.OO qui pâtissent de la scission d'une bonne partie des dirigeants de l'usine de Gijon, et de l'attitude de l' UGT qui préfère des sections syndicales aux larges compétences, ce qui la conduit à demander la dissolution des organismes unitaires et à abandonner unilatéralement le conseil d'usine.

Immédiatement après la légalisation des syndicats, les travailleurs des chantiers navals publics **Juliana Constructora Gijonesa** procèdent à la liquidation des restes du Syndicat Vertical, substituant au Jury d' Entreprise un comité d' usine issu de la première élection célébrée aux Asturies dans des conditions de liberté. Le mois suivant, quand un conseil d'usine est élu aux **Astilleros del Cantabrico y Riera** (chantiers navals), c' est la quatorzième entreprise de la Métallurgie à avoir engagé ce processus.

Durant la Transition, HUNOSA devient un laboratoire d'essai du syndicalisme où les centrales majoritaires se livrent une chaude bataille. Les conditions particulières que réunit l'entreprise minière feront d'elle une référence incontournable, lui conférant un caractère d'expérience pilote. Après avoir conquis de fait de très larges attributions dans le champ de l' exercice de l' activité syndicale, l' accord de 1978 reprendra ces droits préalablement acquis, dépassant dans bien des domaines la réglementation légale introduite deux ans plus tard dans le Statut des Travailleurs (Estatuto de los Trabajadores). Sur certains aspects, comme le quota d' heures syndicales et leur distribution, HUNOSA maintiendra un régime spécial supérieur à celui du Statut, bien qu' inférieur à celui dont jouissait l'antique Jury d'Entreprise.

Après la disparition de l' USO et compte tenu de la faiblesse d' organisation de l' UGT, très peu implantée dans les lieux de travail malgré l'influence certaine qu' elle continuait d' exercer de manière diffuse, les CC.OO étaient devenues, pendant la première moitié des années 70, l' unique force syndicale effectivement capable de mobilisations chez les mineurs. Mais au milieu de la décennie, dans un milieu social comme celui des bassins miniers où la tradition socialiste est solidement enracinée, la reconstruction rapide du SOMA-UGT (Syndicat des ouvriers mineurs des Asturies), place les CC.OO face à un concurrent solide capable de leur disputer l' hégémonie. Dès lors les relations entre les deux organisations seront marquées par des tensions et de fréquents affrontements.

Dans la longue bataille pour imposer les modèles syndicaux respectifs, le premier épisode a lieu lors de la négociation de l'accord de 1977. Bien que les CC.OO et l' UGT y présentent une plate forme commune, les divergences

demeurent profondes quant à la composition de la commission des négociations et à sa relation avec les travailleurs. Alors que le SOMA souhaite la constitution d'une commission paritaire formée par les deux centrales, les CC.OO refusent la présence dans la négociation de représentants syndicaux non élus par la base, et propose un fonctionnement fondé sur les assemblées de délégués là où doit résider la capacité de décider. La position majoritaire des CC.OO leur permettra d'imposer leurs vues. Pour la négociation et dans les assemblées de zones, la « Commission des 16 » sera constituée, comprenant 9 membres des CC.OO, 6 de l' UGT et un indépendant, et qui est acceptée comme interlocuteur par l' entreprise, contournant le Syndicat Vertical.

Ces désaccords persistent les années suivantes mais dans un rapport de forces plus équilibré. L' UGT considère toujours que la négociation collective et le déclenchement des grèves relèvent des syndicats qui, selon elle, sont la voie exclusive de représentation des travailleurs et les interlocuteurs uniques de l' entreprise. A l' opposé, les CC.OO privilégient le rôle des organismes unitaires et des assemblées, tant de travailleurs que de délégués. Le comité d' entreprise une fois constitué, elles le considéreront comme l' unique organe représentatif doté de compétences pour la négociation ; refusant la participation de personnes non élues, elles renvoient la résolution des divergences au verdict des assemblées.

La configuration des organismes unitaires de représentation fera également l' objet d'une négociation ardue débouchant sur la signature d'un accord. Les efforts dans cette direction se concentrent au mois de décembre 1977, à la veille du déroulement des premières élections syndicales. A partir de sa conception basée sur le renforcement des centrales syndicales, au détriment d'autres instances, l' UGT s'oppose, par principe, à l'élection d'un comité inter établissements, demandant la mise en place d'une représentation paritaire désignée par les deux syndicats et, une fois son existence actée, elle émet des objections sur la formule proposée par les CC.OO. Initialement les CC.OO militent pour un système d'élection directe, avec une composition (du comité) proportionnelle aux votes obtenus dans l'ensemble de l'entreprise. Cette possibilité repoussée, elles proposent une élection au second degré, par une assemblée de tous les délégués élus. Finalement, elles accepteront une désignation séparée, par chaque organisation syndicale, et proportionnellement au nombre de délégués de chacune.

Le chantier naval « gijonais » de **Duro-Felguera** (le Dique) constituera un autre scénario notable de la confrontation des modèles syndicaux. La commission ouvrière du Dique, dans laquelle prévalent des positions d'avant garde qui en feront le principal bastion du Courant de Gauche, mène entre 1977 et 1979 une lutte tenace autour des formes de représentation et d'action syndicale. Après avoir forcé le Jury d' Entreprise à démissionner au cours de la grande grève de 1976, et après avoir imposé une commission de négociation élue par l' assemblée lors de l' accord de l' année suivante, l'élection d'un comité d'entreprise a lieu, lequel en choisissant le collège unique, rejette la division des travailleurs entre, les ouvriers d'un côté, et les techniciens et employés de l'autre. Cela sera la raison, avancée par l' entreprise, pour refuser de négocier, jusqu'à ce qu'une grève menée en janvier 1978 pour la défense de la représentativité du comité d' entreprise ne vienne arracher son accord. L' année suivante, la tenue de nouvelles élections donnera lieu à un

affrontement ouvert avec l' UGT face aux divergences existant sur la marche à suivre. Les CC.OO militent en faveur de la constitution d' un comité inter établissement, un système de candidatures ouvertes et proportionnelles, la révocabilité permanente des représentants et le maintien de la fonction décisionnelle des assemblées. Le refus d' accepter leurs propositions les conduit à boycotter les élections et à former une commission alternative issue de l' assemblée, ce qui débouche sur une lutte pour la représentativité, finalement résolue par le retrait de l' UGT de la négociation de l' accord de 1979, la reconnaissance du manque de soutien du comité et la tenue de nouvelles élections. Celles ci se déroulent à la suite d' un accord fondé sur une solution de compromis : liste de candidatures fermée pour la coalition formée par l' UGT, l' USO et divers indépendants, et liste ouverte pour les candidatures des CC.OO, qui obtiennent une victoire indiscutable, confirmant par les urnes le soutien que les travailleurs avaient déjà montré dans la mobilisation.

Les différences avec l' UGT ont trait non seulement aux questions relatives à la pratique syndicale sur les lieux de travail, comme l' illustrent les descriptions des cas de HUNOSA et **Duro – Felguera**, mais aussi aux processus de négociation et aux formes de représentation qui y sont liées. Si pour les accords d' entreprise les CC.OO défendent les compétences du comité face à celles des sections syndicales portées par l' UGT, pour ce qui relève du domaine supra entreprise, les CC.OO proposent au départ l' élection de délégués d'assemblées ou bien une formule mixte de délégués élus, avec d' autres désignés par les syndicats, s' opposant à l' alternative « ugétiste » d' une représentation exclusive des centrales syndicales. Il en est de même pour le pouvoir de décision que les CC.OO transfèrent aux assemblées de travailleurs alors que l' UGT en fait l' affaire des syndicats, conférant aux assemblées un rôle purement informel.

Durant les années 1977 et 1978, les divergences sur ce terrain seront constantes, avec une intensité particulière lors de la « Grande Grève » de la Construction. Dans ce cas comme pour d' autres accords à caractère régional (Hôtellerie , Commerce...), la négociation sera menée comme le proposent les CC.OO par des délégués élus en assemblée, en présence d' un représentant de chaque syndicat avec voix consultative. Dans la Construction, les CC.OO provoquent avec l' USO des assemblées de localité d' où sortent les délégués qui forment la « Commission des Vingt » chargée de négocier l' accord et au sein de laquelle elle sont largement majoritaires. La validité de leur mode de représentation des travailleurs et la nécessité de garantir à ces derniers une participation à travers un processus d' assemblées seront la base des positions des CC.OO. La démarche recevra l'approbation de la CNT, mais non de l' UGT, rejointe involontairement sur sa position par les jaunes (Syndicat Indépendant de la Construction, dont la présence est très faible), et les « verticaux ». Le désaccord sur la représentativité de la commission se trouvera au centre de la première phase du conflit, le patronat refusant de l' accepter, arguant précisément du défaut d' accord entre les syndicats et n' acceptant la négociation que lorsqu' elle s' y voit contrainte par la grève. Pour l' UGT, qui a retiré de la commission l' unique membre issu de ses rangs, ce sont les centrales syndicales qui ont à charge de négocier, et la présence de délégués de la commission n' est acceptable qu' à la condition d' être mandatés par l' une des organisations. Fortement ancrée dans les assemblées, la dynamique du conflit décevra ces prétentions et, quand l' UGT engage des

discussions séparées avec le patronat, son intervention essuie un refus énergique des assemblées, qui confirment les délégués issus d'elles comme uniques représentants légitimes, et insistent sur le rôle d'appui et de conseil des centrales dès lors que leur présence est acquise. Les débordements survenus dans les assemblées et la perte de contrôle d'une grève fortement radicalisée, provoqueront, à leur tour, l'apparition de divergences internes aux CC.OO, où, nettement pro assemblées, les conceptions initiales connaissent quelque révision au niveau des directions, suscitant des réactions de mécontentement entre la base et les dirigeants.

La négociation de l'accord de la Métallurgie des Asturies de 1978 donnera lieu à des divergences de même nature. Face à la prétention de l'UGT de former une commission des négociations constituée uniquement par les centrales syndicales, finit par s'imposer l'option des CC.OO, USO, SU et CSUT, qui proposaient une formule mixte incluant, en nombre égal, des délégués élus par les assemblées et d'autres désignés par les syndicats. De même, contrairement à la conception de l'UGT, les assemblées se verront confier la fonction de décision. Cependant la confrontation prend une tournure moins dure que dans le cas de la Construction, l'UGT faisant preuve de plus de souplesse. Les cinq organisations se rendent à la table des négociations avec une position commune, après avoir souscrit un accord d'action syndicale et co-élaboré un contre projet qui sera soumis aux assemblées.

Le système de négociation collective mixte (délégués d'assemblée et de syndicats) employé pour l'accord de la Métallurgie de 1978 constituera la formule unanimement défendue par la délégation asturienne au 1^{er} Congrès de la Fédération de la Métallurgie qui se déroule du 14 au 16 avril de la même année. Alors que le rapport finalement adopté sur l'Action Syndicale correspond à cette proposition, c'est l'existence de contradictions avec certains passages du rapport du Secrétariat sortant qui permettra au secrétaire général, Adolfo Pinedo, de recourir à l'arbitrage du Conseil, lors de sa première réunion après le congrès pour imposer ses vues, passages où est exposé le rôle exclusif des centrales syndicales proportionnellement aux voix obtenues aux dernières élections, visant à éliminer les commissions mixtes. A son tour, la position portée par la Fédération de la Métallurgie au 1^{er} Congrès de la Confédération fera pencher définitivement l'attitude officielle des CC.OO en faveur de la disparition de la formule de négociation mixte, rejoignant l'option défendue jusqu'alors par l'UGT.

La modification des conceptions relatives à la négociation collective, comme l'introduction de certaines précautions dans le processus d'assemblée, participeront à réduire l'écart avec le modèle syndical porté par l'UGT, laquelle en retour va assumer l'existence des comités d'entreprise. De plus, la tenue des premières élections syndicales au début de 1978 provoquera un rapprochement entre les deux centrales qui, sorties majoritaires, tenteront de marginaliser les autres organisations pour leur manque de représentativité. En développement rapide, l'UGT va exercer une influence considérable sur l'évolution qu'ont connue les CC.OO ces années là. La crainte de tomber dans une pratique d'avant garde qui isole le syndicat des masses et favorise la croissance de l'UGT est présente à tout moment. Comme l'exprime Gerardo Iglesias, à la direction des CC.OO on sent le danger de se voir devenir le syndicat des seuls mineurs et travailleurs des chantiers navals.

L'abandon de conceptions défendues vers 1977 n'ira pas sans donner lieu à de fortes tensions internes, provoquant le mécontentement d'une partie du corps militant. Cela demeurera évident au cours même de la « Grande Grève » de la Construction et dans les péripéties de la négociation de l'année suivante, mais, par dessus tout dans le conflit déclenché pour l'accord de la Métallurgie de 1979. Dans la Construction, marquée par la puissante dynamique d'assemblées, par le débordement des directions syndicales et le rôle joué par des groupes minoritaires, l'expérience de 1977 conduira à une révision des positions des CC.OO qui, en 1978, rejoignent l'UGT dans son opposition à l'organisation d'assemblées générales de localités et à la formation d'une commission qui en serait issue, comme l'année précédente. Une fois passées les premières élections syndicales, les CC.OO et l'UGT firent de l'assemblée régionale des délégués la base de l'action syndicale face à la négociation de l'accord, et lui donnèrent la faculté de décider la plate forme revendicative et de former la commission correspondante. Avec l'USO, les deux organisations revendiquent la participation des syndicats à partir de la reconnaissance des dernières élections comme unique source légale de représentation des travailleurs. Empêcher l'intervention des organisations non représentatives ; substituer des plate-formes revendicatives plus rigoureuses et négociables à celles qui ne visent que l'agitation ; contrôler les assemblées, en évitant les débordements et en adoptant des positions communes par la tenue d'assemblées de syndiqués ; essayer des moyens de pression comme les débrayages, manifestations ou baisse du rendement avant d'arriver à la grève, laquelle doit être l'ultime recours sans toutefois jamais prendre un caractère illimité...telles sont, parmi d'autres, les directives adoptées par le Syndicat Régional de la Construction des CC.OO, qui a substantiellement modifié ses conceptions après l'expérience de l'année passée. En face se trouve l'opposition d'éléments minoritaires mais très actifs durant le conflit de l'année antérieure. CNT, SU, CSUT, et indépendants tenteront d'imposer leur présence en organisant des assemblées à Oviedo et à Gijon au cours desquelles une plate forme est approuvée et des délégués élus pour constituer une commission des négociations, en accusant l'assemblée des délégués de ne pas représenter beaucoup de corps de métiers ni les travailleurs au chômage. La participation à ces assemblées de militants des CC.OO gagnés à des positions critiques, sera considérée comme une rupture de la discipline de l'organisation et donnera lieu à Oviedo à l'application de sanctions, avec deux exclusions à la clef.

Découlant des divergences liées à la pratique syndicale développée, les tensions internes prendront un caractère de crise organique à partir de l'accord de la Métallurgie de 1979. Les CC.OO aborderont cette négociation en convergence de vues avec l'UGT, après avoir négocié ensemble à la fois la plate forme revendicative et la composition de la commission des négociations. Bien que l'accord n'aborde pas le mode de participation des travailleurs, la position adoptée par les CC.OO résulte d'une révision substantielle relativement à celle de l'année antérieure. Concentration des prérogatives de décision entre les mains des exécutifs régionaux des deux syndicats, exclusion des autres centrales pour non représentativité suite aux élections et limitation des fonctions assignées aux assemblées de travailleurs, telles sont les lignes directrices du document sur la négociation collective approuvé par le Conseil Régional de la Métallurgie. Les assemblées générales de localité sont rejetées,

car « elles sont généralement très minoritaires et composées de camarades très politisés, parfois déconnectés de la sensibilité de la base », de sorte que seules font autorité les assemblées d'entreprises, considérant qu'elles peuvent exceptionnellement se tenir par zone comme dans les cas de Gijon et d'Avilés, du fait de la dispersion des petites entreprises. Coiffant ce niveau, des assemblées sont prévues – locales ou régionales – organisées et présidées dans tous les cas par le syndicat. Les assemblées de délégués comme celles de travailleurs se voient assigner une fonction d'information et de consultation, les décisions demeurant du ressort des organismes de direction des syndicats.

A Gijon, où le Syndicat local (comarcal) se trouve être dominé par le Courant de Gauche, et où les bases font preuve d'une réelle volonté de participation et de mobilisation, les directives venant du Syndicat Régional génèrent des tensions dès le départ. Très vite le conflit acquiert une dynamique d'assemblées et une présence de rue continue grâce à des manifestations nourries, qui dépassent les prévisions. Avec la grève, les assemblées se succèdent quotidiennement, nourries d'une participation massive. La constitution d'un comité de grève incluant les organisations minoritaires (CNT et SU) ainsi que la fonction de décision assumée par les assemblées, ne font qu'élargir le fossé entre le processus de Gijon et celui des autres villes. La radicalisation qui gagne le conflit favorise les critiques en direction de la commission des négociations et des directions régionales, débouchant sur la condamnation radicale de leur activité lorsque, l'accord finalement obtenu à la table des négociations, est largement rejeté à Gijon et validé ailleurs. Après la signature de l'accord décidée à une faible majorité, autant la méthode de négociation et les formes de participation retenues, que le contenu même de l'accord seront contestés à Gijon et dans un secteur minoritaire du syndicat à Avilés.

La grève de la Métallurgie a clairement mis en évidence l'existence de deux conceptions et de deux pratiques syndicales différentes au sein des CC.OO, ouvrant une profonde crise interne. La participation active du Syndicat Local de Gijon et de son secrétaire général, Juan Manuel Martínez Morala, dans les initiatives qui ont donné lieu aux débordements durant le conflit (organisation de rassemblements et d'assemblées générales de localités avec rôle décisionnel, formation du comité de grève...), ainsi que l'expression publique de fortes critiques vont mener à une pétition d'exclusion qui ne sera repoussée au Conseil local de la Métallurgie que par une seule voix.

II. CRISE ECONOMIQUE ET INSTABILITE POLITIQUE (1979 – 1982)

CRISE INDUSTRIELLE ET DIVISION SYNDICALE

Si en 1976 et 1977 les mobilisations ouvrières avaient un caractère offensif, portant sur une accumulation de revendications insatisfaites liées au montant des salaires, aux conditions de travail, aux droits syndicaux, ...et si en 1978 elles tendent à poser des demandes plus modérées en relation avec le contenu des Accords de la Moncloa, progressivement les effets de la crise économique se font sentir, donnant lieu à des conflits centrés sur la défense des postes de travail et à des mobilisations contre la crise. L'avenir de ENSIDESA et celui des **Mines de Figaredo** seront les premiers révélateurs de cette nouvelle dynamique. Les difficultés rencontrées par l'entreprise sidérurgique conduiront, au début de 1978, à une réaction de l'ensemble de la gauche asturienne qui dessine un vaste front syndical et politique exigeant les moyens d'assurer sa survie. C'est sur ce mot d'ordre que, le 26 février, Avilés sera le théâtre d'une imposante manifestation. L'exigence d'ouverture d'une négociation sur la restructuration sidérurgique sera à l'origine d'un arrêt de travail de 24 heures à ENSIDESA le 5 juillet de l'année suivante, lorsque le démantèlement des usines de Moreda-Gijon et Mieres apparaît imminent.

De leur côté, les **Mines de Figaredo** traversent une situation grave au point de compromettre sérieusement leur viabilité. Le problème prend alors une dimension extraordinaire, provoquant la riposte solidaire de l'ensemble de la population de la vallée du Caudal, qui participe à une grève générale en mai 1978 et une autre en avril 1979, soutenant en permanence la longue lutte que doivent mener les travailleurs. Au milieu de fortes divergences entre les CC.OO et l'UGT quant à la stratégie à suivre, le problème prend une dimension politique qui amène l'intervention du gouvernement lui-même dans les négociations. Au fur et à mesure de sa durée, le conflit va connaître une tension croissante qui débouchera, le 2 novembre 1978, sur la séquestration du directeur-proprétaire de l'exploitation par quatre militants des CC.OO. La direction du syndicat va riposter immédiatement à cette initiative, et tenter d'y mettre fin pour éviter des incidents majeurs. Par la suite, certains dirigeants en viendront à proposer l'exclusion des auteurs, mais sans succès. Au contraire, le secrétaire de la section syndicale et auteur des faits, Avelino Garcia, sera élu secrétaire local des Mineurs durant son séjour en prison. Pour les travailleurs, l'objectif de la lutte consiste à obtenir l'intégration de l'entreprise au sein de HUNOSA, seule solution pour sa survie. Finalement, au bout de deux ans, la solution viendra de la nationalisation. Pour cela il aura fallu quasiment 8 mois de grève, une séquestration, deux grèves générales locales et une du secteur, des manifestations fréquentes rassemblant des dizaines de milliers de participants et d'innombrables réunions de négociation au plus haut niveau (ministres de l'Economie, du Travail et des Industries, députés...et y compris le vice-président du gouvernement).

Les préoccupations sur la situation économique et l'avenir de certaines entreprises s'étendent également à la Construction Navale, où, devant le manque de travail dans certains chantiers, les politiques de restructurations se

mettent en place. C' est pourquoi les CC.OO impulsent les réunions plénières des comités d' entreprise du secteur, confrontées cependant à l' opposition de l' UGT, partisan de la canalisation des actions par les centrales syndicales. La mobilisation de **Constructora Gijonesa** pour intégrer les accords obtenus par les grands chantiers publics de construction navale, et celle de **Maritima del Musel** en riposte au plan de restructuration, ouvriront dans la seconde moitié de 1978, un premier cycle de conflits sociaux, précurseur des luttes dures de la décennie suivante.

C' est d' une capacité de riposte moindre dont feront preuve les travailleurs du Textile, lequel traverse, à partir de 1977, une crise aiguë qui entraîne la disparition de nombreuses fabriques de confection de petite et moyenne taille. Bien que les CC.OO s' efforcent d' offrir une alternative économique et qu' une négociation soit prévue dans ce sens avec le patronat, les fermetures se succèdent, à un rythme supérieur aux possibilités d' intervention des syndicats, lesquels, de surcroît, manquent d' expérience pour affronter une crise de cette nature.

La négociation collective de 1979 se déroulera dans un climat particulièrement conflictuel par suite de l' échec des discussions gouvernement-syndicats-patronat et de la décision unilatérale de l' exécutif de fixer un plafond salarial. Les CC.OO et l' UGT affrontent le problème sur un fond d' unité d' action qui trouve son origine aux Asturies, dans les bases de collaboration contenues dans un accord signé entre les deux organisations en juillet 1978. Mises à part les rares exceptions comme celle de la Construction, la négociation des accords et les mobilisations correspondantes s' inscrivent dans une démarche conjointe des deux syndicats.

La coopération entre les CC.OO et l' UGT sera rompue à la mi-1979, suite à la signature, par la centrale socialiste et la CEOE (Confédération patronale), de l' Accord de Base Interconfédéral (Acuerdo Basico Interconfederal, ABI). Désormais, malgré des convergences dans la critique du Plan Economique du Gouvernement , les divergences liées au projet de Statut des Travailleurs en discussion au Parlement comme la signature ultérieure de l' Accord Cadre (AMI), ne feront qu' aiguïser l' affrontement. La riposte des CC.OO au Statut des Travailleurs débutera par l' organisation en solitaire d' une journée de grèves et d' assemblées le 11 juillet 1979. Objet de l' opposition active de l' UGT, l' appel sera suivi aux Asturies dans une centaine d' entreprises, principalement de la Mine et de la Métallurgie, et rassemblera entre 6 000 et 8 000 manifestants à Gijon. L' adéquation du projet gouvernemental avec le contenu de l' ABI va créer d' irrémédiables divergences avec l' UGT et conduire les CC.OO à développer leur opposition en solitaire, appelant à une grande manifestation à Madrid le 14 octobre et à des grèves partielles le 7 décembre. Aux Asturies, cette dernière date présente la particularité de correspondre à un appel commun avec l' UGT mais relatif à des motivations distinctes : pour les CC.OO il s' agit de s' opposer au Statut alors que l' objectif de l' UGT est la défense de l' emploi.

La discussion du Statut des Travailleurs et les mobilisations organisées à son encontre vont entraîner des divergences entre les CC.OO et le PCE, divergences dont l' origine se trouve dans l' éloignement progressif des directions des deux organisations. La stratégie de la pression maximale défendue par Marcelino Camacho, et familièrement dénommée « valet, cheval et roi » (expression espagnole), qui devait déboucher sur l' appel à la grève

générale dans toute l' Espagne, se heurta à l' opposition du PCE et de son secrétaire général, Santiago Carillo, qui mobilise les syndicalistes du parti afin de freiner l' initiative, parvenant à la faire échouer. Aux Asturies, les directives reçues de Madrid donneront lieu à une réunion au cours de laquelle Gerardo Iglesias (secrétaire général du PCE) transmet ces instructions à F. Xavier Suarez et Emilio Huerta (respectivement secrétaires général et à l' organisation des CC.OO).

La dégradation des relations avec l' UGT culminera durant les premiers mois de 1980, en raison de la lutte sur l' application de l' Accord Cadre et de la dureté des affrontements qui se produisent dans les conflits de HUNOSA et de **Duro-Felguera**. La tension est telle que l' UGT refuse de célébrer le 1^{er} Mai en commun, l' appel ayant lieu séparément aux Asturies.

La négociation collective de 1980 est marquée par la division syndicale. Les accords deviennent une épreuve de force systématique au cours de laquelle l' UGT tente d' ajuster leur contenu aux directives fixées par l' AMI, alors que seules les CC.OO essaient de briser ce cadre en organisant des mobilisations. Souvent, celles ci se révèlent impuissantes à empêcher l' application de ce qui a été signé unilatéralement par l' UGT. C' est ce qui se passera pour l' Accord des Industries Métallurgiques des Asturies, le plus important accord sectoriel négocié dans la région.

Le niveau des affrontements parvient à des extrémités sans précédent à HUNOSA. Au bout d' un mois de négociations sans avancées sensibles et après avoir utilisé durant six jours la baisse de rendement comme moyen de pression, les positions des CC.OO et du SOMA -UGT sur l' accord s' éloignent de manière irréconciliable. Les CC.OO engagent une grève dont la durée ira bien au delà de ce qui avait été initialement prévu, grève à laquelle s' oppose le SOMA qui décide de s' en tenir à la baisse de rendement et appelle ses adhérents à rejoindre leurs postes de travail. La pression se trouvera renforcée avec l' occupation du fond au puits Maria Luisa, par onze représentants des CC.OO au Comité d' Entreprise. Alors que l' entreprise maintient une attitude inflexible, dans les puits la tension va croître entre les travailleurs eux mêmes, pour déboucher sur des incidents allant jusqu' à l' agression dans certains cas. A Candin il se produit même une blessure à l' arme blanche. Dans ce contexte les directions des deux syndicats échangent des accusations très graves, cependant que la division se porte sur le terrain politique, avec les interventions du PSOE et du PCE, chacun en soutien à l' organisation qui lui est proche. Le climat ainsi créé servira y compris de justification aux socialistes pour rompre l' accord municipal avec les communistes à la mairie de Langreo. A ce stade et après 13 jours consécutifs de grève, les CC.OO appellent à une manifestation devant le puits Maria Luisa à Ciano (Langreo), qui rassemble une foule de près de 10 000 personnes. Dans ce contexte, l' annonce de l' arrêt de la grève va provoquer une forte réaction contraire. L' origine de cette décision provient d' une réunion de cadres syndicaux maintenue la veille au local du PCA à Langreo, à laquelle participent les secrétaires généraux du parti et des CC.OO, avec les directions du PCA du Caudal et de Nalon et de la Fédération Nationale des Mines, le Syndicat Régional et la section syndicale de HUNOSA. L' analyse dominante exprime la nécessité de mettre un terme à la spirale de la tension. La décision sera prise cette même nuit par l' Exécutif de la section syndicale de HUNOSA et son annonce le lendemain constituera une surprise pour beaucoup de participants.

Au sein du syndicat, « la levée de la grève à Maria Luisa » produit nombre de réactions qui en feront un sujet de polémique durable. Après la contestation immédiate lors de la manifestation elle-même, l'assemblée des délégués critiquera durement la décision dans le fond comme dans la forme. La reprise du travail s'effectue cependant en quelques jours. Pour les instigateurs de la décision comme Marino Artos, cette dernière s'avérait inéluctable pour éviter la faillite du syndicalisme de classe à HUNOSA. Avec le constat de la capacité des CC.OO de paralyser totalement la production de HUNOSA et de réussir, seules, de grandes mobilisations, l'analyse réalisée par la section syndicale contient une part d'autocritique. La rupture de l'unité d'action et l'incapacité à éviter les affrontements entre les travailleurs constituent les principaux soucis. Dans plusieurs puits, l'intervention de piquets de femmes en soutien aux grévistes est considérée comme une erreur qui n'a fait qu'aggraver la tension, constituant une initiative en marge du syndicat ; la forme même de la reprise du travail est jugée inadaptée. La préoccupation s'étend également aux difficultés rencontrées pour mener à bien une grève programmée de son début à sa conclusion.

Finalement, l'accord de HUNOSA de 1980 sera le résultat d'un arbitrage d'exécution obligatoire édicté par l'Administration. Les CC.OO soutiendront durant le reste de l'année une stratégie de petits conflits contrôlés grâce à des grèves tournantes dans tous les puits, afin de maintenir la pression tout en démontrant leur force organisée.

Dans les usines de **Duro-Felguera** et parallèlement au conflit de HUNOSA, se produit une grève qui provoquera également de graves affrontements avec l'UGT et donnera naissance à une crise interne. Là, la mobilisation est dirigée par le noyau du Courant de Gauche des CC.OO, fortement implanté à Gijón, et inévitablement les divergences s'inscrivent dans la lutte, propre au syndicat, entre les deux tendances présentes en son sein. En 1977, les travailleurs de **Duro-Felguera** avaient mené une grève de solidarité contre les menaces de suppressions d'emplois à CENSA, entreprise se trouvant à Porrino (Pontevedra), acquise par la société asturienne mais non intégrée au groupe. Le conflit se terminera sur la préservation de tous les postes de travail, mais, trois ans plus tard, le problème se reposera. A nouveau, la suppression de 200 emplois est programmée à CENSA et la Fédération de la Métallurgie va rechercher la riposte solidaire des collègues asturiens. Le 29 janvier 1980 la totalité des personnels de **Duro-Felguera** aux Asturies, plus de 2 000 travailleurs, s'engagent dans l'arrêt du travail, exigeant l'intégration de CENSA dans le groupe et la sauvegarde de tous les postes de travail. Durant deux mois, la grève sera jalonnée de nombreuses mobilisations de rue qui vont prendre une tournure radicale, débouchant sur des affrontements avec la police. Dès le départ ce sont les CC.OO qui sont à l'initiative, l'UGT montrant quelques réticences qui, au fur et à mesure, se transforment en opposition active. A la division syndicale s'ajoutent un isolement politique considérable et l'adversité des médias dans le traitement du dossier, mais les CC.OO gardent le contrôle des assemblées et parviennent à créer, surtout à Gijón, de remarquables élans de solidarité (manifestations, journée de lutte, caisse de résistance), jusqu'à ce que l'usure ne crée une fracture sans cesse plus aiguë entre les travailleurs eux-mêmes. Finalement lorsque l'UGT parvient à un accord rejeté par les CC.OO qui ne considèrent pas les emplois garantis, et qu'elle le soumet au référendum, les positions sont

partagées à quasiment 50/50, et les résultats feront l'objet de polémiques. La reprise du travail finit par se produire dans un climat d'affrontement qui donne lieu à des agressions autant à Langreo qu'à Gijon.

Le début de la décennie 80 s'accompagne aux Asturies d'une aggravation des problèmes dans des secteurs névralgiques de l'économie régionale. Mines, Sidérurgie et Construction Navale se trouvent acculées à entreprendre des processus de restructuration, tandis que de nombreuses entreprises, métallurgiques et textiles principalement, traversent des difficultés croissantes. Les CC.OO approuveront avec l'ensemble des centrales les plans de reconversion qui touchent HUNOSA et ENSIDESA, comme cela s'était produit auparavant pour le Secteur Naval avec les « Accords de Castellana 3 », qui s'appliqueront à la **Constructora Gijonesa** après une période de mobilisations pour cet objectif. A HUNOSA, le plan de 1981 établit un nouveau système de contrats-programme qui vise à trouver une solution de survie à l'entreprise. Le financement direct par le Budget Général de l'Etat constitue la principale nouveauté. Des revendications en suspens reçoivent une réponse comme en matière de moyennes indirectes (salaires calculés à partir d'une moyenne), de nouveaux contrats et de hausses de salaires, mais les questions de durée du travail et de forfait ajoutées à la non réintégration des mineurs de Nicolasa licenciés l'année antérieure déclenchent des débrayages dans 21 puits. La signature du Plan suscite une forte controverse au sein des CC.OO. Par la suite, son application montrera le respect par les travailleurs des paramètres qui dépendent d'eux, alors que la gestion de l'entreprise va continuer de se détériorer. A ENSIDESA, les accords sectoriels de reconversion aborderont une réduction des effectifs par des voies « non traumatisantes » (mises à la retraite et en incapacité, réductions volontaires), alors que les investissements souffrent d'un retard considérable, laissant en suspens de surcroît, la décision de construction d'un nouveau train à chaud (à bandes). Les critiques formulées par les secteurs minoritaires sur le processus de négociation de la Sidérurgie rencontrent, dans la section syndicale de ENSIDESA une réponse radicale, sous forme de sanctions et d'exclusions qui s'inscrivent dans une crise qui débouchera sur la scission du Courant de Gauche.

L'inquiétude face à l'avenir compromis du tissu industriel s'exprime par des mobilisations locales de forte puissance. En juin 1980, quelques 50 000 personnes manifestent à La Felguera contre le démantèlement industriel de la vallée du Nalon. Répondant à un appel national des CC.OO et de l'UGT, parmi les objectifs duquel on compte la défense des entreprises publiques, les manifestations organisées en janvier de l'année suivante à Mieres et Gijon connaîtront également des ampleurs remarquables. Des préoccupations semblables motivent en février 1981, la manifestation organisée par les CC.OO et le PCA, avec le soutien de l'USO et de quelques groupes minoritaires mais sans l'accord de l'UGT ni du PSOE, à Aviles, région dans laquelle le chômage, la restructuration sidérurgique et la situation des entreprises de montage constituent les principales motivations de la protestation.

A cette époque les CC.OO se montrent favorables à la réalisation d'un grand appel régional en riposte à la crise industrielle et proposent l'élaboration d'un plan de solidarité pour la surmonter. Cependant, la dynamique de mobilisation engagée jusque là sera interrompue par un événement qui va

marquer profondément la politique espagnole : la tentative de coup d' état du 23 février 1981. Les CC.OO participent, le 27 avec l' ensemble des forces démocratiques, à la grande manifestation d' Oviedo contre le coup de force. A partir du 23 février, le souci de la stabilité du système démocratique revient au premier plan et, pour ce faire, les CC.OO adopteront une ligne modérée. L' Accord National de l' Emploi (ANE) sera la plus forte expression de cette stratégie.

Aux Asturies, le retour de la poussée mobilisatrice face à la crise économique ne se réalise que l' année suivante. La vertigineuse croissance du chômage et les mesures de crise ainsi que la préoccupation devant l' avenir de ENSIDESA constituent les principales causes d' alarme. Dans l' unité d' action retrouvée, l' UGT et les CC.OO entreprennent une série de mobilisations centrées sur ces questions. En mars 1982 plusieurs milliers de travailleurs manifestent à Oviedo réclamant des investissements pour une nouvelle aciérie et un TBC (train à bandes à chaud) à ENSIDESA. Le 3 avril l' initiative se répète à Aviles, avec une participation plus forte que la précédente. La campagne engagée inclut également des réunions avec les forces politiques, sociales et patronales, desquelles est issu un document exprimant l' inquiétude partagée face à la situation régionale, avec une mention particulière pour l' entreprise sidérurgique. Finalement, le 16 avril 1982, les CC.OO et l' UGT appellent à une grève générale dans la région, rejointes par l' USO, la CNT-AIT et la CNT(CV). L' exigence d' investissements à ENSIDESA et la protestation contre le chômage et les mesures de crise forment les motivations expresses de l' appel. Il s' agit de deux problèmes étroitement liés, du fait que la survie d' ENSIDESA représente la condition indispensable pour freiner la hausse du chômage et asseoir les bases d' une ré industrialisation qui touche l' ensemble de la société asturienne. Pour les initiateurs, à nouveau les travailleurs se retrouvent face à la « responsabilité historique d' être l' avant garde qui défend de façon conséquente les intérêts régionaux ». L' appel reçoit une puissante réponse, avec la participation de plus de 100 000 travailleurs et un impact particulier dans la Métallurgie, la Mine, la Construction et la Chimie. Les signes de soutien gagnent le Commerce et l' Enseignement.

LES COURANTS INTERNES

Jusqu' à la fracture survenue en 1981, la coexistence des courants internes qui opèrent dans le syndicat traversera des difficultés croissantes, tant au plan des relations d' organisation que sur le terrain de la pratique syndicale et du développement de conflits concrets. Entre temps, le rapport des forces demeure stable, la minorité représentant aux alentours d' un tiers des organisations si l' on se réfère aux délégations élues pour le second et le troisième congrès régionaux. Cependant, le recours à des mesures disciplinaires se substituera progressivement au débat, et dégradera toujours plus le climat de cohabitation.

Dans le secteur majoritaire, le lien étroit avec le PCA se maintient en des termes semblables à ceux déjà décrits dans l'étape précédente. Bien qu'à au niveau confédéral les divergences apparues en 1979 à propos des mobilisations contre le Statut des Travailleurs avec le blocage par le PCE de l'appel possible à une grève générale ouvrent une première crise dans l'entente entre les deux organisations, ces tensions n'ont pas cours aux Asturies. Au contraire, la fluidité des relations favorise le futur passage à des responsabilités politiques au PCA de dirigeants syndicaux comme le secrétaire régional de la Mine (« Berto Barredo »), en 1980, le secrétaire de l'Union Régionale (F. Javier Suarez) en 1981 et celui de la Métallurgie (J. M. Carballido) l'année suivante.

Bien que persiste une dynamique de subordination du syndicat aux directives fixées par le parti, la relation s'installe dans les deux sens. Après la crise de 1978, le PCA a vu s'accroître la prépondérance ouvrière dans le corps militant avec la perte d'une bonne partie de son implantation dans les milieux intellectuels et parmi les professionnels. Malgré les efforts déployés pour récupérer son ascendant dans ces secteurs, le poids des cadres issus du mouvement ouvrier augmentera sensiblement dans les organes de direction. Ainsi le PCA acquiert-il une image ouvriériste marquée. Les questions syndicales continueront d'être l'objet d'interventions répétées du parti. Les réunions fréquentes tenues en dehors de leurs structures par les cadres des CC.OO appartenant au PCA, constituent le scénario habituel de ces prises de décisions, alors que l'admission des dirigeants politiques y demeure exceptionnelle. C'est de cette façon que seront gérées les mesures disciplinaires prises à l'encontre du Courant de Gauche. En retour l'autorité que revêt le parti et la discipline caractérisant ses militants garantissent la cohésion du secteur majoritaire face à l'apparition éventuelle de fissures en son sein, comme cela se produit à la Mine, par resserrement des rangs contre l'opposition interne.

Au plan des conflits du travail, les orientations venant du parti visent à éviter les poussées de tension. C'est ce qui se passera au moment des grèves du Transport en 1979 et de HUNOSA en 1980. Par ailleurs, il s'agit d'une constante née aux débuts de la Transition et qui a perduré par la suite, comme le montrent les exemples des luttes contre la reconversion navale en 1984 ou la négociation de HUNOSA en 1987. Contrairement aux accusations fréquentes, qui habituellement attribuent l'instigation des conflits sociaux à d'occultes intérêts politiques, l'expérience asturienne montre que les interventions du PCE adoptent, sur ce terrain, la démarche opposée. Après l'époque où toute manifestation conflictuelle était immédiatement liée à la lutte contre la dictature, l'influence syndicale du PCE se manifeste de manière systématique par une ligne modérée y compris dans les mobilisations.

Dans l'analyse proprement syndicale, les efforts de modération réalisés dans le cadre officiel des CC.OO restent étroitement liés à la progression de l'UGT et à la crainte de sombrer dans une pratique avant gardiste qui les isolerait des masses. A un moment critique de la confrontation avec le Courant de Gauche, le Rapport Général présenté au 3^{ème} Congrès Régional rappelle clairement les positions officielles quant au type d'activité syndicale retenu : la fuite vers la radicalisation et l'avant gardisme transformeraient les CC.OO en une « organisation de cadres combattifs, lutteurs » mais sans grande influence et, par conséquent, incapable de traduire ses choix dans la réalité. Au

contraire, on préconise une pratique pouvant être assumée par la majorité des travailleurs, et qui évite de « transformer des batailles en guerres ».

Solidement installé à la tête de l' Union Locale (Comarcal) de Gijon, le Courant de Gauche se renforce sérieusement dans cette localité. Au niveau régional, cependant, les secteurs critiques ne parviennent pas à se coordonner de façon effective en dehors des processus de congrès ni à se doter d' un programme commun. Les réunions sont irrégulières, et répondent davantage à des réactions défensives face aux attaques subies. Les mesures répressives (exclusion de Morala, dissolution de la section syndicale de **Duro-Felguera**, dissolution de l' Union Locale de Gijon) agiront de ce point de vue comme un aiguillon, en intensifiant les contacts à l' échelle régionale. L'

isolement relatif dans lequel continuent d' agir les noyaux d' opposition dans les localités se manifesterà à propos des licenciés de 1980 du puits Nicolasa de HUNOSA. Les actions organisées en marge du syndicat par le MCA (dans les rangs desquels se trouvent les licenciés), ne trouveront de soutien que de la part de la LCR. Dans son ensemble, la réponse donnée par les groupes gauchistes s' avèrera faible.

Le peu de structuration du Courant de Gauche au niveau régional contraste avec la solidité qu' il a acquise à Gijon. Dans cette localité, plusieurs facteurs interviennent pour façonner une réalité sensiblement différente. Pour une part, le panorama de l' extrême gauche est caractérisé par une plus grande pluralité, représentant dans son ensemble une force importante. De plus, cette mouvance présente la particularité de se regrouper dans le camp syndical autour du leadership de figures « indépendantes » s' agissant d' ex militants du PCE comme Luis Redondo, ou de non adhérents à un parti comme J.M.Martinez Morala, reléguant les groupes politiques au second plan. Les expériences de collaboration entre ces collectifs s' étendent même à des initiatives comme la « Candidatura Gijonesa por un Ayuntamiento Popular » (Liste de Candidatures pour une Municipalité Populaire à Gijon), élaborée pour les élections municipales de 1979 et dans laquelle figurent des syndicalistes notoires. D' autre part, le travail dans les organismes locaux de direction des CC.OO agit comme rassembleur d' une coalition en principe hétérogène. Cette donnée, conjuguée avec la solide implantation dont ils bénéficient dans de nombreuses commissions de base, renforcent les possibilités d' impulser une pratique syndicale différente qui se concrétise dans des conflits de grande ampleur comme la grève de la Métallurgie de 1979 et la grève de solidarité avec CENSA des travailleurs de **Duro-Felguera** en 1980. Avec les tensions générées dans les conflits mentionnés, les différences entre le Courant de Gauche et le secteur officiel vont s' aiguïser par la multiplication de critiques publiques envers la direction du syndicat, la création de coordinations d' entreprises en lutte en marge des structures de l' organisation, ou la méthode de prise de décision par les assemblées. Vraisemblablement , la lutte pour le contrôle de l' appareil et l' existence de divergences personnelles agissent aussi comme facteurs de division.

Au delà de Gijon, les foyers de dissidence maintiennent une présence intéressante à Aviles (Métallurgie et Construction), avec des noyaux plus réduits dans la Métallurgie de Langreo et dans la Mine du Caudal. Le soutien a diminué sensiblement à Oviedo, par suite de la dispersion d' une partie substantielle de l' opposition, rejointe au 2^{ème} Congrès Local (Comarcal) en 1978, par des militants du PCA en rupture avec ce dernier. Contrastant

clairement avec ce qui se passe à Gijon, où ce collectif présente une composition essentiellement ouvrière et poursuit majoritairement un travail syndical, à Oviedo il s'agit principalement de travailleurs non manuels, originaires de secteurs à faible implantation, comme c'est le cas dans la Banque. Le plus souvent, il en résultera l'abandon de l'activité syndicale au profit du militantisme politique ou alors le repli sur les carrières professionnelles respectives sans plus d'engagement. En sens inverse, les minorités critiques gagnent de nouveaux soutiens à Grado, portés par l'orientation « pro soviétique » du communisme local.

Le début de l'escalade dans les sanctions, qui conduira à la scission du Courant de Gauche, coïncide dans le temps avec l'entrée dans les CC.OO de l'unique courant organisé qui, jusque là, ait été formellement reconnu comme tel : le Courant Socialiste Autogestionnaire, en provenance de l'USO. L'orientation adoptée par ce syndicat et les relations établies avec le gouvernement de l'UCD (« Union de Centro Democrático », Union du Centre Démocrate), ont causé de profondes divisions au sein de l'USO, mises en évidence à son 2^{ème} Congrès Confédéral tenu à Castelldefels fin 1979. Il en résultera le départ de l'organisation d'un groupe de cadres emmenés par José Corell, qui décideront collectivement de rejoindre les CC.OO. Leur intégration présente une valeur extraordinaire, non seulement parce qu'il s'agit de syndicalistes expérimentés, mais aussi parce que cela vient rompre une situation d'isolement, dans une conjoncture où l'organisation souffre particulièrement de l'étiquette de « syndicat communiste », imposée à des fins de discrédit. En conséquence, les conditions négociées pour l'intégration s'avèreront généreuses, tant au plan de l'attribution de postes dans les organismes de direction, que dans le fait même d'être reconnu comme courant organisé.

Aux Asturies, le 3^{ème} Congrès Régional (juin 1980) avalise la présence du Courant Autogestionnaire tout nouvellement incorporé. Le collectif venu aux CC.OO comporte une bonne partie du groupe de direction de l'USO, qui avait opté pour une ligne d'opposition à la direction confédérale emmenée par Manuel Zaguirre. Les discussions engagées au début de 1980 se concrétisent au mois d'avril par un accord, conduisant à la mise en place d'une commission bipartite chargée d'examiner les conditions concrètes de l'adhésion, et les dirigeants les plus significatifs du courant (Manuel Alonso, Vicente F. Fontaniella, Leandro Alba...) participent sans attendre à la manifestation des CC.OO le 1^{er} Mai. Contrairement à la facilité avec laquelle l'intégration se produira par la suite, le Courant Socialiste Autogestionnaire débute aux CC.OO des Asturies par un conflit après avoir exprimé ses désaccords tant sur son exclusion de la commission des candidatures au congrès, que sur les récentes mesures disciplinaires appliquées dans le syndicat.

Les difficultés initiales semblent devoir être mise en relation avec la situation de confrontation que traversaient alors les CC.OO, au moment de l'entrée, mais en aucun cas avec de possibles résistances à son intégration. Celle-ci se fera au contraire sans tensions ni réserves. L'assimilation aura été complète dans un court laps de temps, au point que le Courant Socialiste Autogestionnaire parviendra à peine à fonctionner comme tel aux Asturies, après la disparition de possibles différences qui auraient encore pu le justifier. Se manifestant par la présence de Manuel Alonso dans des réunions tenues à

Madrid, son activité se réduit alors à la superstructure, avant de couper définitivement les liens avec elle et de prendre ses distances avec les positions de José Corell. Quand se produit l'auto dissolution du Courant Autogestionnaire, dans le cadre du 5^{ème} Congrès Confédéral (décembre 1991), la décision n'aura pas de sens aux Asturies où il avait cessé d'exister depuis longtemps. Plusieurs de ses membres les plus connus ont occupé durant des années des tâches de direction, tant à l'Union Locale (Comarcal) de Gijon qu'au niveau régional.

L'AGGRAVATION DES CRISES INTERNES :

LA SCISSION DU COURANT DE GAUCHE

La rupture de l'Union Locale (Comarcal) de Gijon avec la scission de la CSI constitue l'aspect le plus grave d'une situation de crise qui se manifeste à différents niveaux et qui fait de la période allant du 3^{ème} au 4^{ème} Congrès la plus difficile de l'histoire du Syndicat depuis sa légalisation. Avec les problèmes de Gijon et les tensions latentes au sein des structures de direction des Mines, le Syndicat souffre d'une faiblesse d'organisation correspondant à une baisse de la syndicalisation dans de nombreux syndicats de branche, aux difficultés de fonctionnement des organismes de direction...et à une asphyxie économique découlant de l'insuffisance de cotisations et du manque de ressources annexes. Durant l'année 1980 et une grande partie de 1981, la confrontation permanente entre les deux courants opérant dans le syndicat exerce un effet paralysant sur la recherche de solutions aux autres problèmes. Ceux ci ne seront pas abordés avant la seconde moitié du mandat qui correspond à la restructuration de l'équipe de direction de l'Union Régionale. C'est à partir de là que se met en place une rationalisation des dépenses avec la fermeture de plusieurs locaux et une traumatisante réduction du nombre de permanents. En décembre 1981 a lieu le changement au poste de Secrétaire Général des CC.OO des Asturies. F. Javier Suarez abandonne la charge pour aller occuper des responsabilités politiques au PCA et jusqu'alors secrétaire à l'organisation, Emilio Huerta est élu par le Conseil Régional pour lui succéder. Bien que le résultat du vote traduise une large majorité, avec seulement 3 contre et 1 abstention, mises à part les absences, quelques uns des dirigeants de poids de l'organisation (les secrétaires généraux de la Métallurgie et des sections syndicales de HUNOSA et ENSIDESA) se trouvent parmi les réticents, malgré le soutien du PCA au candidat élu, parti auquel ils appartiennent également.

Au cours même du conflit de **Duro-Felguera** en appui à CENSA, au moment où s'affirmait le soutien à une grève solidaire telle que celle là, des critiques étaient émises depuis la direction régionale des CC.OO quant aux formes de mobilisation employées par ses propres militants taxés d'avant gardistes. La construction de barricades, les heurts avec la police, l'occupation de locaux ou les incidents survenus dans ceux de l'UGT serviront

d'arguments pour, une fois la grève terminée, prendre des mesures disciplinaires. Le Conseil Régional décide de suspendre la section syndicale et de convoquer une conférence pour recomposer ses structures organiques. L'opportunité de mesures individuelles, y compris la sanction à l'encontre de Juan Manuel M. Morala (travailleurs de Duro-Felguera, secrétaire local de la Métallurgie et dirigeant notoire du Courant de Gauche) est laissée à l'appréciation du Syndicat Régional de la Métallurgie.

Morala, qui avait déjà fait l'objet de propositions similaires sera exclu le mois suivant sous un prétexte extra syndical cependant. Le Conseil Régional de la Métallurgie aura recours à une irrégularité administrative : Morala avait avalisé, en utilisant le cachet du syndicat, les dettes provenant d'un concert organisé par les secrétariats à la Jeunesse de l'Union Locale et de la Métallurgie de Gijon, mais duquel s'étaient retirées à la fois l'Union Régionale et l'Union Locale de Gijon. Bien que la dette ait été soldée en marge du syndicat et que toute malversation se soit avérée impossible, cela demeurera la cause formelle de l'exclusion. De fait, Morala se trouvait dans une trajectoire syndicale toujours plus inconfortable, et au bout du compte, la majorité des témoignages concordent aujourd'hui pour considérer la forme employée comme une erreur et la raison alléguée comme un prétexte.

Au sein du Syndicat Régional de la Métallurgie, la coexistence des deux tendances était devenue de plus en plus problématique depuis la grève de 1979. L'initiative de l'exclusion de Morala s'inscrit dans ce contexte et provient des cadres syndicaux du PCE, inspirés par le secrétaire général lui-même, Jose M. Carballido. L'Union Régionale demeure sur le sujet au second plan, même si elle soutient sans hésitation le fait accompli.

Du fait de la dynamique de blocage répandue dans le syndicat, ces mesures auront pour conséquence de resserrer les rangs, provoquant une crise organique qui se traduira clairement lors du 3^{ème} Congrès Régional, sur le point de se tenir à la Felguera les 28 et 29 juin 1980. Les efforts de la direction régionale pour séparer le « cas Morala » du processus de congrès s'avèreront vains devant la ferme volonté du Courant de Gauche d'utiliser le congrès comme tribune pour dénoncer cette affaire. Cette lutte va marquer le congrès du début à la fin, dans un climat d'affrontement ouvert et fortement tendu. L'exigence de mettre en débat l'exclusion ayant échoué, la candidature de Morala lui-même sera présentée comme une alternative au secrétariat général, proposition évidemment irrégulière, à la recherche d'un acte symbolique de réparation. L'épreuve de force se solde par 86 votes nuls (favorables à Morala) face aux 202 obtenus par F. Javier Suarez, qui est réélu. Le Courant de Gauche compte avec le soutien de 30% des délégués.

En dehors de la confrontation autour du « cas Morala », le congrès aborde la question fondamentale des structures organisées, jamais encore définitivement établies. Le Rapport Général rappelle quelques avancées réalisées sur ce terrain depuis le précédent congrès : rationalisation administrative et contrôle financier. Les objectifs retenus demeurent prioritairement le renforcement des composantes de direction face à celles de coordination par la réduction du nombre de membres des différents organismes afin de gagner en efficacité et de pallier l'absentéisme. Dans le même temps le travail de renforcement des sections syndicales et syndicats régionaux se

poursuit, tout comme la révision de la politique du personnel et des locaux, la création de secrétariats spécifiques aux femmes, aux jeunes et aux techniciens et cadres à tous les niveaux où cela s'avère possible, et la résolution des difficultés de communication entre les bases et la direction.

Le climat de confrontation caractérisant le 3^{ème} Congrès Régional révèle une crise interne qui ne fera que s'aiguiser pour déboucher, l'année suivante, sur la scission du Courant de Gauche. Des tensions du même ordre se reproduisent au 3^{ème} Congrès Régional de la Métallurgie en octobre 1980, et l'escalade dans les sanctions se poursuit avec une nouvelle dissolution de la section syndicale de **Duro-Felguera** (Gijon), accompagnée de l'exclusion de tous ses syndiqués à la suite de la décision d'introduire Morala tête de liste aux élections syndicales, en dépit des avertissements du Syndicat Régional de la Métallurgie. A nouveau, les mesures disciplinaires suscitent une série de réactions de condamnation particulièrement à Gijon, foyer principal de la dissidence. Certaines sections syndicales prennent l'initiative de bloquer la cotisation des syndiqués et à **Duro-Felguera**, où la liste interdite par les CC.OO a gagné les élections, la majorité des exclus choisit de pas solliciter la réadmission et commence à fonctionner de façon autonome, en marge du syndicat.

Jusqu' alors, les sanctions appliquées l'ont été dans le champ du Syndicat Régional de la Métallurgie. Au sein de ce dernier la dégradation des relations personnelles et l'affrontement ouvert rendent toujours plus difficile la coexistence des deux courants. A leur tour, les relations entre l'Union Régionale et l'Union Locale (Comarcal) de Gijon dominée par le Courant de Gauche, traversent une période critique. Dans le secteur proche du PCA, les positions favorables à la résolution de la question par la voie disciplinaire gagnent du terrain, portées en premier lieu par les directions de la section syndicale de ENSIDESA et du Syndicat Régional de la Métallurgie. L'Union Régionale tentera sans succès à plusieurs reprises de sauver la situation. En janvier la section syndicale de ENSIDESA procède à l'exclusion de quatre militants et à la destitution de cinq autres, pour leur soutien à un texte critiquant la pratique syndicale dans l'entreprise et le cours des négociations sur la restructuration de la Sidérurgie. La logique inspiratrice de cette mesure se retrouve dans le rapport réalisé à cet effet : il faut couper court, au plus tôt, à la situation de luttes internes et à l'indiscipline des secteurs minoritaires, et la tolérance s'avèrerait en fin de compte contre-productive.

Des voies de dialogue bouchées, la prédominance croissante d'attitudes intransigeantes dans les deux camps ; et la rupture est consommée en 1981. Le 6 février, le Conseil de l'Union Régionale décide de dissoudre les organismes de l'Union Locale (Comarcal) de Gijon, désigne une commission de gestion et ajourne le congrès local prévu le mois suivant. La cause avancée pour justifier une décision de telle ampleur réside dans le contenu d'un rapport d'organisation élaboré par la direction démise, un texte extrêmement critique qui, selon le Conseil Régional, est anti statutaire et s'écarte des lignes directrices fixées par le récent congrès régional. Cependant, le rapport de force défavorable au secteur officiel, et le renforcement probable du Courant de Gauche en cas de victoire au congrès local, peuvent être considérées comme les raisons de fond. A partir de ce moment, un âpre combat se déchaîne à Gijon où la direction démise tente de regrouper des forces, en organisant le débat dans les sections syndicales, convoquant des assemblées et accumulant

de nombreuses adhésions, alors que la commission de gestion rencontre des difficultés considérables pour obtenir le contrôle de l'organisation. Bon nombre de sections syndicales refusent de reconnaître la nouvelle situation, bloquant les cotisations et exigeant publiquement le retour des exclus à leur poste. A son tour, la nouvelle direction - emmenée par le secrétaire de la section syndicale de ENSIDESA, Alejandro Rodriguez Mazuelas - poursuivra inflexiblement dans la voie disciplinaire, décidant d'exclure les dirigeants les plus en vue du Courant de Gauche pour activités fractionnelles. La majorité des exclusions se feront cependant pour cause de non paiement des cotisations, de manière sélective.

La rupture est devenue irréversible, consommant une scission qui s'exprime dans la tenue simultanée du 3^{ème} Congrès Local (Comarcal) des CC.OO le 31 octobre 1981, et de la conférence du dénommé « Courant de Gauche des CC.OO des Asturies ». Les événements montrent très clairement l'erreur de calcul commise par la direction régionale pensant, une fois les principaux dirigeants exclus de l'organisation, que le secteur critique tendrait à se désagréger et disparaîtrait à brève échéance. Bien au contraire, ce secteur fera montre d'une remarquable capacité à se coordonner, évitant la dispersion et démontrant son implantation, ce qui lui permettra de maintenir une activité syndicale. Après une période marquée par le contentieux autour de l'utilisation des sigles des CC.OO, un an plus tard a lieu la création d'un nouveau syndicat - le Courant Syndical de Gauche (Corriente Sindical de Izquierda) - bien que son objectif explicite de retourner aux CC.OO demeure jusqu'en 1984.

Pour les CC.OO, le processus qui débouche sur l'apparition du CSI se solde par la perte de plus du quart de ses militants à Gijon et une grande désorganisation qui affaiblit sa présence dans cette ville. Le renforcement du CSI, les années suivantes, comme groupe minoritaire mais extrêmement actif et doté d'indéniables capacités mobilisatrices, son engagement dans le processus de luttes menées à bien à Gijon contre la crise et la reconversion industrielle et la collaboration effective établie dans ce contexte entre les deux organisations, permettront une normalisation des relations, dépassant le climat d'hostilité et de discrédit permanent qui s'installe après la rupture. Dans ces conditions, les CC.OO procèdent à une redéfinition de leur attitude envers le CSI qui conduira à la réalisation de plusieurs propositions de réintégration, concrétisées en 1984, 1986 et 1989. Malgré la souplesse marquant ces propositions, la réponse sera négative. Au CSI les positions opposées au retour aux CC.OO sont majoritaires, et disposées à maintenir une identité propre une fois le syndicat bien assis. Au contraire, aux CC.OO une vision auto critique des erreurs commises dans cette affaire finira par se généraliser et pourrait être condensée dans une affirmation de son secrétaire général : « la scission du CSI fut un échec pour nous tous ».

Au delà de Gijon, les tensions les plus graves de la période qui entoure la scission concernent le licenciement par HUNOSA de trois travailleurs militants des CC.OO et du MCA du puits Nicolasa à Mieres, pour leur rôle dans la séquestration, en octobre 1980, de plusieurs dirigeants de l'entreprise, moyen de pression utilisé contre la fermeture. Les réactions suscitées par l'affaire et les méthodes à employer pour parvenir à leur réintégration donneront lieu à d'intenses débats dans le syndicat. La section syndicale engagera une procédure pour ses syndiqués alors qu'elle rejette l'utilisation des moyens de pression (arrêts de travail, occupation...), tout en appelant à la

normalisation et en s' en remettant aux seules démarches effectuées auprès de la direction de HUNOSA pour l' annulation des licenciements. Pour Marino Artos, les événements s' inscrivent dans une stratégie contraire à celle des CC.OO et fournissent à l' entreprise l' occasion d' affaiblir le syndicat à la veille d' élections syndicales. Semblables désaccords partagés par l' Union Régionale s' exprimeront lors de l' occupation et de la grève de la faim entreprise plusieurs mois plus tard, comme devant la création d' un comité de solidarité aux licenciés, interprété comme une entité extra syndicale au service d' un parti. Au contraire, les secteurs minoritaires d' orientation plus radicale dénoncent la faible conviction avec laquelle est revendiquée la réintégration, la renonciation aux mobilisations, la condamnation publique des actions des travailleurs alors qu' ils se trouvent toujours incarcérés, et l' existence de traitement discriminatoire en fonction de l' appartenance politique.

Cependant, la confrontation qui perdure dans ce cas précis correspond à la dynamique d' un processus déconnecté de la crise sévissant à Gijon, et qui ne conduira pas à une extension de la scission. Au contraire, les cadres syndicaux de tendance gauchiste travaillant à HUNOSA choisiront de rester dans les CC.OO. Bien que le noyau de dirigeants démis trouve des soutiens et maintienne des contacts avec des éléments proches dans différentes parties des Asturies, la rupture ne dépassera pas les limites de la région de Gijon, à la seule exception d' un groupe de militants de ENSIDESA-Aviles qui ont fait l' objet de sanctions. La scission même du CSI dans le périmètre de Gijon va revêtir un caractère forcé, comme le produit de conditions découlant de faits antérieurs et non d' une décision préméditée de ses acteurs. Les groupes syndicaux gauchistes resteront au sein des CC.OO malgré d' évidentes et profondes divergences.

En définitive, la scission du CSI représente la perte d' un groupe de syndicalistes « indépendants » de valeur, lesquels abandonnent massivement les CC.OO à Gijon, où ils sont les plus nombreux. Les situations s' avèreront contradictoires relativement aux partis politiques dont le rôle était resté secondaire au sein du Courant de Gauche. Les militants « gijonais » du MCA et de la LCR suivront la scission alors que dans le reste des Asturies il demeureront aux CC.OO, excepté un groupe du MCA exclu de ENSIDESA-Aviles. Leur choix consistera à considérer comme un fait acquis la rupture réalisée à Gijon, tout en refusant son extension à d' autres zones et en travaillant désormais dans les deux organisations. De leur point de vue, le renforcement d' une « gauche syndicale » ne serait pas une question de séparation des organisations, d' autant qu' en dehors de Gijon, dans l' hypothèse d' une scission, les bases sur lesquelles compter s' avèreraient extrêmement faibles. Quelques rares membres de cellules du PCE rejoindront le CSI, alors que dans le cas du PCEU il s' agira de décisions individuelles motivées en bonne partie par des raisons de loyauté envers Luis Redondo, ou par l' appartenance à des sections syndicales déterminées. Quant au PST, avec une présence à peine symbolique dans le mouvement ouvrier, il décidera de retourner aux CC.OO après un bref séjour au CSI. L' OCR (BR), choisit finalement, au moment de la scission, de rompre avec le Courant de Gauche-à la constitution duquel elle a contribué activement- pour demeurer aux CC.OO. Après avoir adopté une ligne modérée très proche des positions du PCE, elle s' efforce d' éviter la rupture. Lorsque celle ci se produit, l' analyse réalisée par

le parti contient une sévère critique du gauchisme et des sources de division syndicale, concluant par le rejet de l'existence même des courants organisés.

L'ERE SOCIALISTE

I- LE PREMIER GOUVERNEMENT DU PSOE: ADAPTATION, RECONVERSION (1983-1986)

UN CYCLE INTENSE DE MOBILISATIONS

Au moment de leur 4^{ème} Congrès Régional, célébré du 17 au 19 juin 1983, les CC.OO des Asturies viennent de traverser une période critique par suite de la scission survenue à Gijon et des problèmes d'organisation qui persistent depuis des années. Trois préoccupations fondamentales seront au centre des séances du congrès : le renforcement des structures du syndicat, la définition d'une stratégie face à la politique socio économique du gouvernement du PSOE, et l'analyse de la crise régionale. Sur le premier aspect, la fusion de différents syndicats de branche dans le but de pallier leur faiblesse constitue la plus importante des mesures adoptées. Comme cela avait été décidé lors d'une récente Conférence sur l'Organisation, le nombre des syndicats régionaux est réduit de 19 à 14 et les Unions Locales (Comarcales) de Pravia et Teverga sont intégrées respectivement à celles d'Aviles et d'Oviedo. Concernant la situation de l'économie asturienne, la question de l'avenir du secteur public, qui revendique un statut, et celui des secteurs minier, sidérurgique et naval est présente dans les résolutions. Les CC.OO avancent la nécessité de réviser l'Accord de Solidarité contre le Chômage et la Crise signé auparavant et qu'elles considèrent être un échec, elles proposent l'élaboration d'un plan régional de ré industrialisation et reconversion qui fixe des lignes d'actions spécifiques dans le cadre de la politique nationale et insiste sur l'exigence d'une dotation en infrastructures pour solutionner les principales difficultés en matière de communications. La nécessité croissante de disposer d'études sérieuses conduit, à son tour, à décider du renforcement du cabinet technique. La définition de la stratégie syndicale donne lieu à des déclarations qui tendent à dénoncer autant la vision réformiste que l'option de résistance en insistant sur le rejet de l'avant gardisme. Dans les propositions figure la revitalisation de ce qui constitue une des racines des CC.OO telle que l'assemblée, avec le renforcement de son rôle comme instrument d'information et de participation. Après l'exclusion du syndicat de l'essentiel de l'opposition responsable des tensions et conflits des trois derniers congrès, les séances se déroulent dans un climat de large consensus qui se traduit par de fortes majorités lors des votes. Les critiques, venant essentiellement des rangs des communistes « pro soviétiques » proches du PRUC, ne trouvent qu'un faible soutien parmi les délégués. Emilio

Huerta est élu sans opposition, avec 210 votes pour et 7 abstentions, alors que Victor M. Saez (militant du PRUC) et Emilio M. Morala (de l'OCE-BR) qui se présentent à la Commission Exécutive obtiennent seulement 11 et 16 voix respectivement.

L'accession du PSOE au gouvernement après la victoire électorale historique du 28 octobre 1982 représente pour les CC.OO une situation nouvelle qui exige de clarifier la stratégie à adopter. D'une part, elle a fait naître l'espoir d'une politique économique et sociale plus progressiste et portée à la concertation avec les centrales syndicales, ainsi qu'un renforcement du système démocratique. Par ailleurs, avec un PCE réduit à sa plus simple expression (4 députés), et un PSOE disposant d'une majorité absolue bien commode, le nouveau rapport de force au sein de la gauche fait craindre une possible marginalisation par ce gouvernement qui pourrait favoriser ouvertement le modèle syndical de l'UGT et privilégier les relations avec elle. De l'avis des CC.OO, le programme électoral socialiste se trouve être insuffisant et l'attitude à son égard consiste le plus souvent à offrir un soutien critique accompagné de mobilisations destinées à impulser sa mise en œuvre et particulièrement celle des engagements pris en matière de création d'emplois et de sortie de l'OTAN. Les attitudes initiales se partagent, cependant, entre celles qui se proposent d'accorder une marge de confiance au gouvernement, et celles qui veulent exercer immédiatement la pression car sceptiques sur la volonté de ce dernier d'appliquer son programme. La crise profonde que connaît le PCE apparaît comme un facteur supplémentaire susceptible d'influencer ces attitudes.

Aux Asturies, le 4^{ème} Congrès Régional aborde cette question avec l'expérience de six mois de gouvernement socialiste. La position majoritaire du moment trouve sa traduction dans divers passages du Rapport Général ainsi que dans sa défense soutenue par le secrétaire général. La politique économique menée par l'équipe de Miguel Boyer, et les ambiguïtés montrées sur la promesse d'un référendum concernant l'appartenance à l'OTAN, génèrent des doutes sérieux sur la ligne adoptée et confèrent aux débats une tonalité critique. Le soutien au gouvernement apparaît conditionné à l'exigence « d'une issue progressiste à la crise », évitant la stratégie de confrontation ouverte et de harcèlement mais développant des mobilisations chaque fois qu'elles sont jugées nécessaires.

Les positions face au Statut du Mineur et à l'avenir de HUNOSA, les reconversions navale et sidérurgique et la période de conflits sociaux vécue à Gijon permettront aux CC.OO de concrétiser leur réponse à la politique du premier gouvernement socialiste, donnant lieu aux plus imposantes mobilisations du moment. Très vite l'écart avec l'UGT va se montrer insurmontable du fait de la différence d'attitude des deux organisations syndicales face à la gestion gouvernementale. L'impossibilité de développer une unité d'action avec cette dernière et le recours croissant à une stratégie de mobilisation amèneront les CC.OO à réviser leur politique d'alliance en recherchant l'accord d'organisations minoritaires. Dans le cas asturien cette orientation se traduit par une collaboration étroite avec le CSI dans le Secteur Naval et lors des grèves générales de Gijon, avec une tendance à constituer un front unitaire par l'organisation de mobilisations auxquelles participent également l'USO, la CNT-AIT et la CNT(CV). En l'absence de ces formations dans d'autres secteurs comme les Mines, les CC.OO seront contraintes

d'affronter seules l'UGT, dans un face à face qui atteindra des sommets critiques en 1983 et 1984, alors qu'à ENSIDESA, jamais les relations ne se dégraderont à un tel degré malgré la profondeur des divergences.

La tonalité des critiques des CC.OO en direction de la politique économique du gouvernement se renforcera rapidement et les relations avec la FSA-PSOE vont devenir problématiques à la suite de la grève générale de Gijon. Mais, bien que teintée de connotations politiques, la confrontation se déplacera quasi immédiatement sur le terrain syndical, où l'unité d'action avec l'UGT devient extrêmement fragile. Aux alentours du 1^{er} Mai 1983 les heurts ont déjà débouché sur un appel séparé pour la journée. Le refus de l'UGT d'une manifestation commune proposée par les CC.OO se base précisément sur son désaccord avec ce qu'elle considère être une attitude « de harcèlement permanent » à l'égard du gouvernement. Les différences ont vu le jour d'abord dans les Mines. Très vite, la section syndicale de HUNOSA exprime la crainte d'être victime d'une sorte de mise à l'écart destinée à privilégier le SOMA, alors que la Fédération Nationale des Mines organise en solitaire des mobilisations pour la défense d'un contre projet de Statut du Mineur qui avait, en son temps, été agréé par l'UGT.

A Gijon, durant l'année 1982, on observe une aggravation de la crise industrielle qui va générer un climat de malaise. L'été 1982 a connu les mobilisations des travailleurs de **Astilleros del Cantabrico y Riera** (chantier naval), qui atteignent un tel niveau de radicalisation que les CC.OO et l'UGT sont amenées à se démarquer des actions soutenues par le CSI et la CNT. Le risque de faillite de l'entreprise écarté momentanément, la fin de l'année voit converger dans les rues de la ville les conflits **de Avelo, Crady et Talleres de Moreda**, également centrés sur la défense de l'emploi. Face à la crise, leurs comités d'entreprise vont proposer d'organiser une initiative unitaire, proposition reprise par les CC.OO et soumise à l'UGT. Début janvier, les directions locales des deux centrales tiennent une réunion d'où sort un appel à une grève générale pour le 25 janvier 1983. La réponse unanime des forces sociales, syndicales et politiques de la ville permettra la paralysie totale de l'activité, rassemblant quelques 100 000 manifestants selon les sources journalistiques.

Référence rapidement imitée par Vigo et Sagunto, la grève générale de Gijon constitue la première mobilisation de ce type menée à bien après l'accession au pouvoir du PSOE. Dans ses fondements on ne trouve pas encore la critique du travail d'un gouvernement aux affaires depuis moins de six mois. L'appel prétend davantage attirer l'attention sur la gravité de la situation locale en réclamant pour cela des mesures urgentes. Pour cette raison l'initiative peut compter sur le soutien de l'UGT et y compris du propre maire de la ville, bien que cela ne soit pas exempt de réticences à la direction asturienne du PSOE. Pour les CC.OO il ne s'agit pas d'une action dirigée contre le gouvernement, mais elle devrait avoir la capacité de contrecarrer les pressions venant de la droite et servir d'avertissement à l'exécutif régional tout en recherchant son implication dans la relance industrielle des Asturies.

L'année 1983 verra l'aggravation considérable de la situation socio économique déjà problématique dont souffre la région de Gijon. Alors que les conflits signalés demeurent actifs, le principal foyer d'inquiétude se concentre sur la situation d'un Secteur Naval voué à une reconversion coûteuse en suppressions d'emplois. Toujours plus loin d'une UGT qui agit comme rempart

contre les mobilisations, les CC.OO vont engager une collaboration avec le CSI qui, bien que non dépourvue de frictions, se maintiendra durant tout le processus de reconversion navale. C' est dans ce climat qu' en 1984 se déroule un cycle de luttes qui va marquer la vie de la localité par des grèves générales successives, transformant ses rues en scène permanente d' actions radicales de protestation. Le 2 février 1984 a lieu une nouvelle grève générale qui doit affronter l' opposition résolue de l' UGT, pour laquelle il s' agit d' une initiative à visée politique dirigée contre un gouvernement qui continue de mériter sa confiance. Les organisateurs – CC.OO, CSI, USO, CNT-AIT et CNT(CV) – trouvent cependant un terrain particulièrement favorable permettant une nouvelle paralysie de la ville et une imposante manifestation.

Le recours à la grève générale se répètera jusqu' à l' usure durant 1984. Correspondant à une journée de mobilisation nationale contre la reconversion navale, un nouvel appel est lancé à Gijon le 12 juillet. Dans une ville sous contrôle policier la participation sera élevée sans toutefois atteindre les niveaux précédents. Trois mois plus tard, l' escalade de la tension due à l' engagement des travailleurs des chantiers navals et aux violentes ripostes policières, débouchera sur un événement tragique : la mort d' un jeune manifestant – Raul Losa – tué d' un coup de feu dans la rue par un représentant bijoutier dont le véhicule était en train de croiser la manifestation. Dans un climat de vive émotion, les CC.OO et les syndicats minoritaires appellent à paralyser la ville le jour suivant, le 24 octobre et obtiennent une réponse massive. Les événements de Gijon susciteront diverses réactions invitant à la réflexion et au retour à la cohabitation, parmi lesquelles la déclaration faite par la totalité des forces politiques représentées au Parlement et l' exécutif régional, mais qui n' empêcheront pas que se reproduisent de rudes affrontements de rues.

Pour les CC.OO l' aggravation de la situation économique et sociale des Asturies va justifier l' appel à « une Journée d' Action Régionale » fixée au 30 novembre. Les principales motivations se trouvent dans la nécessité d' un plan de solidarité contre la hausse du chômage et l' intensification de la crise, dans la réalité « sauvage » d' une reconversion industrielle mal nommée qui se limite à démanteler sans investir, dans l' exigence d' une réouverture des négociations dans le Secteur Naval et dans les menaces qui pèsent sur l' avenir de ENSIDESA et HUNOSA. En fonction de l' évaluation de la capacité de mobilisation, les objectifs fixés varient selon les zones : alors qu' un appel à la grève générale est lancé à Gijon et dans les Bassins Miniers, dans les autres secteurs on se limite à des actions symboliques (assemblées, rassemblements...). L' initiative a été gérée uniquement par les CC.OO, en accord avec le PCA, mais sans pouvoir compter sur d' autres organisations de sorte que seul le CSI, au dernier moment, sera gagné au mouvement. Ajoutée à l' usure provoquée par la longueur de cette période de conflit, l' image d' un l' appel initié par « les communistes » constituera une source de faiblesse. Le taux de participation sera inégal, plus élevé à Gijon, où cependant il demeure inférieur à ses niveaux antérieurs. Le bilan s' avère insuffisant de manière générale, et l' expérience du 30 novembre marquera l' épuisement d' une stratégie de mobilisations générales développée jusqu' alors, une ligne de conduite qui a déjà rencontré des objections au sein du syndicat, en provenance essentiellement de la section syndicale de ENSIDESA et exprimées, avec certaine précaution, au récent congrès de l' Union Locale (comarcal) de Gijon.

Avec les conflits sociaux permanents de 1983 et 1984 à Gijon, les Mines constitueront l' autre grand foyer de tensions, nées dans un premier temps de l' opposition au Statut du Mineur puis, par la suite, de la négociation d' un plan triennal à HUNOSA. Dans les deux cas les positions respectives des CC.OO et de l' UGT vont s' opposer frontalement.

En mai 1983, la Fédération Nationale des Mines des CC.OO appelle à des mobilisations pour la défense d' un Statut du Mineur dont le contenu correspond au texte préalablement décidé avec la fédération homologue de l' UGT et défendu à son Congrès par un PSOE encore dans l' opposition. Pour les CC.OO, les socialistes parvenus au gouvernement prétendent dénaturer ce contre projet en abaissant ses garanties sur des aspects comme le régime spécial de la Mine, le temps de travail, la retraite, les congés, les salaires, le contrat fixe...Pour ces raisons, onze membres de la Fédération Nationale des Mines décident d' occuper le puits San Luis de HUNOSA et une grève générale de 48 heures est lancée dans le secteur. Cependant les divergences suscitées par le désaccord de la section syndicale de HUNOSA et du Syndicat Régional des Mines sur l' initiative d'occupation, déclenchent une crise interne qui provoque l' ajournement de la grève et le départ de Marino Artos de l' Exécutif et du Conseil de la Fédération Nationale. Le nouvel appel à la grève générale du mois suivant se soldera aux Asturies par un échec, explicable non seulement par l' opposition du SOMA, mais également par celle des propres structures régionales des CC.OO. Après cet épisode, les revendications sur le Statut du Mineur reviendront au premier plan en novembre, lorsque le gouvernement présentera son projet. Sur le sujet, la confrontation avec l' UGT atteindra un point critique lors du débat télévisé crispé que se livrent les secrétaires régionaux du SOMA, J. A. Fernandez Villa et des CC.OO de la Mine, Avelino Garcia. Les CC.OO appellent à nouveau à la grève générale dans le secteur, face à l' opposition frontale de l' UGT. Les arrêts de travail se traduisent aux Asturies par un relatif succès qui n' empêche pas la guerre des chiffres dans le décompte. Les mobilisations se poursuivront les derniers jours de novembre et les premiers de décembre avec de nouveaux arrêts de travail et des occupations, une nouvelle grève générale ayant lieu dans les mines asturiennes.

La négociation de l' accord de 1984 et du Plan triennal 1984-1986 pour HUNOSA a pour point de départ une proposition patronale inacceptable : blocage des salaires pour l' année, hausses inférieures à l' Indice des Prix à la Consommation pour les deux suivantes et disparition des primes de production. Devant ce qu' ils considèrent comme une provocation, les mineurs engagent une grève spontanée qui paralyse l' entreprise avant que les syndicats eux mêmes ne l' assument. Cette offre initiale révisée, les divergences apparaissent entre le SOMA, partisan d' épuiser les possibilités de la négociation avant d' appeler à de nouvelles mobilisations, et les CC.OO qui appellent à la grève. Le conflit, qui se prolongera durant plusieurs semaines, parvient à un haut degré de radicalisation au moment où se dessine un large soutien social. Après que le SOMA, les associations professionnelles et HUNOSA aient acté le principe d' un accord, et malgré l' offensive menée par les organisations socialistes, les CC.OO développent avec succès des manifestations à Langreo, Mieres et Oviedo, ainsi qu' une grève générale massivement suivie dans le Caudal – où elles ont pu compter sur le soutien des associations de quartiers, les commerçants et les hôtelier -, et à moindre

échelle dans le Nalon. La grève se prolonge durant quasiment deux semaines et, même quand se produit l' appel à la reprise, une bonne partie des mineurs retardent l' heure du retour au travail. Cette attitude sera soutenue par certains dirigeants syndicaux, parmi lesquels on trouve des positions contradictoires sur la question. La crainte de provoquer la division après un mois de conflit et de placer la majorité des travailleurs face à une avant garde, avec l' usure qui en découle, est la seule raison qui pousse la direction de la section syndicale à décider de la reprise. Bien que reconnaissant les avancées obtenues sur la proposition initiale, la fin de la grève ne signifie pas pour les CC.OO l' acceptation d' un plan qui, pour elles, ne soigne pas les maux dont souffre l' entreprise et n' affronte pas les problèmes décisifs pour sa survie, et qui est, de surcroît, négatif en ce qui concerne les forfaits, la journée de travail et le maintien du pouvoir d' achat. L' assainissement financier, l'adaptation du système administratif, le traitement des défauts bureaucratiques ou la correction du déséquilibre des effectifs entre travailleurs productifs et improductifs demeurent en suspend. Le refus des CC.OO s' exprimera à nouveau en mai par une grève de 24 heures.

Si, dans les relations entre les CC.OO et l' UGT, les premières années de gouvernement socialiste sont marquées par une profonde division qui, aux Asturies, se révélera particulièrement aiguë dans les Mines et les Chantiers Navals, un lent processus de rapprochement se dessine à partir de 1985, jetant les bases de l' unité d' action réalisée en 1988 avec l' appel conjoint à la grève générale du 14 décembre. Une révision des positions « ugetistes » d' appui systématique au gouvernement sera nécessaire pour en arriver là, avec la redéfinition des relations avec le PSOE et de la stratégie syndicale à développer. Le premier épisode de cette rupture d' un modèle centenaire de relation historique entre le PSOE et l' UGT et le rapprochement de cette dernière avec les CC.OO, intervient lors de la riposte syndicale contre la Loi de Réforme de la Sécurité Sociale élaborée par le gouvernement en 1985. Cependant, le rejet du projet dans lequel figure la baisse des pensions ne permettra pas encore d' aller à des accords d' unité d' action, les appels à la mobilisation se faisant séparément. Alors que des membres des CC.OO participent aux manifestations organisées par l' UGT le 4 juin, l' appel à la grève générale du 20 juin par les CC.OO ne sera pas soutenu par l' UGT. Aux Asturies, la journée aura de remarquables répercussions dans toute la zone centrale de la région à l' exception d' Oviedo.

De même, les campagnes en faveur du référendum pour la sortie de l' Espagne de l' OTAN, auxquelles les CC.OO participent très activement, n' ouvriront pas d' espace pour une collaboration avec l' UGT qui maintient une attitude d' inhibition en tentant de concilier son rejet des blocs militaires avec le soutien au gouvernement. Depuis 1983, les CC.OO contribuent de façon marquée aux campagnes de propagande et aux mobilisations contre la présence dans l' OTAN, comme l' un des piliers fondamentaux du Mouvement Asturies pour la Paix, qui réussit à plusieurs reprises à organiser des initiatives de grande ampleur.

CHOIX STRATEGIQUES. LE DEBAT INTERNE

Au milieu des années 80 divers secteurs connaissent un débat interne sur les stratégies et les formes d'activité syndicale. Dans les Mines, le Secteur Naval et la Sidérurgie on assiste à des phénomènes qui mettent en évidence l'existence de positions contradictoires. Elles ne présentent cependant pas les caractéristiques d'une lutte entre courants organisés comme ce fut le cas dans la période antérieure, mais se développent au sein même de la majorité, croisant parfois des différences existantes entre divers organismes et leurs responsables. Ce facteur expliquera la faible répercussion publique des débats qui demeurent largement masqués et limités aux niveaux des directions.

L'intervention constante du PCE dans les questions internes aux CC.OO qui alimenta de multiples tensions avec les minorités critiques, avait au contraire permis, à partir de l'autorité dont se trouvait investi le parti, de maintenir la cohésion de la majorité par delà les éventuelles divergences ou frictions à caractère personnel apparues dans ses rangs. A mesure cependant que vont s'altérer les termes régissant cette relation sur la voie de l'autonomie du syndicat, les divergences affirmées au sein de la majorité prennent le ton de la confrontation, ce qui n'était pas le cas auparavant. La perte de cohésion provenant du retrait progressif du PCE s'avèrera particulièrement claire dans les Mines, où les conflits internes se multiplient pour déboucher sur une grave crise organique.

A la Mine, l'origine des divergences remonte au moins à 1980, le report de la grève cette année là à HUNOSA servant de catalyseur. La signature controversée du plan triennal en 1981 ne fera qu'aiguiser les désaccords en décantant les positions. Le virement opéré dans l'orientation de la section syndicale de HUNOSA ouvre des brèches dans ses rapports avec la Fédération Nationale, lesquelles peuvent être personnalisées dans le désaccord entre les responsables respectifs : Marino Artos et Manuel Nevado. Pour le premier, la pratique syndicale des CC.OO dans les Mines doit s'adapter au nouveau contexte, écartant ce qu'il considère comme des inerties de la clandestinité. Sa conception privilégie le renforcement de l'organisation et la réalisation d'objectifs partiels par la voie de la négociation. Il est partisan d'un effort de contrôle du déroulement des conflits, d'une préférence pour les grèves programmées dans lesquelles le syndicat exerce son autorité sans être débordé par la base, et du refus de ce que l'on nomme communément les actions d'avant garde. Face à cela, M. Nevado conserve des conceptions plus radicales, privilégiant la mobilisation, et une démarche revendicative plus rigide. Le 3^{ème} Congrès du Syndicat Régional des Mines tenu en 1980 reprend en grande partie les positions défendues par Marino Artos, exprimant la nécessité de renoncer à la « politique du tout ou rien » ainsi qu'aux occupations et aux grèves illimitées comme formes de lutte.

La soumission à la même discipline de parti (la quasi totalité des dirigeants de la Mine sont membres du PCA) maintiendra ces tensions à l'état latent, jusqu'à ce qu'elles finissent par éclater en 1983 en raison des mobilisations pour le Statut du Mineur. La décision unilatérale de Manuel Nevado d'entreprendre l'occupation d'un puits de HUNOSA sans consulter sa propre section syndicale ni le Syndicat Régional provoquera une crise ouverte. Pour la section syndicale de HUNOSA, l'initiative s'avère inacceptable non

pas par la forme adoptée mais parce qu' elle contredit sa démarche des années précédentes, au cours desquelles elle a tenté d' éliminer de la pratique syndicale de la Mine les actions telles que les occupations. Les divergences s' étendront par la suite à l' évaluation du contenu du Statut du Mineur et à la position à prendre par les CC.OO sur le sujet. Alors que M. Nevado soutient une opposition frontale, Marino Artos propose de capitaliser les conquêtes obtenues comme produit de la lutte des CC.OO, sans renoncer aux aspirations qui restent en suspend, et cela afin d' éviter que le SOMA ne s' en attribue seul les résultats. La différence se retrouvera dans l' émission de communiqués sensiblement différents de la part de la Fédération Nationale et de la section syndicale de HUNOSA sur le Statut du Mineur.

Les divergences stratégiques dans les Mines se cumulent à ce moment là avec une situation de crise qui conduira au changement de secrétaire général du Syndicat Régional, en juin 1983, et de la section syndicale de HUNOSA, en janvier 1984. Ces modifications permettront de surmonter les désaccords jusqu' à ce qu' en 1986 la ligne adoptée par le Syndicat Régional donne lieu à l' engagement d' un long conflit où s' affrontent à nouveau des options stratégiques différentes.

Les luttes intenses qui se déchaînent à Gijon pour cause de reconversion navale ainsi que la radicalisation des mobilisations ramèneront au premier plan le débat sur les formes d' actions syndicales. Celui ci se est mené en des termes semblables à ceux qui prévalurent au temps de la Transition, mais il sera cependant résolu d' une autre façon en raison probablement d' un contexte politique différent et du fait que les divergences ne recoupent pas à cette occasion les courants organisés. Dans le secteur même des chantiers navals, les actions radicales justifieront, en 1980, l' application de sanctions à l' encontre de la section syndicale de **Duro-Felguera** après la grève de solidarité avec CENSA et, à nouveau en 1982, les CC.OO condamneront certains excès de durcissement de la part de travailleurs de **Cantabrico y Riera**. A compter de 1983, la tension croissante qui caractérise les mobilisations contre la reconversion donne lieu à une escalade où les heurts avec la police, le jet d' objets contondants aux lance pierres, les coupures de trafic, les barrages de pneus enflammés....deviennent des données quotidiennes qui parfois vont jusqu' à l' incendie d' un autobus ou même à l' explosion d' un relais de **Telefonica**. Bien que des réactions opposées à ces actes s' expriment à l' intérieur même du syndicat, en aucun cas les CC.OO n' émettront de déclarations publiques de condamnation. Le Secrétariat Local de la Métallurgie de Gijon se trouve être dirigé par un travailleur des chantiers, Jesus Montes Estrada « Churruca » qui non seulement participe mais dirige les mobilisations, et les divergences apparues dans d' autres instances du syndicat demeureront dans le strict cadre d' un débat interne. Officiellement les CC.OO assureront leur soutien aux mobilisations développées conjointement par ses militants et ceux du CSI, sans interdictions ni critiques publiques. L' unique exception viendra de la crise de l' Union Locale (comarcal) de Gijon, qui débouche sur la démission de son secrétaire général à la suite de l' affirmation de son désaccord et de la condamnation de son attitude. Semblable situation apparaît au sein du PCA où les réticences des directions locale et régionale se heurtent à la réaction énergique de ses groupements aux chantiers navals qui valident pleinement la ligne syndicale mise en pratique et bloquent toute expression contraire.

Les critiques formulées à l' encontre des mobilisations des travailleurs ont trait à plusieurs de leurs aspects. Pour une part il y a la préoccupation largement partagée de l' image donnée par le syndicalisme impliqué dans des actions violentes. Le traitement de l' information dans les médias de communications joue un rôle important dans ces réactions. Selon cette partie de l' opinion, une telle pratique syndicale proviendrait inévitablement d' un isolement de la lutte, qui prend alors un tournant avant gardiste coupé des masses et privé de soutien. Stratégiquement, il s'agirait d' une politique de résistance inadaptée que de faire des barricades la pratique courante de l' action syndicale des CC.OO. Parfois, le désaccord fait référence moins aux barricades elles mêmes qu' à leur durée, liée à un calendrier de mobilisations à date fixe, le mardi et jeudi, de manière quasi permanente durant des années. Cette persistance des mobilisations, sans prise en compte de la conjoncture du moment et sans définition d' objectifs immédiats, est considérée par certains comme une stratégie propre au CSI dans laquelle les CC.OO se verraient entraînées, cédant l' initiative à un syndicat minoritaire. Le risque de donner un sérieux coup de main au CSI en tentant d' éviter les débordements fait aussi partie des inquiétudes exprimées. D' autre part, à certains moments précis de la négociation des évaluations contradictoires se font jour avec l' apparition d' attitudes favorables à la signature de certains accords et à l' abandon de la position de rejet frontal en vigueur. Cela se produira avec le projet de « Naval Gijon » connu comme « Alternative 3 », annoncé par l' UGT et le gouvernement régional et rejeté par les CC.OO et le CSI. La perspective de la construction possible d' un nouveau chantier naval employant 975 travailleurs sème la crainte que cette conquête arrachée par les luttes soit capitalisée par une UGT qui n' est jamais sortie de ses bureaux. Semblables doutes s' exprimeront sur l' opportunité d' accepter les Fonds de Promotion de l' Emploi pour pouvoir en assurer le suivi dès lors qu' ils deviennent un fait acquis.

Globalement, les critiques citées concernant les formes de mobilisation et la dégradation de l' image du syndicat susceptible d' en résulter proviennent essentiellement des structures territoriales (Unions Locale et Régionale), tandis que les différents sur le cours de la négociation et l' opportunité ou non de signer des accords est le fait de la structure de branche (Syndicat Régional de la Métallurgie). Dans la pratique, autant l' Union Régionale que le Secrétariat Général de la Métallurgie auront tendance à éviter la confrontation ouverte. A l' opposé, fortement préoccupé par les conséquences de l' escalade de la tension dans la ville, le secrétaire général de l' Union Locale de Gijon, Pedro Cueto Tirador, pose crûment le problème, ce qui l' amène à présenter sa démission après avoir été mis en minorité. Une fois le changement effectué, l' Union Locale de Gijon soutiendra sans réserve les mobilisations.

Comme les divergences demeurent sans qu' ait lieu le débat, le Secrétaire Local de la Métallurgie de Gijon agira dans un contexte de grande autonomie, et dans un certain isolement cependant . La tournure radicale des mobilisations est tolérée par d' autres instances afin d' éviter une crise dans l' organisation mais aussi parce que la base montre un soutien sans faille à la stratégie suivie, soutien porté y compris parmi les travailleurs qui se montrent partisans d' aller plus loin encore. En fin de compte, l' accumulation de promesses non tenues et la nécessité de mettre la pression pour faire respecter les engagements de reclassement valideront l' attitude de méfiance

systematique et l'opposition frontale développées par les CC.OO durant tout le processus de la reconversion navale. D'autre part, la crainte provoquée par ce type de mobilisations va décroître avec les années, alors que ces méthodes de lutte eurent tendance à se généraliser dans les conflits pour la défense de l'emploi. Les positions évoluèrent également dans le même sens au sein des CC.OO.

Les tensions internes gagneront également dans la Métallurgie le secteur de la Sidérurgie, au moment de la reconversion. Dans ce cas, les structures territoriales resteront à l'écart, seules les structures de branches étant concernées : section syndicale d'ENSIDESA et Syndicat Régional de la Métallurgie d'un côté, Fédération Nationale de la Métallurgie de l'autre. Aux conflits d'intérêts entre diverses usines et régions provoqués par la restructuration du secteur s'ajoutent les divergences politiques liées à la crise du PCE. La Fédération de la Métallurgie se trouve confrontée à la difficile tâche de concilier les positions défendues par ses sections syndicales à ENSIDESA, **Altos Hornos de Vizcaya** et **Altos Hornos del Mediterraneo** (Hauts Fourneaux de Biscaye et Hauts Fourneaux de la Méditerranée), confrontées à des questions telles que la revendication d'un nouveau Train à Bandes à Chaud (TBC) et, plus généralement la localisation des investissements et des fermetures à entreprendre, ce qui avait déjà créé de fortes tensions en 1982. En même temps, le ralliement à la tendance «pro- Carrillo» de l'équipe de direction de la Fédération avec son secrétaire général Juan Ignacio Marin en tête, vont affecter ses relations avec des organismes comme le Syndicat régional des Asturies, lié au secteur officiel du PCE et en parfaite harmonie avec la section syndicale de ENSIDESA.

La stratégie de confrontation adoptée par la Fédération suscitera des divergences aux Asturies, qui penchent pour une ligne plus modérée s'exprimant par leurs réticences envers des actions comme l'occupation du siège du Ministère de l'Industrie, par une attitude plus favorable à des accords que les CC.OO ne parviennent pas à signer et par leurs doutes sur l'opportunité de continuer à rejeter les Fonds de Promotion de l'Emploi, dès lorsqu'ils sont opérationnels. La lutte menée par les travailleurs de **Altos Hornos del Mediterraneo** pour la sauvegarde de l'entreprise et le maintien des emplois donnera lieu à l'organisation de mobilisations du secteur en solidarité avec Sagunto. Bien suivis au départ, le tiers des appels réalisés par la Fédération manqueront de soutien expliquant leur échec à ENSIDESA, et provoquant une réaction extrêmement dure de la part de la section syndicale de **Altos Hornos del Mediterraneo**. L'expérience d'un appel à la mobilisation auquel s'oppose ENSIDESA se répètera à nouveau en 1986, année au cours de laquelle le niveau de désaccord atteindra son point de dénouement sur une situation d'affrontements entre la Fédération et la section syndicale sur la signature de l'accord. Dès que les trois entreprises et l'UGT parviennent à un accord, la section syndicale des CC.OO d'ENSIDESA renonce à prolonger sa lutte solitaire au nom de l'unité des travailleurs. Après la tenue d'un référendum qui s'avère favorable à l'accord, la Fédération persiste dans une évaluation négative de son contenu et s'oppose à la signature. A l'opposé, le Syndicat Régional et la section syndicale soutiennent la signature de l'accord, à l'inverse des sections de **Altos Hornos de Vizcaya** et de **Altos Hornos del Mediterraneo**, qui appuient la position de J. I. Marin.

La crise que traverse le PCE durant ces années aura des répercussions très limitées aux Asturies, et une faible incidence dans le champ syndical. La présence d'éléments « pro-Carrillo » est très réduite et le syndicat de la Métallurgie se trouve dirigé par des militants de la ligne officielle du PCE. Par conséquent la direction conduite par J. I. Martin manque concrètement de soutien si ce n'est celui de la section syndicale de **Constructora Gijonesa**, et l'organisation asturienne se trouve dans la minorité entre le 3^{ème} et le 4^{ème} Congrès. Alimentée par la profondeur des divergences politiques, qui ont donné lieu à la scission du groupe emmené par Santiago Carrillo lequel crée le Bureau pour l'Unité des Communistes (ultérieurement transformé en PTE-UC), la confrontation au sein de la Fédération de la Métallurgie atteindra des sommets dans la période précédant la convocation du 4^{ème} Congrès. Sa préparation est semée de controverses et d'affrontements. Les positions favorables à la dissolution de la Fédération sont prépondérantes dans le secteur minoritaire. Dans ce contexte, le secrétaire général de la Métallurgie des Asturies, Miguel Angel Cantalejo, jouera un rôle prépondérant pour créer les conditions permettant la tenue du congrès, par sa contribution décisive à l'obtention d'un accord avec la direction sur des modalités qui permettront finalement qu'il ait lieu en novembre 1987. Déjouant les craintes initiales de la composante proche de la direction du PCE, le Congrès se terminera par la victoire de ces derniers sur un secteur « pro-Carrillo » dont les soutiens ont fondu avec la scission. J. I. Martin sera battu par Fernando Toxo, auquel la délégation asturienne apportera un soutien unanime, ce qui aura pour conséquences de normaliser les relations entre le Syndicat Régional et la Fédération.

II- VERS L' AUTONOMIE ET L' UNITE D' ACTION (1987-1989)

LA CONFLICTUALITE SOCIALE

Après la période critique des reconversions sidérurgique et navale, qui se traduisent aux Asturies par la destruction de milliers de postes de travail, l' attention est à nouveau attirée par les incertitudes relatives à l' avenir de HUNOSA, dont le plan triennal (1984-86) présente de notoires insuffisances en matière de prévisions, et qui est confrontée à la négociation d' un nouveau plan en 1987. La seconde moitié des années 80 restera marquée par la large mobilisation sociale qui s' était développée dans les bassins miniers cette année là, ainsi que par la persistance des conflits pour la défense de l' emploi, avec les séquelles de la reconversion navale à Gijon et par les progrès effectués dans le retour à l' unité d' action entre syndicats majoritaires, définitivement scellée par la grève générale de décembre 1988. Du point de vue interne, les CC.OO des Asturies traversent ces années là une longue crise interne qui touche l' ensemble de l' organisation dans les Mines, alors que leurs relations avec le PCA et IU connaissent une détérioration, source de divergences au sein du syndicat. Les préparatifs du congrès en 1987 porteront précisément la marque de ces contentieux.

Par rapport à 1984, la discussion de l' accord et du Plan d' Avenir de HUNOSA en 1987 part d' une situation nouvelle, issue tant de l' échec évident du plan antérieur sur des aspects fondamentaux, que de l' inquiétude suscitée par les déclarations du Ministre de l' Industrie Luis Carlos Croissier annonçant la fermeture de l' entreprise pour 2000, situation nouvelle issue également du nouveau rapport de forces créé par les récentes élections professionnelles dans la représentation des travailleurs. Pour la première fois ces dernières ont donné la victoire aux CC.OO, mettant en évidence l' affaiblissement du SOMA-UGT. Après l' échec des contacts établis en vue d' un accord préalable, les deux syndicats abordent la négociation en partant de démarches différentes, ce qui n' empêchera pas le rejet final commun de l' offre initiale. La solution défendue par les CC.OO fixe le maintien de la taille de l' entreprise comme objectif premier. Pour cela elles proposent la recherche de nouveaux gisements et la planification rationnelle de leur exploitation, l' amélioration des structures de l' entreprise, le rééquilibre entre les effectifs productifs et improductifs, la diversification de l' entreprise, l' amélioration de sa structure financière et la participation des travailleurs à sa gestion.

Les premières vagues de conflits viendront en réponse aux retards imposés par HUNOSA dans la négociation, donnant lieu à quelques arrêts de travail spontanés, prémisses de l' appel syndical à une grève de 48 heures au début de février. Plus le mois avance et plus grandit parmi les travailleurs le

climat de malaise qui va provoquer l'extension d'une grève spontanée déjà généralisée lorsqu'a lieu l'appel des CC.OO et du SOMA. En même temps les mobilisations se radicalisent avec la construction de barricades et l'apparition d'incidents entre les mineurs et la police. Bien que durant les premières phases du conflit les CC.OO et l'UGT appellent en commun aux débrayages, les divergences entre les deux organisations se traduisent par la réalisation de mobilisations séparées sans possibilités de rapprochement des bases respectives, pas même pour la manifestation organisée à Madrid devant le siège de l'INI, par suite de la méfiance du SOMA à l'encontre des actions unitaires.

Tout au long de l'année les CC.OO déploieront un effort extraordinaire pour impulser la mobilisation sociale dans les bassins miniers, opposant une remarquable résistance aux plans gouvernementaux qui finalement vont trouver le soutien du SOMA. Cette stratégie des CC.OO devra son succès au bon climat régnant entre la section syndicale de HUNOSA et les unions locales et régionale, ainsi qu'à une démarche de dialogue avec des associations de commerçants et d'autres organisations, à la recherche de soutiens face à un problème dont les répercussions territoriales sont aussi évidentes. En janvier déjà des milliers de personnes avaient manifesté à Langreo pour exprimer leur préoccupation pour l'avenir de la Vallée du Nalon. En février les CC.OO parviennent à rassembler 20 000 manifestants à Mieres. Dans les deux cas, des secteurs comme le Commerce et l'Hôtellerie suivent le mouvement et des établissements sont fermés. Une puissante manifestation de mineurs se déroulera à la fin du mois à Oviedo et se reproduira à nouveau le 12 mars avec une participation de 20 000 personnes alors que la grève est générale dans les mines aux Asturies.

A cette époque le syndicat est absorbé par la préparation d'une grève générale dans la région dont la principale raison est précisément la situation de HUNOSA. Les principaux objectifs de cet appel s'articulent autour de plusieurs points: la défense de l'entreprise publique et du tissu industriel actuel en général menacé par un processus de démantèlement; l'exigence de gros investissements publics jouant un rôle moteur pour une politique de réindustrialisation qui s'est soldée jusque là par un échec flagrant; la rupture de l'isolement découlant de communications défailtantes par la construction de la variante ferroviaire de Pajares, et la pression à exercer sur le gouvernement régional pour le sortir de son orientation « succursaliste » et l'amener à peser sur le gouvernement central en faveur des intérêts régionaux. La journée d'actions connaîtra un remarquable succès à l'appel des seules CC.OO, relayé dans le camp syndical par le CSI uniquement et par IU au plan politique, alors que l'UGT, l'USO et les autres partis représentés au parlement s'y opposent. La grève paralyse l'activité dans la partie centrale de la région et dans plusieurs contrées périphériques, touchant la quasi totalité des bassins miniers et très majoritairement Gijon, Aviles, Oviedo (où l'incidence est largement supérieure à celle des initiatives précédentes), Siero, Grado, Tineo et Cangas de Narcea. La paralysie est pratiquement complète à la Mine et dans les Transports. La manifestation régionale rassemble à son tour plusieurs dizaines de milliers de personnes à Oviedo, dans une marche conclue au milieu d'une charge policière extrêmement dure qui interrompt les discours prévus de Marcelino Camacho et Emilio Huerta. Cette intervention donnera lieu

de la part des CC.OO à une demande de démission du Délégué du Gouvernement.

Quant à HUNOSA, après une brève pause dans les mobilisations, les CC.OO parviendront à réunir début mars 15 000 personnes à Langreo et à paralyser la production en appelant seules à la grève. Quand, à la fin de ce mois là, le SOMA accepte la proposition de plan quadriennal et propose un référendum, les CC.OO appellent à nouveau à des arrêts de travail qui se prolongent spontanément bien au delà de ce qui était prévu.

Le principal problème de la stratégie développée par les CC.OO viendra des débordements réitérés de la base, qui prolonge de manière indéfinie des mouvements de grève initialement prévus à durée limitée. Partant d' une analyse fondée sur le caractère public et déficitaire de l' entreprise et sur la dimension politique atteinte par le conflit de HUNOSA, les orientations initiales consistent en une combinaison d' actions de masse les plus larges possibles dans une présence permanente du problème au niveau de la rue et des média de communication, et dans la réalisation d' un calendrier de grèves intermittentes contrôlées, permettant le maximum de résistance sans risque d' asphyxie économique ni d' isolement social. Les appels répétés dans ce sens, venant de différentes instances du syndicat seront cependant inopérant, face à une dynamique spontanée traduisant des conceptions de lutte profondément ancrées chez les mineurs. Pour les CC.OO, l' efficacité de la grève ne réside pas dans sa durée ni dans son coût économique mais dans la combinaison adéquate d' actions et de négociations durant une année marquée de surcroît par une échéance électorale. L' incapacité d' appliquer cette stratégie fera l' objet d' une auto critique de la section syndicale, qui, de plus, reconnaît des erreurs telles que l' occupation de mairies. La présence dans ses propres rangs d' un groupe de délégués ne partageant pas cette analyse et qui choisissent d' encourager les grèves illimitées s' ajoute aux difficultés lorsqu' il s' agit de faire partager aux mineurs une forme de mobilisations qui a toujours rencontré de fortes résistances à la base. Avec pour conséquence que, lorsque le SOMA accepte l' accord, la capacité de mobilisation a été épuisée et qu' il n' est pas possible de construire une riposte adaptée.

Malgré tout, les CC.OO rejettent l' idée d' un référendum, procédé qui à HUNOSA, demeure associé dans la mémoire à la manœuvre du gouverneur civil en 1976 et qui suscite en outre de sérieuses interrogations quant à son honnêteté, dès lors que l' expression de la volonté des mineurs se trouve conditionnée par leurs difficultés financières. L' entreprise conditionne le paiement des arriérés de salaire à l' approbation du Plan d' Avenir, refusant de séparer ce dernier d' un accord qui a été acté. A la fin de l' année, quand le SOMA propose le référendum, les CC.OO appellent au boycott. Il en résultera une participation de 54%, 44% du total des effectifs votant favorablement. Bien que ne disposant pas des 60% nécessaires, le SOMA et les associations professionnelles signeront en décembre le plan quadriennal 1987- 1990 auquel continuent de s' opposer les CC.OO.

Outre HUNOSA, le secteur minier dans son ensemble traverse, vers 1987, une situation délicate qui sème l' incertitude sur l' avenir des exploitations de houille, d' anthracite, de spath et de kaolin. Les problèmes d' **Antracitas de Gillon** et de **Hullasa** donneront lieu à deux grèves générales dans les villes respectives (Cangas de Narcea et Taverga) tandis que la société anonyme du

travail constituée par les travailleurs de Fluoruros lutte pour sa survie. Au delà de la Mine, les menaces de destruction d'emplois s'étendent à des entreprises métallurgiques comme Asturiana de Zinc, manufactures d'armes, **Perfrisa**, **Refracta** ou AEA SAL (anciennement **Crady**), ainsi qu' à **Confecciones de Gijon**.

A la fin du processus de mobilisation de la Mine, c' est Gijon qui redevient le foyer principal des luttes de la région. Dans la seconde moitié de 1987, les problèmes de plusieurs entreprises se cumulent pour donner naissance à un climat de préoccupation intense dont l' expression se traduit le 1^{er} décembre par l' appel à une manifestation unitaire contre la crise et en solidarité avec les travailleurs des différentes entreprises, manifestation dont la participation dépassera les 5 000 personnes. Jusqu' à cette date, la ville a connu un conflit acharné à AEA SAL, où les CC.OO et l' USO ont tenté d' empêcher la drastique réduction d' effectifs programmée par la direction et soutenue par l' UGT. L' utilisation de critères biaisés pour désigner les gens en sureffectif sera à l' origine d' une tension telle qu' elle débouche sur des affrontements physiques entre les travailleurs eux mêmes. De leur côté, **Confecciones Gijon** et **Fluoruros** mènent une longue lutte pour la survie des deux entreprises. Vers la fin de l' année, les travailleurs du Secteur Naval reprennent le chemin de la lutte pour exiger la mise en œuvre des promesses en suspend. A **Naval Gijon**, les gens des CC.OO et du CSI en sureffectifs qui n' ont pas retrouvé de travail dressent une barricade durant une semaine avant d' obtenir l' engagement de réintégrer le chantier naval dans un délai de 18 mois. Aux mêmes dates une grève générale a lieu dans la localité de Lugones, à l' appel seulement de l' Union Locale (comarcal) d' Oviedo pour la défense de la poursuite de l' activité de la **Fabrica de Metales**.

Durant l' année 1988, les conflits du travail d' importance majeure ne seront que les prolongements de certains autres engagés antérieurement et qui demeurent sans solution. Les travailleurs du chantier naval disparu de **Cantabrico y Riera** se battent pour leur reclassement, alors que la survie de **Hullasa** est à nouveau menacée, et que s'y déroule une longue grève soutenue par un arrêt de travail généralisé dans le secteur. En novembre les travailleurs de **Naval Gijon** comme ceux de **Constructora Gijonesa** occupent les grues de leurs chantiers respectifs dans des actions soutenues par les CC.OO. A Naval Gijon, la permanence des mobilisations impulsées par les CC.OO et le CSI jusqu' au milieu de 1989 résulte de la situation critique de l' entreprise qui manque de travail, et de l' exigence de la réintégration des sureffectifs licenciés. Ainsi s' achèvera dans le Secteur Naval un cycle ininterrompu de luttes qui avait débuté en 1982 et qui, par sa durée, n' a d' équivalent nulle part ailleurs en Espagne.

LE RETOUR A L' UNITE D' ACTION AVEC L' UGT

L' année 1988 se termine par un fait historique dans la toute récente histoire du mouvement syndical espagnol : le succès impressionnant d' un appel à la grève générale qui conduit à la paralysie complète du pays. L' arrêt de travail est également total aux Asturies, où ont lieu des manifestations de foules à Gijon et Oviedo, expressions d' un soutien massif à une initiative de protestation citoyenne, dont les motivations dépassent le cadre des revendications concrètes mises en avant par l' appel des CC.OO et de l' UGT : retrait du projet de Plan d' Emploi pour les Jeunes, hausse salariale de 2 points correspondant à l' écart entre l' inflation et les prévisions gouvernementales, ouverture du droit aux prestations chômage pour 48% des chômeurs, équivalence du minima de pension et du salaire minimum et droit à la négociation collective dans la fonction publique.

L' esprit unitaire forgé par la grève du 14 décembre permettra une célébration commune du 1^{er} Mai 1989 qui connaîtra des manifestations de masse. Celle de Gijon rassemble plusieurs dizaines de milliers de personnes qui expriment leur soutien tant aux revendications en suspend de la plate forme de décembre, qu' aux demandes spécifiques à la situation asturienne : investissements publics, ré industrialisation, infrastructures.

Après des années de confrontation ouverte, la seconde législature du gouvernement socialiste (1986-1989) conduit à un rapprochement progressif entre les CC.OO et l' UGT jusqu' à une solide unité d' action établie de façon stable à partir de 1988. Il aura fallu pour cela le tournant stratégique opéré par l' UGT à mesure qu' elle s' écarte du PSOE, ce qui la pousse à avoir une position plus revendicative et une attitude ferme dans la recherche d' une alliance avec les CC.OO. Comme par le passé dans les situations de division syndicale, le processus de rapprochement entre les deux centrales correspond essentiellement à l' initiative de leurs dirigeants de sommet respectifs, et ce n' est que graduellement qu' il sera assumé, non sans résistances ni contradictions, par les structures intermédiaires et les cadres syndicaux. De chaque côté l' évolution sera soumise à des circonstances spécifiques comme les liens politiques des équipes de direction, les antécédents relatifs aux affrontements passés, les relations personnelles entre les responsables syndicaux...

Les progrès vers l' unité d' action connaissent des rythmes inégaux aux Asturies aussi où les divergences furent très profondes et les relations très dégradées. La tentative prématurée de jeter les bases d' une unité d' action par les syndicats de mineurs en 1986 et qui s' avèrera être un échec, répond à une dynamique propre relativement indépendante du contexte général. Les premières approches de la nouvelle tendance unitaire ne se produiront guère avant la fin de 1987, et proviendront d' autres secteurs, puisque la division persiste durant des années à la Mine, où l' orientation particulière du SOMA – principal bastion pro gouvernemental au sein de l' UGT- et la crise interne des CC.OO rendent toute entente difficile. En novembre 1987, après quasiment

cinq ans, les directions des Unions Locales des CC.OO et de l' UGT de Gijon tiennent leur première réunion en vue de travailler sur la situation de la ville. Un mois plus tard, alors qu' à HUNOSA on se bat sur la question du référendum, les CC.OO et l' UGT signent dans le Secteur Naval un accord d' unité d' action qui suscite immédiatement des réactions adverses dans les deux organisations dont les positions furent opposées durant toute la reconversion. Quelques jours plus tard à peine, la section syndicale CC.OO de **Naval Gijon** –où les relations ont toujours été désastreuses – engage une mobilisation commune avec le CSI, sans participation de l' UGT. L' année se termine finalement sur une rencontre au plus haut niveau entre les directions des unions régionales, qui se proposent de réaliser une analyse conjointe de la crise asturienne. De sorte que l' année 1988 s' ouvre par un accord de base sur leurs positions face à la négociation collective, aux politiques de l' emploi et à la ré industrialisation de la région. Les convergences se maintiennent l' année suivante et s' étendent aux positions en matière de voies de communications, question toujours présente dans les propositions syndicales destinées à faire face à la crise régionale et qui occupera une place privilégiée dans les campagnes développées par les organisations. Les CC.OO et l' UGT s' engagent activement dans la Plataforma pro-Variante de Pajares (Plate forme en faveur de la Variante de Pajares)⁶, qui englobe le patronat et les forces politiques représentées au parlement, à la seule exception du PSOE. Malgré le large consensus existant autour de la demande de variante ferroviaire, la manifestation organisée à cet effet en juin 1988 connaîtra une participation réduite, signe d' une certaine incapacité à organiser une mobilisation sociale à la mesure de l' importance de la revendication.

En dépit des progrès réalisés, le 1^{er} Mai 1988 sera encore célébré de façon séparée comme cela était le cas depuis 1983, et, reflète en quelque sorte de la persistance des divergences antérieures, de dures critiques sont adressées à l' UGT durant la manifestation des CC.OO. Le renforcement définitif de l' unité d' action se produira à l' occasion de l' appel à la grève générale du 14 décembre. A la même époque, l' Union Régionale de l' UGT procède au remplacement à son poste de secrétaire général de Manuel Fernandez « Lito »-qui part diriger la Fédération de la Métallurgie- par Eduardo Donaire jusqu' alors secrétaire à l' organisation. En cédant la main à quelqu' un qui n' est pas directement impliqué dans les affrontements, comme ce fut le cas au niveau confédéral avec le remplacement de Marcelino Camacho par Antonio Gutierrez aux CC.OO, le changement effectué à la tête de l' UGT asturienne contribuera à faciliter des relations personnelles plus claires. A partir de là, les bons rapports entre les deux directions régionales se maintiendront à un niveau de stabilité permettant de résoudre certaines crises conjoncturelles qui ne parviendront pas à menacer l' unité d' action. Celle ci repose pour l' essentiel sur une plus grande indépendance par rapport aux partis politiques, sur la gravité de la crise asturienne et les convergences dans l' analyse et les propositions alternatives face à cette crise.

⁶ Proposition de creusement d' un tunnel pour une amélioration substantielle des liaisons ferroviaires.

LE 5 EME CONGRES REGIONAL ET LA QUESTION DES « ACCORDS DE GAUCHE »

La période qui sépare les 4^{ème} et 5^{ème} congrès régionaux (1983-87) représente pour les CC.OO des Asturies une étape dans la solution à la paralysie provoquée par les crises internes dans ses organes de direction au début des années 80. Dans le cas asturien, les répercussions de la crise du PCE dans le camp syndical présenteront un caractère très atténué. La faction dirigée par Santiago Carillo, qui compte d'importants soutiens au sein des CC.OO, n'aura pas d'influence aux Asturies. Quant au PCPE, sa présence se limite à l'Union Locale de Grado où il occupe la direction, et à des noyaux de mineurs à la Mine et à Gijon. Le vétéran, dirigeant mineur, Alberto Muniz « Berto Loredo » en est la figure de proue. La nette suprématie du PCA contribuera à contenir le ton des confrontations entre ces formations. A son tour, constituée par le MCA et la LCR, la Gauche Syndicale a vu fondre ses effectifs après la scission du CSI et rencontre de sérieuses difficultés pour se positionner comme courant. Fruit du 4^{ème} congrès, l'homogénéité de la composition interne des CC.OO éloigne les affrontements de tendances et oriente les débats sur les questions strictement syndicales.

En même temps, face aux graves problèmes de reconversion et de désindustrialisation dont souffre la région, la préoccupation croissante d'apporter des alternatives et d'établir des prévisions a amené le syndicat à se doter d'un cabinet technique renforcé durant ces dernières années. L'effort se traduit par l'élaboration successive de deux études globales autour des problèmes de l'économie asturienne et des propositions des CC.OO, dénommées *Pari pour le Futur* et *Apports à une alternative de progrès pour les Asturies*, édités respectivement en 1984 et 1986. Avec l'objectif de « passer de la négociation de concessions à la négociation d'alternatives » le progrès réalisé dans la rigueur technique des analyses est manifeste. Cette capacité est mise en évidence dans les documents adoptés par le 5^{ème} Congrès Régional, tenu à Oviedo du 6 au 8 novembre 1987. On y fait un bilan fortement critique des reconversions qui ont touché les Asturies les années passées, ainsi que des maigres résultats obtenus par les instruments déployés pour la réindustrialisation (ZUR, PAUR, IFR...). D'un autre côté, avec HUNOSA et ENSIDESA, on y considère que l'avenir des industries de base est menacé dans l'économie régionale. C'est en se basant sur le fort impact territorial présenté par les activités de l'INI et sur les responsabilités de l'Etat envers la région, ainsi que sur l'évidente incapacité du secteur privé d'affronter seul la relance, que les CC.OO revendiquent comme axes essentiels du redressement économique la dotation d'infrastructures et la mise en œuvre d'investissements publics.

Le déroulement du 5^{ème} Congrès de l'Union Régionale restera marqué par un événement politique qui aura de profondes répercussions dans le

syndicat : la conclusion des accords de gauche (pactos de la izquierda) entre la FSA-PSOE et IU qui visent à assurer désormais au gouvernement socialiste une majorité stable au parlement régional, après avoir perdu la majorité absolue lors des élections des communautés autonomes du 10 juin 1987. IU abandonne ainsi sa ligne d'opposition ouverte à la gestion de l'exécutif régional, pour une attitude de collaboration avec ce dernier. Immédiatement, ce revirement déclenche des réactions opposées au sein des CC.OO qui ont jusque là soutenu des positions proches de celles du PCA et qui s'interrogent sur les conséquences syndicales possibles de l'accord politique.

Provenant du président régional Pedro de Silva, l'offre suscite dans un premier temps des réactions opposées. Alors que le secrétaire général du PCA se montre réceptif, celui des CC.OO s'y oppose de manière tranchée, car d'après lui, dans les termes selon lesquels a été menée la négociation, l'accord ne peut bénéficier qu'au PSOE, avec l'objectif de neutraliser la capacité de mobilisation du syndicat. Aussi longtemps que ne s'est pas produit de changement substantiel dans le programme de gouvernement et qu'un engagement effectif de l'administration centrale n'a pas été obtenu, les questions demeurent sans réponse et l'accord se présente comme une fin en soi. En tout cas, pour Emilio Huerta il s'agira d'un pacte politique mais pas syndical.

De nombreux cadres, qui possèdent la double appartenance, se trouvent dans une situation contradictoire à la suite de cette annonce du secrétaire général, Emilio Huerta, opposé au possible transfert des accords sur le terrain syndical. Le positionnement du syndicat sur le sujet se retrouve au centre des débats du congrès, médiatisant son déroulement. La séance d'ouverture est dominée par une lutte en coulisse autour d'un texte favorable aux accords. Présenté par ses auteurs comme une proposition de résolution, il sera transformé, après l'intervention de Emilio Huerta soutenu par Antonio Gutierrez (présent comme représentant de la Confédération et déjà secrétaire général) en une communication du Bureau de la Présidence, le privant de toute possibilité de rassembler. De son côté, le secrétaire général du PCA, F. Javier Suarez, invité, centrera son intervention sur la défense de l'accord.

Le débat autour du pacte servira de catalyseur à l'expression de deux analyses différentes sur la trajectoire suivie les années antérieures et l'orientation à adopter pour la suite. Pour le secteur le plus proche du PCA, emmené par les secrétaires généraux de la Métallurgie, de la Mine et des Unions Locales de Gijon et Aviles, le syndicat doit modérer ses revendications. Le secrétaire régional et la section syndicale de HUNOSA seront les partisans les plus décidés de maintenir les positions critiques, et de fixer des conditions strictes, incluant de forts engagements, avant d'avaliser tout accord. Indirectement, ces désaccords se trouvent liés aux divergences touchant à la radicalisation de certaines mobilisations, à l'absence du syndicat de certains organismes de contrôle et de suivi des négociations de concertation régionale. Alors que pour les uns il faut éviter les politiques de résistance et les « fuites en avant » en assumant d'avantage de pragmatisme, pour les autres la gravité de la crise régionale impose le maintien d'une pression active et transforme tout accord sans garanties précises en facteur de démobilisation aux conséquences négatives.

Les désaccords apparus au 5^{ème} Congrès semblaient ouvrir une possibilité de changement au secrétariat général dans la mesure où le secteur

lié à la direction du PCA se serait proposé de récupérer le fruit des liens entre les deux organisations. Bien qu' une telle opération ait eu ses partisans, parmi lesquels le secrétaire régional de la Mine Avelino Garcia se montre le plus décidé, la décision de présenter une candidature alternative leur fera défaut, et Emilio Huerta sera réélu sans opposition, bien que le vote reflète une certaine pénalisation, obtenant 181 voix favorables, contre 29 et 46 votes blancs. L' intégration s' avère plus complète sur la liste majoritaire à la Commission Exécutive qui obtient, à son tour, 212 voix. A cette occasion, deux listes supplémentaires d' origine distincte vont concourir : l' une qui correspond au courant Gauche Syndicale (Izquierda Sindical) qui recueille 26 voix, et une autre constituée par des syndiqués de l' Administration Publique et de la Santé, qui se considèrent sous représentés dans les organes de direction, et gagnent ainsi leur présence en rassemblant 19 voix .

Le résultat du 5^{ème} Congrès déterminera à l' avenir l' éloignement croissant entre les CC.OO qui confirment la ligne suivie jusque là, et la coalition IU qui entreprend une longue période de collaboration avec les socialistes dans la Junta General del Principado (Conseil Général de la Principauté). L' existence de divergences personnelles et les avatars de la crise prolongée dans les structures de la Mines ne feront qu' approfondir la brèche déjà ouverte. Le parallélisme de ce processus avec celui que suit l' UGT dans le sens d' une plus grande autonomie par rapport aux forces politiques proches, contribue à renforcer la confiance dans l' unité d' action entre les deux centrales.

La question controversée des accords de la gauche asturienne conserve une étroite relation avec la position adoptée par les CC.OO face aux négociations de concertation proposées par le gouvernement autonome. Dès le début, celles ci éveillent une méfiance considérable, car du point de vue syndical l' exécutif fédéral n' a aucune volonté de changer véritablement la ligne suivie jusque là, sinon uniquement de neutraliser les mobilisations. Pour les CC.OO, tout accord doit aborder les problèmes des principales entreprises (ENSIDESA, HUNOSA, manufactures d' armes, chantiers navals, montage, ENFERSA, **Fabrica de Metales...**), les reconversions en suspend, la ré industrialisation, les communications et le rôle du secteur public, indépendamment de la conquête de l' autonomie des Asturies. Avec ces conditions de départ, et faute de prise en compte de ces revendications et d' un engagement du gouvernement central, faute également d' une volonté de la région de défendre des revendications telles que la réalisation d' investissements publics sur des projets concrets, la défense du volume d' emplois des entreprises publiques, la création d' un secteur public régional et la construction de la Variante de Pajares, les négociations se terminent sur le refus des CC.OO de ratifier les accords. Dans ces conditions, même pour des textes moindres qui ne soulèvent pas de divergences essentielles (formation professionnelle, économie souterraine et absentéisme au travail) la signature est écartée devant le risque d' instrumentalisation, pour éviter de donner à l' opinion publique l' image d' une concertation qui déformerait les positions du syndicat.

Le dénouement du 5^{ème} Congrès Régional et les divergences stratégiques persistantes entre les CC.OO et le PCA à partir de la signature des accords de gauche représentent des faits décisifs dans l' affirmation de l' autonomie syndicale, marquant la fin du traditionnel modèle de relations entre

les deux organisations. Dans la période précédente, les interventions du parti dans les affaires syndicales s' étaient progressivement espacées, en même temps que disparaissait la logique de subordination du syndicat qui avait prévalu durant la Transition. La crise profonde que traverse le PCE après la débâcle électorale de 1982 a considérablement affaibli son autorité face aux CC.OO, dont la capacité de mobilisation en fait la première force de l' opposition. Dans ce contexte, une réaction défensive va se produire dans le syndicat, destinée à éviter que le transfert des querelles du communisme espagnol ne l' entraîne dans un processus semblable de décomposition. Aux Asturies où les liens parti-syndicat ont été particulièrement étroits, des avancées notables se feront dans cette direction au milieu des années 80.

La pratique autrefois habituelle des réunions parallèles de syndicalistes du parti est devenue plus rare, se limitant à la préparation des candidatures aux congrès, pratique qui, à son tour, a perdu son utilité après que la contestation interne ait été réduite à sa plus simple expression. De son côté, la direction du PCA montrera davantage de prudence dans ses interventions. Parmi les plus significatives citons son initiative d' épuration de responsabilités à propos des contrats illégaux à METALSA, où il sera immédiatement suivi par les CC.OO. L' existence de contradictions dans ses propres rangs amènera le PCA à s' abstenir de tout jugement hâtif sur les divergences apparues face à la radicalisation des mobilisations dans la reconversion navale.

Dans cette tendance à une meilleure différenciation des sphères syndicale et politique, l' harmonie entre les deux organisations durera jusqu' en 1987. Cette année là, pour la dernière fois, le secrétaire général du PCA parvient à s' adresser aux participants à une manifestation organisée par les CC.OO, alors que plusieurs organismes du syndicat et le secrétaire régional lui même réalisent une pétition en faveur du vote pour IU à la veille des élections municipales et des communautés autonomes. Il s' agit, cependant, des dernières manifestations d' une pratique sur le point de disparaître. Au même moment, les efforts de la direction du PCA pour parvenir à la signature de l' accord sur l' avenir de HUNOSA vont s' avérer infructueux, ultime tentative d' orienter de l' extérieur l' activité du syndicat. La question des accords de gauche finit de mettre en évidence la divergence croissante entre les stratégies respectives, ainsi que le degré d' indépendance atteint, au moment de définir ces dernières. Par ailleurs, le 5^{ème} Congrès Régional marquera la fin des réunions préalables des délégués appartenant au PCA. Dans le même sens, le congrès du syndicat régional de la Mine verra la présentation de listes de candidatures opposées constituées par des militants du même parti, malgré l' identification existant entre la direction du PCA et l' option dirigée par Avelino Garcia.

LA GRANDE CRISE DU SYNDICAT DES MINEURS

Après une période de relative harmonie, durant laquelle les anciennes divergences personnelles et stratégiques semblaient avoir été dépassées, le syndicat des Mineurs va se trouver confronté à une grave crise interne qui atteint un niveau d'affrontement sans précédent dans lequel finira par être impliquée l' Union Régionale elle même. Durant trois ans, les principales structures de la branche – section syndicale de HUNOSA, Syndicat Régional des Mineurs et Fédération Nationale des Mineurs- vont entretenir une lutte acharnée qui débute avec le revirement opéré par le secrétaire général Avelino Garcia au début de 1986. De plus, les divergences internes aux CC.OO se doublent de celles qui existent au sein de l' UGT, où les directions du SOMA et de la Fédération Nationale des Mineurs s'affrontent également ouvertement, confrontation marquée aussi par des divergences personnelles et d' orientation syndicale.

En octobre 1985, les Fédérations Nationales de l' UGT et des CC.OO parviennent à un accord d' unité d' action qui anticipe largement sur le processus unitaire initié ultérieurement dans les autres secteurs et qui suppose, de la part de la Fédération Nationale de l' UGT, l' adoption d' une ligne critique et revendicative face à la politique minière de l' administration socialiste. Le résultat immédiat de cette convergence sera, les 17 et 18 décembre de la même année, l' appel à une grève générale dans l' ensemble du secteur minier, auquel aux Asturies s' oppose fermement le SOMA, avec une prise en compte inégale. L' arrêt du Plan Energetico Nacional (Plan National Energétique, PEN), l' opposition au progrès de l' énergie nucléaire, les carences en matière de mesures de sécurité, le désaccord avec la loi sur les pensions et la situation d' entreprises comme HUNOSA, **Minero-Siderurgica de Ponferrada**, ENDESA ou **Encasur**, telles sont les motifs avancés. L' alliance scellée par les deux fédérations nationales ouvrira, y compris, la voie à la perspective d' unité organique, comme le répète Manuel Nevado, lequel entrevoit l' objectif de créer une organisation unique de mineurs. Esquissé à la suite de la grève de 1985, le projet perdure durant trois ans sans cependant passer le stade des conversations informelles, ni parvenir à être mis en débat dans quelque organisme que ce soit des deux syndicats. Cette entente contraste avec les relations lamentables qui existent entre les syndicats régionaux vers 1985, après les graves affrontements de 1983-84.

Tout juste quelques jours après l' appel des 17 et 18 décembre 1985, Avelino Garcia se trouve réélu sans aucune opposition au 5ème Congrès du Syndicat Régional des Mineurs. Rapidement cependant, ce climat d' unanimité va se rompre. Fin mars, la connaissance d' une entrevue entre le secrétaire général du SOMA, José Angel Fernandez Villa, et Avelino Garcia, ainsi que l' offre d' unité d' action faite par ce dernier provoqueront la reprise des hostilités au sein des CC.OO. A partir de ce moment, le rapprochement avec le SOMA, proposé par le secrétaire régional des Mineurs, rencontre de fortes résistances venant des directions de la Fédération Nationale et de la section syndicale de HUNOSA auxquelles s' ajoute l' Union Régionale. La relation étroite existant entre le SOMA et le PSOE, son orientation ouvertement pro

gouvernementale, et le rôle joué par le syndicat et son premier dirigeant dans la politique régionale, ajoutés à la longue suite d'affrontements et de ruptures, suscitent au sein des CC.OO d'énormes craintes face à un possible accord.

A l'opposé, pour le secrétaire régional des Mineurs, Avelino Garcia, le rapprochement entre les deux organisations constitue une impérieuse nécessité. Face aux menaces qui planent sur l'avenir du secteur et au regard de l'équilibre des forces du moment sur le terrain syndical, il serait irresponsable de maintenir la division. Le désaccord n'aurait que des désavantages, favorisant le recul des CC.OO et la signature de mauvais accords par le SOMA. Le partage des syndiqués et de la représentation en deux moitiés pratiquement égales et très solides rendrait impossible toute issue séparée, abstraction faite du concours de l'autre force syndicale. Il était nécessaire de rechercher une solution unitaire, dès lors que, séparément, il n'y aurait pas de solution possible pour la Mine. La réalité asturienne imposerait la négociation avec le SOMA, ôtant leur efficacité aux accords avec la Fédération Nationale.

Les actions engagées aux Asturies pour rechercher l'unité d'action éveillent en premier lieu la méfiance des fédérations nationales respectives. Tant Manuel Nevado que son homologue José Antonio Saavedra émettent rapidement sur le sujet une interprétation convergente : il s'agit d'une question d'image, destinée à procurer « un ballon d'oxygène » au SOMA et à son secrétaire général, qui traversent une situation difficile. Les récents résultats du référendum sur l'OTAN dans les bassins miniers – avec la victoire du NON dans le bastion du SOMA, difficilement dissociable du PSOE -, l'affrontement avec les directions de sa fédération et de l'Union Régionale de l'UGT, l'échec du plan triennal de HUNOSA signé en 1984 malgré l'opposition des CC.OO et les reculs qui touchent les mineurs durant les dernières années, placent le SOMA dans une position inconfortable avant la prochaine négociation de HUNOSA. De cette façon, l'alliance avec les CC.OO se présenterait comme la meilleure issue pour José Angel Fernandez Villa. C'est dans ce sens que la FEM des CC.OO adopte une résolution « préventive » dans laquelle elle fixe comme conditions requises pour un éventuel accord régional, la dénonciation de la politique minière du gouvernement et la non application du Plan Energétique National, ainsi que la reconnaissance de l'échec du plan d'avenir appliqué à HUNOSA, conditions considérées comme inacceptables par le SOMA.

Sans toutefois encore intervenir directement dans le conflit interne récemment apparu, l'Union Régionale des CC.OO s'exprime, par la voix de son secrétaire général, en des termes proches de ceux de la Fédération Nationale, affichant ses réticences face à l'opération engagée par les syndicats régionaux. De son côté, la section syndicale de HUNOSA partage la même attitude critique ce qui lui vaudra un long affrontement avec son Syndicat Régional. En octobre, alors qu'approche la négociation à HUNOSA, le SOMA propose une offre de compromis qui sera repoussée par la section syndicale des CC.OO dans des termes extrêmement durs. La proposition est inacceptable du fait du manque de crédibilité et d'autorité morale du SOMA à propos d'unité, ayant par le passé systématiquement détruit le moindre germe unitaire. Rappelant l'attitude du SOMA face au Statut des Travailleurs, à la réforme de la Sécurité Sociale, au Statut du Mineur, au plan triennal de HUNOSA, face également à l'accord entre les Fédérations Nationales de

Mineurs et au boycott de leur appel à la grève de décembre 1985, l'initiative est interprétée comme une tentative de semer la confusion afin d'éviter un revers aux élections syndicales. Tenue en novembre leur résultat montre la victoire des CC.OO, qui, pour la première fois, remportent la majorité à HUNOSA, éclairant l'ampleur des pertes subies par le SOMA, y compris parmi ses propres syndiqués. La négociation du plan d'avenir engagée en 1987 se tient dès lors dans un nouveau rapport des forces.

Les négociations à HUNOSA se dérouleront également sur fond de désaccords internes aux CC.OO. Extrêmement méfiante, la section syndicale empêchera non seulement la présence de Avelino Garcia à la table des négociations mais, plus généralement, toute participation du Syndicat Régional. Le secrétaire régional de la Mine sera absent y compris de la majorité des mobilisations organisées par HUNOSA durant cette période, victime d'un isolement qui l'amène à envisager une possible démission écartée à la suite de l'intervention du secrétaire général du PCA, F. Javier Suarez.

La situation de crise qui dure depuis quasiment deux mois ne sera pas résolue par les congrès tenus en septembre et octobre 1987. Ceux-ci au contraire ne feront que confirmer les fractures existantes, avec la réélection du secrétaire de la section syndicale de HUNOSA, Enemerito Alvarez, du secrétaire régional de la Mine, Avelino Garcia, et du secrétaire général de la Fédération Nationale des Mineurs, Manuel Nevado. Deux nouveaux contentieux viennent s'ajouter, avec l'approbation, au 5^{ème} Congrès du Syndicat Régional d'une proposition de dissolution de la section syndicale de HUNOSA et dont il sera fait appel auprès de la Commission des Garanties, ainsi que la contestation devant le secrétariat régional de l'entrée à la Commission Exécutive des membres du Comité Inter-établissement de HUNOSA, mesure qu'il avait lui-même préconisée mais qui aura pour conséquence de le mettre en situation minoritaire dans cet organisme.

Les divergences apparues à l'origine autour de l'unité d'action avec le SOMA, se sont étendues aux questions stratégiques et organisationnelles, creusant une division qui, dès le départ, était apparue insurmontable. A cela contribuent de façon décisive la personnalisation des débats et la méfiance qui persiste dans divers secteurs du syndicat quant aux véritables intentions d'Avelino Garcia. Pour ce dernier, la cause principale des crises internes dont souffrent les CC.OO dans la Mine se situe dans les structures organisées. Leur origine se trouverait dans le fonctionnement de deux directions de fait, et la solution proposée passe par la disparition de la section syndicale de HUNOSA, pour renforcer le rôle du Syndicat Régional et des sections syndicales de base, à l'image de la forme d'organisation du SOMA -UGT.

A partir des congrès de 1987 l'affrontement perdure sans changement appréciable. Le fonctionnement de la section syndicale de HUNOSA et la composition de la Commission Exécutive du Syndicat Régional demeurent inchangés dans l'attente du jugement de la Commission Confédérale de Garanties. Minoritaire dans son propre exécutif, Avelino Garcia se trouve soumis à un environnement auquel participent la Fédération Nationale et la section syndicale de HUNOSA comme l'Union Régionale, qui avait pris parti au dernier congrès contre la réélection du secrétaire régional et ses propositions en matière d'organisation. La question des accords de la gauche est venue ajouter une nouvelle cause de frictions après qu'Avelino Garcia, comptant sur

le soutien du PCA dont il partage les vues, se soit clairement prononcé en leur faveur.

Un an après les congrès, les événements vont brusquement se précipiter avec la démission d' Enemerito Alvarez de ses responsabilités à la section syndicale de HUNOSA, décision suivie d' une cascade de retraits des organismes de direction de la section syndicale et du Syndicat Régional par des fidèles de ce secteur. En conséquence, l' Union Régionale interviendra immédiatement en désignant deux commissions de gestion chargées de préparer la convocation de congrès extraordinaires. En même temps que ces décisions sont prises, les jugements de la Commission des Garanties sont rendus publics, jugements qui rejettent le recours contre la présence de membres de droit à l' Exécutif du Syndicat Régional, considérant que la contestation formée par Avelino Garcia viole le principe juridique de ne pas remettre en cause ses propres actes, et n' a pas trait à la forme dans laquelle a été élu cet organisme, sinon aux désaccords internes intervenus par la suite. De plus, la dissolution de la section syndicale de HUNOSA n' est plus d' actualité, ce qui favorise le recours entrepris par l' Union Régionale, et représente un double revers pour le secrétaire de la Mine.

Véritable clé de la crise qui débouche sur la nomination des commissions de gestion, la démission d' Enemerito Alvarez relève, selon les déclarations de l' intéressé lui même, de ses divergences avec la politique menée par le PCA, dans lequel il milite. Les raisons avancées tiennent à l' attitude du parti face aux problèmes internes de la Mine et à son engagement dans la voie des accords avec le gouvernement régional et la FSA –PSOE. Paradoxalement, ses désaccords font référence à des décisions à caractère politique et non à des divergences syndicales, le privant du soutien de la Fédération Nationale et de l' Union Régionale des CC.OO. Mis à part le reflet d' une conception ancienne du militantisme syndical et politique entré en crise, la démission d' Enemerito Alvarez est surtout l' expression du profond malaise que suscite l' orientation du PCA parmi de nombreux cadres syndicaux des bassins miniers, où se constitue un secteur critique qui, à l' avenir, se trouvera dirigé au sein de IU par Enemerito lui même, Fernando Bello ou « Berto Barredo », entre autres. Au CC du PCA, l' opposition à la politique des accords avec les socialistes sera essentiellement le fait de militants qui occupent des mandats de responsabilité aux CC.OO. De son côté, face à la crise syndicale de la Mine, la direction du PCA se trouvera en permanence en accord avec Avelino Garcia, partageant ensemble la stratégie d' accords avec les socialistes et l' adoption d' une ligne modérée.

L' intervention du parti ne prend cependant pas un caractère ouvert et le corps militant des bassins miniers se trouve profondément désorienté face à cette situation insolite dans laquelle il voit des dirigeants syndicaux d' expérience et adhérents communistes, se grouper en factions opposées sans que la direction ne donne d' instructions claires. Le soutien apporté durant toute la période par F. Javier Suarez à Avelino Garcia ne fera pas l' objet d' annonce publique ni de consigne explicite. Dans plusieurs interprétations, cependant, se dessine l' existence d' une opération de grande portée dans laquelle la Mine ne représente qu' une pièce. Selon ces versions, le plein développement de la conception d' une stratégie d' accords entre socialistes et communistes, à laquelle aurait participé le président de la région Pedro de Silva, le secrétaire général du SOMA-UGT, Jose Angel Fernandez Villa et le

secrétaire général du PCA et président d' Izquierda Unida des Asturies, F. Javier Suarez, serait conditionné à la nécessaire adoption par les CC.OO d' une attitude moins revendicative et mobilisatrice. La Mine et, en particulier HUNOSA, constituent à ce sujet une préoccupation centrale, mais, de surcroît, le projet portera la proposition de remplacer la direction régionale, face à la résistance aux accords développée par l' Union Régionale.

L' interminable crise de la Mine se dénoue finalement en décembre 1988, avec la tenue des congrès extraordinaires de la section syndicale de HUNOSA et du Syndicat Régional. Dans les deux cas la ligne « officielle » se retrouvera gagnante aux dépens du secteur dirigé par Avelino Garcia. Jose Antonio Prado va diriger la section syndicale de HUNOSA, alors qu' Antonio Gonzales Hevia, jusqu' alors secrétaire à l' organisation de l' Union Régionale et président de la commission de gestion, parvient à occuper le poste de secrétaire du Syndicat Régional à une étroite majorité – 135 voix contre 112 à son concurrent Ricardo Gonzales – dans un congrès dominé par un climat de tension qui frôle la rupture.

Après le congrès extraordinaire, les tensions internes vont décroître à mesure que le secteur resté minoritaire perd sa cohésion. La crise trouvera son épilogue six mois plus tard lorsque l' ex secrétaire régional de la Mine, Avelino Garcia, décide d' abandonner les CC.OO et le PCA pour entrer au SOMA – UGT et au PSOE, au sein duquel il occupera par la suite des responsabilités politiques dans la municipalité de Mieres. Pour ceux qui avaient soutenu ses positions, la décision d' Avelino Garcia représente le coup de grâce qui provoque la disparition du groupe. Aucun mouvement ne se produira tendant à conforter ce qui était une sortie individuelle, ni un quelconque transfert de cadres ou de syndiqués vers le SOMA. La longue paralysie causée par des conflits internes se traduira cependant par un affaiblissement de l' influence des CC.OO dans le secteur, comme cela apparaît dans le recul subi lors des élections syndicales de 1990.

III- L' AGGRAVATION DE LA CRISE REGIONALE DANS LES ANNEES 90

LE FRONT SYNDICAL CONTRE UNE CRISE GLOBALE ET LA GREVE GENERALE DU 23 OCTOBRE 1991.

La décennie des années 90 s' ouvre aux Asturies avec une aggravation rapide des problèmes de démantèlement industriel qui vont frapper l' économie régionale. Dans une région qui avait déjà montré une faible capacité de récupération durant la période favorable de la seconde moitié des années 80, la nouvelle conjoncture se manifeste particulièrement fortement, pour déboucher sur une authentique récession. Quasi simultanément, des secteurs comme la Mine, la Sidérurgie, la Construction Navale, les Engrais chimiques, le Textile, les manufactures d' armes... se trouvent confrontés à des restructurations drastiques qui conduisent à la suppression de milliers de postes de travail. Le caractère généralisé de ce processus en fait une crise globale qui affecte l' ensemble de l' économie asturienne et provoque l' émergence de conflits durs. Les syndicats apparaissent, dans ce contexte, comme les seules forces capables d' exprimer le malaise social et d' avancer, avec une certaine consistance, des revendications qui recueillent un large consensus. Le déficit de représentation politique dont souffre la région fait des organisations syndicales l' axe essentiel d' un front de classe que ni les partis ni les institutions se montrent capables de diriger. En même temps que la résistance aux fermetures et aux restructurations, dans une stratégie défensive de maintien de l' emploi existant, les syndicats engagent une vaste mobilisation sociale, développant un important travail de prise de conscience, et proposant la négociation d' alternatives de réindustrialisation fondées sur l' investissement public et le développement des infrastructures.

Malgré parfois l' apparition de possibles frictions, le mouvement sera caractérisé par une large convergence dans les analyses et, entre les syndicats majoritaires, par le maintien d' une unité d' action solidement installée au niveau des directions des deux unions régionales depuis 1988. Avant de

culminer avec l' appel à la grève générale du 23 octobre 1991, la défense de revendications communes par les CC.OO et l' UGT face aux problèmes asturiens se concrétise par l' adaptation de la Proposition Syndicale Prioritaire élaborée au niveau confédéral en vue de sa négociation avec le gouvernement régional (novembre 1989) et par les accords d' unité d' action souscrits en 1991. L' accord s' est étendu à la Mine également, où les affrontements endémiques cesseront en février 1990 après l' obtention d' un engagement stratégique pour la défense du secteur et de l' avenir de HUNOSA, débouchant sur une phase de collaboration mise à l' épreuve dans la négociation d' un nouveau plan pour l' entreprise nationale minière.

Au niveau confédéral les principales difficultés pour l' unité d' action se situent dans la période des élections syndicales de la fin 1990, où le dépôt unilatéral de préavis de la part des CC.OO suscite une vive réaction de l' UGT. Néanmoins la tension sera moindre aux Asturies et la crise rapidement surmontée. A compter de cette date, les incidents majeurs mettront aux prises, dans les bassins miniers, les unions locales (comarcales) des deux syndicats ainsi que les sections syndicales d' ENSIDESA, soutenues chacune par leur fédération régionale de la Métallurgie. Dans le premier cas, les mauvaises relations entre les unions territoriales contrastent avec l' accord qui régit l' activité des syndicats de mineurs dans cette période, et atteignent des sommets dans la phase culminante des mobilisations de HUNOSA en 1991-92, puis au motif de l' appel des CC.OO à une grève générale dans les bassins en mars 1993. A ENSIDESA, en raison d' actions entreprises en solitaire par les CC.OO, les tensions précédant la présentation du Plan de Compétitivité céderont la place à une étroite collaboration qui se trouvera rompue après la « Marche du Fer », à l' issue de laquelle s' ouvre une profonde brèche autour des revendications dans la négociation et de la position face à la lutte des travailleurs sous traitants. Ces difficultés pourront être surmontées grâce à la stratégie d' entente menée avec fermeté par les deux unions régionales. Pour les CC.OO, cette attitude se traduit par la proposition de créer des organismes permanents de discussion avec l' UGT aux fins de résoudre les différents possibles, proposition faite par le secrétaire général lors du 6^{ème} Congrès Régional dans une perspective qui intègre l' objectif de l' unité organique, comme cela figurait dans le Rapport Général.

Ajouté aux menaces qui planent sur ENSIDESA et à la généralisation de la crise à la quasi totalité des secteurs productifs, le climat d' inquiétude croissante lié aux incertitudes sur l' avenir de HUNOSA conduira à l' appel à une grève générale aux Asturies. Il s' agit d' une initiative issue d' une proposition des CC.OO datant du mois d' avril, et devant laquelle l' UGT avait d' abord montré quelques réticences, considérant préférable d' attendre les élections des communautés autonomes et d' accorder un délai de confiance au gouvernement qui en serait issu. Finalement, le 23 octobre 1991 la région connaît une paralysie totale, expression d' un soutien pratiquement unanime de la société asturienne aux exigences syndicales. La grève générale se veut sur le fond dirigée vers le gouvernement central pour attirer son attention sur le caractère particulièrement grave de la crise asturienne et sur la nécessité d' adopter des mesures spécifiques pour la combattre. A cet effet, il est réclamé un plan industriel pour les Asturies lequel se fixe comme objectif de régler le rythme de la reconversion sur celui de la réindustrialisation, pour pallier les effets dévastateurs d' une adaptation qui menace la survie de

secteurs entiers de l' économie régionale et qui peut représenter la destruction de quelques 40 à 45 000 postes de travail. C' est à l' Etat que reviendrait la principale responsabilité de résoudre ces problèmes. Repoussant les diagnostics établis par le gouvernement central lui même et qui rejettent le poids de la relance sur l' initiative privée, les syndicats démontrent l' incapacité de cette dernière à surmonter seule un déclin d' une telle ampleur. En conséquence, la voie à suivre passe par la combinaison des efforts entre secteurs public et privé.

Les mesures réclamées incluent l' engagement de projets et d' investissement concrets, l' élargissement des incitations à l' investissement, l' amélioration de la Formation Professionnelle, l' apport de terrains industriels et le rattrapage du retard et de l' isolement en matière d' infrastructures. Sans abandonner une vision globale et articulée de la relance de l' économie régionale, la gravité particulière de la situation des bassins miniers justifiera la demande d' un traitement spécifique à leur égard. En retour, la réalisation de ces objectifs nécessiterait un changement radical de l' attitude des gouvernements central et régional, le premier devant faire preuve de plus de dispositions au dialogue et d' engagement pour la solution des problèmes des Asturies, ce dont il a manqué jusqu' alors. Le tournant réclamé dans la politique économique et sociale devrait être renforcé par une nouvelle orientation de la politique suivie par l' administration autonome, rompant avec sa ligne de soumission aux directives prises à Madrid et adoptant des orientations énergiques plus en rapport avec la gravité de la crise.

Le discours syndical est axé sur la globalité de la crise régionale, dont les caractéristiques dépassent la simple superposition de problèmes sectoriels, et qui nécessite une stratégie territoriale. Cette analyse ainsi que les revendications contenues dans l' appel réunit dans un très vaste consensus les forces sociales les plus diverses. Contrairement à l' attitude opposée du gouvernement régional – mal à l' aise face à une pression qui le pousserait à changer de ligne de conduite avec le gouvernement central et marqué par sa préoccupation d' éviter tout affrontement– la grève générale rencontre l' appui de la totalité des organisations syndicales (y compris, pour la première fois dans une initiative de cette nature, les syndicats agricoles), des formations politiques à l' exception du PSOE et du PP, des associations de commerçants, de quartiers étudiantes, etc....Les expressions de soutien parviennent de l' Eglise asturienne elle même ainsi que de secteurs patronaux notamment de la Construction qui se montre extrêmement compréhensive avec l' appel. Les lignes éditoriales des média de communication sont sur le même ton. Le rassemblement à Oviedo bénéficiera d' un soutien d' égale ampleur pour ce qui a probablement été la plus grande manifestation de l' histoire des Asturies, réunissant plus de 100 000 personnes.

Le succès de la grève se double de sa capacité à capter l' attention de l' opinion publique en réussissant à transmettre le message autour de la globalité de la crise asturienne. De fait, l' initiative va ouvrir la voie à l' organisation d' une série de mobilisations générales à dimension régionale ou locale (Galice, Cantabrie, Carthagène, Pays Basque...) centrées sur les problèmes de démantèlement industriel et pour lesquelles l' expérience asturienne servira de référence. La similitude des situations dans les quatre communautés autonomes de la Corniche Cantabrique conduira à l' apparition de quelques tiraillements entre l' UGT et les CC.OO, la première proposant

d'élargir les mobilisations à la dimension supra régionale pour converger dans une grève de toute la partie nord de l'Espagne. Cette hypothèse est repoussée par les CC.OO qui, au regard de la spécificité de la situation des Asturies et de la force née le 23 octobre, considèrent qu'un traitement commun diluant les exigences concrètes des Asturies est déconseillé.

Après le 23 octobre 1991, l'exigence permanente de mesures pour freiner la crise et impulser la réindustrialisation se mènera de pair avec des mobilisations de niveau local, même si les CC.OO en viennent à envisager la réédition d'un appel à dimension régionale qui n'obtiendra pas l'aval de l'UGT. Le 2 avril 1992, traversant une situation critique, où la totalité de ses grandes et moyennes entreprises industrielles connaissent des réductions d'effectifs ou des restructurations d'emplois, la zone d'Aviles organise une grève générale massivement suivie, à l'initiative des unions locales des CC.OO et de l'UGT. Le centre de gravité se déplacera l'année suivante dans les bassins miniers. Le 23 mars 1993 les unions locales des CC.OO du Nalon et du Caudal organisent en solitaire une grève générale pour la réindustrialisation, grève à laquelle s'oppose l'UGT et qui suscite des craintes à la Fédération Régionale de la Mine des CC.OO, mais qui, malgré tout, connaîtra un bon résultat. En octobre la solidarité avec les licenciés de **Duro-Felguera** donnera lieu à une nouvelle grève générale dans le Nalon, accompagnée d'une grande manifestation à Langreo.

La grève du 23 octobre 1991, qui a eu le mérite de faire connaître le message sur la globalité de la crise asturienne, va constituer le point culminant des mobilisations de HUNOSA, remettant à nouveau les problèmes de la Mine au premier plan. Dans ce contexte, l'accent mis sur les aspects globaux ou particuliers, sur le territorial ou le sectoriel, sera la cause de tensions internes tant aux CC.OO qu'à l'UGT. Si l'escalade de la tension organisée par les syndicats de mineurs pour la négociation de HUNOSA a servi à préparer les conditions d'une action générale à dimension régionale, les termes mêmes de l'appel suscitent des craintes à la Mine, où on interprète l'accent mis sur le caractère généralisé de la crise comme une menace d'affaiblir l'exigence d'une attention particulière pour les bassins miniers. A l'opposé, le déclenchement des conflits à HUNOSA en décembre redonne à l'extérieur de la région une image de la situation aux Asturies réduite à la seule question des tensions nées de la reconversion minière, gommant en partie dans l'opinion ce qui avait été gagné en octobre.

Les syndicats de mineurs jouent les premiers rôles d'autant plus, par ailleurs, qu'étroitement lié au gouvernement régional et au PSOE, le SOMA - UGT bénéficie de conditions spéciales. La conclusion d'un accord à HUNOSA sera précédée de traitements politiques controversés à Madrid et apparaîtra comme associé à l'obtention d'un plan de relance économique (*Plan de Dynamisation*) pour l'ensemble de la région qui non seulement concentre la majeure partie de ses actions dans les bassins miniers, mais, de plus, est présenté aux dirigeants syndicaux des Mineurs avant de l'être aux unions régionales. Ce document fera l'objet à son tour d'évaluations contradictoires. Alors que les secrétaires généraux des syndicats de mineurs réagissent favorablement à son contenu, les directions régionales de l'UGT et des CC.OO s'accordent dans leurs critiques face à un plan qu'elles jugent nettement insuffisant. Absence de projets concrets ; participation inexistante de l'INI ce qui fait reposer la réindustrialisation sur la seule initiative privée ; manque d'un

calendrier d' exécution et de la moindre quantification en matière d' investissements et d' emplois ; des mesures en matière de sol industriel, d' incitations, d' infrastructures et de formation qui se trouvaient déjà être mises en œuvre ou qui avaient déjà été engagées auparavant ; autant d' éléments constituant la base des critiques formulées.

Parallèlement, le processus de négociation de HUNOSA fait apparaître des divergences entre le Syndicat Régional de la Mine et les unions locales du Nalon et du Caudal. Déjà réels durant la phase préalable, du fait de la méfiance suscitée par l' unité d' action avec le SOMA, la période de l' occupation du puits Barredo rajoute des heurts à propos des compétences liées aux initiatives de mobilisations et à l' adoption de positions concrètes relatives aux conditions d' un accord. Finalement, l' acceptation du plan par le Syndicat Régional de la Mine va se heurter au refus des unions locales, selon lesquelles rien n' est envisagé au niveau territorial en vue de compenser les répercussions d' une perte de 6 000 postes de travail. Toujours plus aigu, l' affrontement va persister les années suivantes, avec de nouveaux motifs de heurts dans l' analyse de la mise en œuvre des accords signés, la désignation d' un représentant syndical à SODECO⁷ ou l' appel à la grève générale dans les bassins miniers le 23 mars 1993.

LES NOUVELLES RESTRUCTURATIONS

Durant l' année 1991, la principale source de préoccupation pour la société asturienne va résider dans la situation de la Mine, qui concentre une bonne part des mobilisations. L' année débute par une grève générale du secteur conduite en solitaire par la Fédération Nationale des Mines des CC.OO le 15 janvier. Tout en exigeant l' ouverture de négociations sur l' avenir du secteur, l' initiative se répète les 20 et 21 mars, pour exprimer le refus de ce qui est considéré comme une reconversion masquée et, plus concrètement, le refus d' un Ordre Ministériel visant à la réduction de la production dans les entreprises soumises au Nouveau Système de Contrat du Charbon Thermique. A côté des mobilisations à caractère général, se succèdent des problèmes d' entreprises comme **Antracitas de Gillon y Hullasa**, donnant lieu dans les deux cas à des grèves à Cangas de Narcea et Teverga en mars et octobre respectivement, tandis que la nouvelle année met au premier plan la menace de fermeture de **Minas de Lieres**. Mais la période est essentiellement marquée par le grand processus de négociation et de mobilisations menées autour du nouveau plan d' avenir de HUNOSA.

Les négociations s' ouvrent en décembre 1991 et les discussions demeurent bloquées par l' attitude dilatoire de l' INI, qui se refuse à toute proposition dans l' attente de la tenue des élections municipales et autonomes de mai 1991. L' exigence des organisations de connaître le plan explique précisément l' appel à la grève de 48 heures dans l' entreprise les 17 et 18

⁷ Société de développement des zones minières.

avril. Le cours des négociations ne se trouvera cependant pas facilité par la concrétisation de l'offre de l'Administration, lorsque celle-ci arrivera au mois de juin, tant les divergences paraissent insurmontables. De plus, les tensions s'aggravent avec le licenciement d'un délégué syndical des CC.OO, mesure considérée comme une provocation inutile par les mineurs qui protestent en paralysant la production le 3 juin. Dans une dynamique unitaire entre les CC.OO et le SOMA, principale nouveauté par rapport aux actions antérieures, les syndicats se donnent une stratégie de croissance graduelle de la pression, qui passe par l'appel à la grève à HUNOSA contre le plan présenté par l'INI (14 juin), suivi du recours aux mobilisations territoriales moyennant l'appel à deux grèves générales dans les bassins miniers accompagnées toutes deux de manifestations à Oviedo (28 juin et 18 septembre).

Présent parmi les motifs qui justifient la grève générale du 23 octobre dans toutes les Asturies, le problème de HUNOSA culmine en intensité à la fin de 1991. En décembre, un an après l'ouverture de la table des négociations sans avancée notable, plusieurs puits du bassin du Caudal engagent des grèves spontanées qui traduisent le climat d'inquiétude dominant parmi les mineurs. Une semaine plus tard, les exécutifs des syndicats de mineurs des CC.OO et de l'UGT adoptent une initiative spectaculaire en décidant d'aller s'enfermer au fond du puits Barredo, à un moment qui correspond à la période de Noël, moyen de pression qui rencontrera un extraordinaire écho. L'activité est immédiatement paralysée à HUNOSA, les mobilisations se succèdent quotidiennement dans les environs du puits et l'appel aux grèves générales dans le secteur et dans les bassins miniers accompagnées de manifestations suivies renforcent l'occupation. Cependant, lorsque le 3 janvier 1992, les occupants décident de remonter, la négociation n'a pas été débloquée et l'appel à la reprise du travail par les CC.OO et le SOMA sera ignoré par les mineurs. Durant deux semaines, ceux-ci maintiennent grève et mobilisations en marge des orientations des syndicats majoritaires, jusqu'à ce que l'essoufflement conduise au retour à la normale.

Finalement les positions syndicales s'assouplissent en raison de quelques modifications qui n'altèrent pas fondamentalement cependant la proposition de l'Administration, et un accord sera trouvé planifiant la réduction des effectifs moyennant 5 900 départs en retraite anticipée et la fermeture de 8 puits, ce qui constitue une réduction drastique du volume de l'entreprise. Les principales contreparties se trouvent dans des conditions de départ très favorables, un accord collectif également satisfaisant et l'engagement de l'admission de 800 nouveaux travailleurs. Les garanties quant à la stabilité future de HUNOSA à partir de 1994 – conditionnées par l'évolution des directives communautaires – et l'absence de mesures compensatoires permettant de pallier l'impact des fermetures, vont devenir des sujets de controverse au centre d'un débat interne aux CC.OO. Au sein du Syndicat Régional de la Mine et de la section syndicale de HUNOSA le débat se termine par la victoire des partisans de l'accord, bien que la minorité opposée soit significative. Alors que le Syndicat Régional de la Mine reçoit le soutien de sa Fédération Nationale et, y compris, celui du secrétaire général de la Confédération, Antonio Gutierrez, les unions locales des bassins expriment leur refus dans des déclarations improvisées. L'Union Régionale de son côté évite toute expression, dans une attitude qui ne cache pas son malaise. Dans le contexte de la tenue du 6^{ème} Congrès Régional du syndicat, cette situation va

conditionner son déroulement de façon décisive, en polarisant les débats et en se répercutant sensiblement dans les votes.

Comme cela s' était produit en 1987 avec le 5^{ème} Congrès Régional et les répercussions des accords de gauche, le 6^{ème} Congrès va se trouver sous le feu des médias car il coïncide avec la signature du Plan d' Avenir de HUNOSA, décision extrêmement controversée dans le syndicat et qui trouve dans les séances du congrès un cadre inadapté pour le débat. Les secteurs les plus mécontents de la position du Syndicat Régional de la Mine visent à obtenir une déclaration défavorable à la décision de signer l' accord, alors que la direction sortante élude la question, considérant qu' elle n' est pas de la compétence du Congrès, et qu' il s' avère contre productif d' interdire un acte déjà accompli issu d' une procédure démocratique après discussion dans les organismes correspondant. Les divergences autour de cette question détermineront le résultat des votes, qui totalisent 57 voix contre et 50 abstentions face à 78 votes favorables au Rapport Général, et réduisent les soutiens du secrétaire général à 63% lors de son élection et ceux de la Commission Exécutive élue à 74%.

Le cours des débats est marqué par le ton critique des interventions des secrétaires des unions locales du Nalon, du Caudal et d' Oviedo, ainsi que du porte parole de la minorité de la Mine. Les arguments avancés contre la démarche suivie à HUNOSA visent l' écart entre les revendications de départ et le contenu de l' accord final, l' absence de garanties sur la pérennité de l' entreprise et sur la réindustrialisation des bassins, ou les limites imposées à l' unité d' action avec le SOMA, laquelle fut source de divisions internes. De même, des critiques s' en prendront au manque de coordination entre le Syndicat Régional de la Mine et l' Union Régionale d' une part, sur le discours autour de la globalité de la crise, et les unions locales d' autres part, court-circuitées sur leur terrain par des appels à des mobilisations interprofessionnelles émanant d' un organisme professionnel, attitude identique à celle du SOMA, ainsi qu' à l' existence d' erreurs concrètes comme la démobilisation précipitée à la fin de l' occupation ainsi que la concentration des décisions au sommet tout au long du conflit, empêchant une participation suffisante des militants et de la base. Finalement, le débat sur la signature lui même est sujet à contestation, pour s' être tenu alors qu' un préaccord avait déjà été signé et à la suite d' une déclaration favorable de Antonio Gutierrez. A ce propos, reconnaissant avoir influencé le débat par ses déclarations, le secrétaire confédéral lui même fait son auto critique. Chargé de la réponse, Antonio G. Hevia défend le caractère indispensable de l' unité d' action avec le SOMA, se fondant sur l' impossibilité de mener seul une telle bataille. Les conditions obtenues dans l' accord, très au delà de celles obtenues dans les précédents, justifieraient également la décision de signer, alors que, bien qu' insuffisantes, les concessions arrachées sont considérées comme les seules possibles. Par ailleurs, la lutte pour la réindustrialisation ne relèverait pas de la responsabilité exclusive des mineurs, desquels il était impossible d' exiger davantage de sacrifices.

La controverse sur HUNOSA éclipsa le reste des thèmes abordés par le Congrès, lequel va, non seulement établir une fois de plus d' urgentes réformes organisationnelles, mais également approuver un vaste programme pour les Asturies, qui suppose une actualisation des revendications portées par le syndicat dans la dernière période. Les confrontations fondées sur des

positions idéologiques et la transposition de militantismes politiques s'estompant, le débat s'intéresse aussi à l'unité d'action avec l'UGT et le Congrès se prononce pour son approfondissement, en même temps qu'il reconnaît l'existence de problèmes de participation à l'activité syndicale, et signale la nécessité de revitaliser les assemblées. Les critiques formulées par la Gauche Syndicale font référence à ces questions, et, pour celle-ci, l'unité d'action avec l'UGT entraîne des risques de pratiques bureaucratiques et institutionnalisées et d'affaiblissement du rôle des assemblées. Par rapport aux étapes précédentes, l'audience de ce courant est en progression comme le montrent les résultats des congrès de l'Administration Publique, de l'Enseignement, de la Santé, de l'Union Locale du Caudal et de l'Union Régionale elle-même. Cette nouvelle situation bénéficie du relâchement de la discipline du secteur majoritaire et d'une direction qui favorise l'intégration en mettant un terme aux répressions de la dissidence, et enfin d'une meilleure assise des positions de la Gauche Syndicale. Les tensions se sont apaisées au point de permettre, pour la première fois, la proposition d'une candidature unique au 6^{ème} Congrès Régional, même si cette dernière soulève quelque résistance de part et d'autre.

La fin du conflit de HUNOSA cède la place aux débuts de la mobilisation dans les Métaux, et plus particulièrement à ENSIDESA. Malgré leur analyse sur le caractère global de la crise et la nécessité de donner une suite aux exigences exprimées le 23 octobre 1991, les unions régionales se révéleront incapables d'exercer une coordination effective des diverses mobilisations afin de les faire converger. Au contraire, visant à éclater les luttes en scindant les négociations, la stratégie gouvernementale remportera des succès et la force rassemblée à partir de la grève générale subira une érosion progressive, par suite de la focalisation des efforts syndicaux sur des problèmes immédiats d'entreprises et de secteurs concrets. La principale initiative destinée à surmonter cette carence provient des fédérations régionales des Métaux des CC.OO et de l'UGT quand, le 6 février 1992, elles organisent une journée de grève pour la défense du secteur public industriel, touchant 22 000 travailleurs de ENSIDESA, Santa Barbara, **Inespal**, **Constructora Gijonesa**, **Tetracero**, **Metalsa**, **Perfrisa** et leurs entreprises auxiliaires.

Le prolongement des négociations à HUNOSA et la force des mobilisations auxquelles elles donnent lieu amènent l'Administration à différer la présentation du plan de reconversion de la Sidérurgie Intégrale de façon à éviter la convergence des deux conflits. La situation préoccupante que traverse ENSIDESA l'a conduite en septembre 1991, à solliciter une procédure « de régulation de l'emploi » qui suscite l'opposition syndicale, débouchant sur des grèves et des manifestations jusqu'à ce que, finalement, cette procédure soit rejetée par la Direction Provinciale du Travail. L'inquiétude s'étend aux entreprises auxiliaires qui, recherchant des garanties de stabilité de l'emploi, se mobilisent à leur tour pour l'application de l'« Accord de Blocage » grâce auquel leur activité était régulée. A la suite de ce prélude, le retard dans la présentation d'un plan qui aurait dû être discuté avant la fin de l'année suscite une période d'espoir interrompue en janvier 1992, quand les CC.OO appellent à des mobilisations pour exiger d'être informés du contenu de la restructuration. Ce qui ne débouchera pas avant la fin avril, au moment où la Corporation de la Sidérurgie rend public son Plan de Compétitivité qui comporte la réduction drastique des capacités productives et du volume

d'emploi, selon un schéma qui, de l'avis des syndicats compromet la survie du secteur à moyen terme. A partir de là, la négociation se déroule sans avancées notables et la lutte qui lui est associée domine l'activité syndicale aux Asturies tout au long de l'année.

Avec le maintien permanent de la pression par des grèves et des manifestations, les mois d'été connaîtront des actions comme l'interruption des inaugurations du Festival du Cinéma de Gijon et de la Foire Exposition, pour procéder à la lecture de deux communiqués, initiatives visant à une diffusion maximale des revendications syndicales. En septembre, les fédérations régionales de la Métallurgie des CC.OO et de l'UGT rendront publics les résultats d'un effort commun pour offrir des alternatives, en présentant leur propre plan industriel pour ENSIDESA. Parallèlement, les démarches en direction des instances politiques parviendront à obtenir de diverses institutions des déclarations et des résolutions favorables aux positions syndicales : municipalités, Conseil Général de la Principauté et gouvernement régional y compris, lequel conserve des attitudes extrêmement contradictoire en soutenant en même temps le Plan de Compétitivité et les propositions syndicales. Enfin, le 9 octobre, des travailleurs de ENSIDESA et d'**Altos Hornos de Vizcaya** (Hauts Fourneaux de Biscaye) entreprennent simultanément une marche sur Madrid – La Marche du Fer – qui, sur le modèle de celle des mineurs du Leon de la **Minero Siderurgica de Ponferrada**, focalise durant 18 jours l'attention des médias d'information.

Malgré son extraordinaire résonance et la forte émotivité accompagnant ce type d'action, objet de la sympathie générale de l'opinion publique, la « Marche du Fer » représente en fait l'ultime tentative de déblocage des négociations, qui marque l'essoufflement des mobilisations et ouvre la voie à une division syndicale croissante, rompant l'unité d'action et affaiblissant la position des syndicats face à un gouvernement inflexible. Jusque là, les centrales syndicales représentées à la table des négociations (CC.OO, UGT, USO, ELA-STV, LAB) avaient maintenu pour l'essentiel un front commun, même si se sont poursuivies de façon latente d'inévitables tensions entre les intérêts de l'entreprise basque et ceux de l'entreprise asturienne. A leur tour, aux Asturies, les mobilisations rencontrent une difficulté certaine à élargir le conflit à des actions à caractère territorial. Sur ce terrain, la volonté des CC.OO de forcer l'appel à une grève générale dans les secteurs de Gijon et Aviles se heurte au refus de l'UGT qui insiste pour en laisser l'initiative exclusive aux Fédérations de la Métallurgie, marginalisant les structures territoriales. La « Marche du Fer » terminée, les divergences s'aiguiseront rapidement ; considérant que les moyens de pression sont épuisés, et la proposition de l'Administration irréversible, et que, étant donné son rejet par la CEE, elle est un moindre mal, l'UGT accepte de discuter du plan social sans avoir obtenu le moindre accord sur les aspects industriels. Les CC.OO, au contraire, persistent à considérer que les plans sociaux et industriels sont indissociables et que les mobilisations doivent se poursuivre. Lorsque finalement l'UGT, ELA-STV et l'USO s'accordent sur les conditions de réduction des effectifs, CC.OO et LAB refuseront d'entériner le document.

Mais la division s'approfondira encore lorsque les travailleurs des entreprises auxiliaires de ENSIDESA poseront leurs propres revendications. Directement touché par la restructuration de la sidérurgie, ce groupe de 3 000 travailleurs se retrouve exclu des accords signés et la pérennité de leur emploi

sérieusement menacée. Ainsi leurs revendications viseront à obtenir, en cas de sureffectif, des conditions équivalentes à celles des salariés de ENSIDESA. Une énorme tension suivra le déclenchement de deux grèves démarrées à Gijon puis étendues à Aviles, qui parviennent à paralyser complètement la production, démontrant ainsi leur statut de sidérurgistes indispensables au maintien du processus de production. L' affrontement entre les travailleurs extérieurs et une partie de ceux de ENSIDESA se transporte sur le terrain syndical. Le conflit est marqué par une dynamique d' assemblées fortement radicalisées soutenues jusqu' au bout par les CC.OO et le CSI minoritaire. Par contre, l' UGT et, de manière plus nuancée, l' USO s' y opposent, refusant la grève illimitée. L' entreprise va vivre des moments d' extrême tension, frisant l' agression physique, avant que la seconde grève ne s' achève, par suite de la médiation du gouvernement régional, et de l' ouverture d' une négociation qui se terminera par un accord satisfaisant les revendications des travailleurs des entreprises intervenantes.

La fin des mobilisations de la sidérurgie ne signifiera pas dans l' absolu le retour à la normale à ENSIDESA. Au contraire, le Plan de Compétitivité sera régulièrement rejeté par la commission de la CEE, de telle sorte que les investissements resteront en suspend dans une situation financière devenue critique et où seules les réductions d' effectif sont menées à leur terme. De plus l' entreprise est à la dérive, sans orientation définie, sans direction effective et dans un climat généralisé de confusion et de découragement frisant le chaos, comme le dénonceront les CC.OO.

Après trois années de conflictualité liée aux suppressions d' emplois à la Mine et dans la Sidérurgie, qui se soldent par la perte de quelques 12 000 postes de travail directs, l' année 1993 va connaître le développement de nouvelles luttes pour la défense de l' emploi. Les mobilisations contre la fermeture de la brasserie **El Aguila Negra** menées par les CC.OO seront remarquées pour leur vigueur et leur durée, tout comme celles de **Duro-Felguera** où la radicalisation, née de la menace de démantèlement du groupe industriel et de 232 licenciements, se terminera par un affrontement entre les travailleurs et les directions syndicales, provoquant aux CC.OO de fortes tensions entre les syndiqués et les membres du comité d' entreprise d' une part et la Fédération Régionale de la Métallurgie d' autre part. D' autres conflits ouverts se poursuivent parallèlement dans lesquels, de façon générale, les CC.OO sont à l' initiative, comme ceux de ENFERSA, **Indusa** et **Loykam**, à Aviles, **Fabrica San Claudio** et **Fabrica de Armas** à Oviedo, **Hospital de Cruz Roja** à Gijon...qui, ajoutés aux incertitudes sur l' avenir des chantiers navals et de nombreuses industries principalement métallurgiques, dessinent un panorama véritablement critique.

SOMMAIRE

GLOSSAIRE DES SIGLES UTILISES

PROLOGUE. Par Holm-Detlev Köeler

INTRODUCTION

LA DICTATURE

- Des premières commissions ouvrières au mouvement organisé (1956-1966)
- Répression, crise et réorganisation (1967-1975)
- Les tendances internes

LA TRANSITION

1- MOBILISATION SOCIALE ET CHANGEMENT DE REGIME (1976-1978)

- Crise de la dictature et conflictualité sociale : des grandes mobilisations de l' hiver 76 au référendum du 15 décembre
- Le chemin de la légalisation : semi clandestinité et répression sélective.
- La transformation du mouvement socio politique en organisation syndicale
- Forces politiques et courants internes.
- Le difficile processus de structuration interne.
- Tension sociale et stratégies de modération.
- La confrontation des modèles syndicaux.

2- CRISE ECONOMIQUE ET INSTABILITE POLITIQUE (1979-1982)

- Crise industrielle et division syndicale.
- Les courants internes.
- L' aggravation des crises internes : la scission du Courant de Gauche.

L' ERE SOCIALISTE

1- LE PREMIER GOUVERNEMENT DU PSOE : SUPPRESSIONS D' EMPLOIS ET RECONVERSIONS (1983-1986)

- Un cycle de mobilisation intense.
- Choix stratégiques. Le débat interne.

2- LE CHEMIN DE L' AUTONOMIE ET L' UNITE D' ACTION (1987-1989)

- La conflictualité sociale.
- Le retour à l' unité d' action avec l' UGT.
- Le 5^{ème} Congrès Régional et la question des « Accords de Gauche ».
- La grande crise du Syndicat de la Mine.

3- L' AGGRAVATION DE LA CRISE REGIONALE DANS LES ANNEES 90

- Le front syndical contre une crise globale et la grève générale du 23 octobre 1991.
- Les nouvelles restructurations.

